



Supplément Radio-Télévision

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Mathématiques, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14068 - 6 F

DIMANCHE 8 - LUNDI 9 AVRIL 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Difficultés soviéto- américaines

La détente Est-Ouest, après avoir mangé le pain blanc de la perestroïka, va-t-elle rentrer dans une zone plus tumultueuse ? La question peut se poser après les derniers entretiens que M. Chevardnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères, vient d'avoir à Washington.

Non pas que cette rencontre ait introduit un froid dans les relations des deux puissances : le sommet Bush-Gorbatchev aura lieu comme prévu, il a même été avancé à la fin mai, et le président américain, s'il dit moins qu'il faut « alder » son homologue de Moscou, souhaite visiblement le voir rester au pouvoir. Il reste que l'URSS et les États-Unis, qui se disent d'accord depuis plus de quatre ans pour réduire de moitié leurs arsenaux stratégiques, ne parviennent toujours pas à concrétiser cette promesse. Il leur était plus facile de s'entendre sur les armements marginaux et après tout superflus qu'étaient leurs missiles nucléaires en Europe.

MAIS surtout les diplomates, après avoir goûté les charmes de la « nouvelle pensée » soviétique et réalisé des percées spectaculaires dans de nombreux domaines, se heurtent maintenant à quelques écueils, d'ailleurs prévisibles. Le problème de la Lituanie et des autres Républiques baltes est l'occasion pour M. Gorbatchev de montrer un visage moins avenant et de perdre une partie du prestige que lui avait valu à l'Ouest la libération de l'Europe orientale. Les nouveaux pouvoirs dont il s'est doté - et l'usage qu'il sera amené à en faire face aux troubles de son empire - risquent de confirmer les aspects autoritaires de sa personnalité en même temps que les résistances du système.

L'autre problème, qui concerne encore plus directement l'Occident, est celui de l'Allemagne. Après quelques hésitations, la direction soviétique s'est durcie dans son refus de voir l'Allemagne unifiée rester dans l'OTAN, et le maréchal Akhromiev, conseiller militaire de M. Gorbatchev, refuse même de se contenter de la simple promesse d'un statut spécial pour le territoire de la RDA.

M. CHEVARDNADZE a semé la confusion en admettant que la neutralité n'est pas une solution, mais celle qu'il laisse entrevoir - la mise sur pied d'un « nouveau système de sécurité » dans le cadre du processus d'Helsinki - n'en est pas une non plus : comme qu'elle prendrait beaucoup plus de temps que la réunification allemande, la CSCE et ses trente-cinq États membres n'ont pas vocation à devenir une alliance en bonne et due forme, avec toutes les garanties que donnent aujourd'hui l'OTAN ou le pacte de Varsovie.

Ces problèmes et la pression - déjà visible en Lituanie - du haut commandement soviétique donnent à penser que le seul atout dont dispose l'URSS dans la négociation sur l'Allemagne, la présence de ses 380 000 soldats en RDA, sera chèrement monnayé. À la limite, Moscou pourrait annoncer que ces troupes seront maintenues, que cela plaise ou non aux Allemands et aux Occidentaux. Les deux camps devront faire preuve de beaucoup d'imagination pour régler ce problème et maintenir le bon climat qui a prévalu jusqu'à présent.

Lire page 4  
Article de notre correspondant à Washington JAN KRAUZE

M 0146 - 409 0 - 6,00 F



## Des dizaines de morts à Katmandou

# Sanglante répression du mouvement démocratique au royaume du Népal

Les forces de l'ordre ont ouvert le feu, vendredi 6 avril à Katmandou, la capitale du Népal, sur une foule qui marchait sur le palais royal, tuant au moins vingt-deux personnes et, selon différentes sources, plus probablement une cinquantaine, dont trois étrangers.

À l'issue d'une semaine de manifestations quotidiennes et d'affrontements sporadiques mais parfois meurtriers, la situation a tourné au vinaigre dans le petit royaume himalayen quand une foule estimée à pas moins de deux cent mille personnes s'est dirigée, vendredi, sur le palais royal, à Katmandou. Pour la disperser, la police a eu recours aux grenades lacrymogènes avant d'ouvrir le feu.

Des premiers bilans, officiels, faisaient état, samedi matin, alors qu'un couvre-feu de vingt-deux heures sur vingt-quatre avait été décrété à Katmandou, de vingt-deux à cinquante morts et d'au moins deux cents blessés. Mais le nombre des tués, parmi lesquels figurent trois étrangers pris dans la manifestation (un Irlandais, un Britannique et un

Néerlandais), pourrait être beaucoup plus élevé. Des fusillades ont, en effet, également été signalées dans des villes de province. Vendredi dans la soirée, l'armée a pris position dans la capitale.

La veille, pourtant, sans toutefois évoquer le rétablissement du multipartisme - principale revendication de l'opposition, - le roi Birendra avait paru lui faire quelques concessions. Dans une allocution radiodiffusée, il avait ordonné une enquête sur les affrontements des semaines précédentes - qui avaient déjà fait au moins dix-neuf morts parmi les manifestants, - nommé un nouveau gouvernement et annoncé des réformes politiques. De nombreuses personnes, dont les principaux diri-

geants de l'opposition, avaient, entre-temps, été libérées.

Sur le trône depuis 1972 et âgé aujourd'hui de quarante-quatre ans, Birendra, dixième monarque de la dynastie des Shah, dispose d'un pouvoir pratiquement absolu sous le système actuel du « panchayat », qui interdit les partis politiques.

Le Népal n'a connu qu'une brève période de démocratie, en 1959 et en 1960. Mais, depuis la mi-février, en l'absence de toute libéralisation du régime, la campagne du Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD, coalition des partis politiques interdits) a débouché sur de violents affrontements.

JEAN-CLAUDE POMONTI  
Lire la suite page 6

## Naufrage d'un ferry au large d'Oslo

Premier bilan : 4 morts et 150 disparus  
page 18

## Réunion du G 7 à Paris



Les représentants des sept pays les plus industrialisés (États-Unis, Japon, RFA, Royaume-Uni, France, Italie et Canada), rassemblés au sein du G 7, se sont réunis, le samedi 7 avril à Paris. À l'ordre du jour : les parités monétaires, l'unification allemande et les pays de l'Est.

## L'agitation en Côte-d'Ivoire

Fermeture de tous les établissements scolaires et universitaires  
page 18

## Les cadres du Front national

Un parti, un courant, un chef et des certitudes  
page 7

## Les collectivités locales et l'enseignement privé

Un arrêt du Conseil d'État pour limiter les subventions  
page 18

## Cent trois Chagall de Paris à Jérusalem

Sans l'accord des Douanes et des musées  
page 11

## « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Michel Noir, maire de Lyon, député du Rhône, invité dimanche à partir de 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 18

## Le nucléaire en réparation

Premier remplacement de générateur de vapeur dans une centrale française. Ce n'est qu'un début...

Les travaux de remplacement des générateurs de vapeur de l'un des réacteurs de la centrale de Dampierre-en-Burly (Loiret) ont commencé. Cette opération lourde et extrêmement délicate, menée dans un milieu radioactif, n'a jamais été réalisée en France. Elle devra être répétée, d'ici à 2010, sur la plupart des réacteurs de 900 mégawatts du parc électronucléaire.

DAMPPIERRE-EN-BURLY (Loiret)  
de notre envoyé spécial

Une « boîte » de béton, parfaitement étanche, 60 mètres de haut pour 40 mètres de diam-

tre. Le long des murailles peintes en bleu, des serpentines des passerelles métalliques encombrées de câbles et de tuyauteries. Le dôme de confinement de la tranche numéro un de la centrale de Dampierre-en-Burly (Loiret) est une véritable cathédrale technologique. Doublement impressionnante quand on sait que, sous le plancher métallique installé à 40 mètres de la voûte, dort un réacteur nucléaire, heureusement vidé - pour l'instant - de son combustible, mais quand même sérieusement radioactif.

Une « zone chaude », comme disent les techniciens. L'inquiétante majesté des lieux ne semble pas impressionner outre

mesure les hommes en combinaison blanche, qui s'affairent autour de l'énorme cylindre noir couché au centre de la crypte : l'un des trois générateurs de vapeur du réacteur.

Il s'agit en fait d'énormes chauffe-eau de 300 tonnes, à l'intérieur desquels l'eau du circuit primaire (très radioactive, puisqu'elle sert à refroidir le cœur du réacteur) circule dans un réseau de tubes pour transmettre sa chaleur à celle du circuit secondaire qui, transformée en vapeur, actionnera les turbines pour produire de l'électricité. Ces pièces délicates causent bien des soucis à EDF.

JEAN-PAUL DUFOUR  
Lire la suite page 9

**QUE FAIRE ?**  
LES GRANDES MANOEUVRES DU MONDE  
Thierry de Montbrial

**20 ans d'analyses et de réflexion**  
en vente dans toutes les librairies.

## Bruxelles, Bayreuth

En 1962, Anja Silja chantait « Lohengrin » sous la direction de Wieland Wagner. Aujourd'hui, elle le met en scène

BRUXELLES  
de notre envoyée spéciale

Le style de Wieland Wagner, on est peut-être trop jeune ou pas assez favorisé pour l'avoir vu s'épanouir à Bayreuth au début des années 60. Mais on en a entendu parler : hiératisme, intemporalité, transposition de l'univers de Wagner dans un climat abstrait de rêve éveillé, personnalisé par les seules lumières et les allusions picturales.

Anja Silja fut l'une des chanteuses fétiches de Wieland à cette époque. Elle ne chanta le rôle d'Elze dans « Lohengrin », qu'une fois à Bayreuth, en 1962. Et cette chanteuse impressionnante (force dramatique, voix électrisante, corps de cariatide) a, depuis, mené fort bien sa vie.

Loin de Bayreuth. Loin de Wagner.

Qui a oublié sa Marie, dans « Wozzeck » d'Alban Berg, à Bruxelles puis au Châtelet, il y a quelques années ? Eventuellement dans des rôles légers (Johann Strauss). Elle a épousé le chef d'orchestre Christoph von Dohnanyi. Londres fête, ce printemps, son cinquantième anniversaire. Anja Silja n'est pas près de s'arrêter de chanter.

Simplement, à l'appel de Gérard Mortier, elle a fait un nouveau départ par Bruxelles en ce mois d'avril. Un départ mme. Elle qui voulait se remettre à chanter dans « Lohengrin » (elle s'était jusqu'alors refusée à ré-enregistrer du Wagner depuis la mort de Wieland, en 1966), elle qui

était tentée par le rôle sombre d'Ortrude, rôle qu'elle n'avait jamais chanté, Silja s'est finalement retrouvée de l'autre côté de la barrière : à la mise en scène, se souvenant de Bayreuth 1962 comme d'hier.

Elle ne devait pas imiter Wieland. Elle ne l'a pas fait. Ce n'est pas, dans « Lohengrin », la féerie, la mythologie qui l'intéressaient (la mise en scène de Bayreuth était, dit-on, à la Monet, une fête mystique étincelante). Certes, le style Wieland est cité et sa manière très particulière de faire évoluer les chœurs en processions lentes. Mais ce que Silja a voulu analyser, c'est l'incommunicabilité.

ANNE REY

Lire la suite page 11

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dc ; Tunisie, 650 m ; Allemagne, 2,10 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 40 fr ; Canada, 2,25 \$ ; Grèce, 7,20 F ; Italie, 315 F CFA ; Danemark, 12 kr ; Espagne, 100 pes ; G.-B., 60 p ; Suède, 180 cr ; Suisse, 80 p ; Israël, 2 000 L ; Libye, 6 000 DL ; Luxembourg, 40 f ; Norvège, 13 kr ; Pays-Bas, 2,80 fl ; Portugal, 140 esc ; Sénégal, 325 F CFA ; Thaïlande, 14 ba ; Suède, 1,80 L ; USA (NY), 1,75 \$ ; USA (autres), 2 \$.

هكذا من الأصل



## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
M<sup>me</sup> Geneviève Beauvillier,  
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71  
Téléx : MONDIPUB 286 136 F

Impression :  
D. M. M. M. M.  
4552 IVRY

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2017

Renseignements sur les microfilms  
et textes du Monde au (1) 45-47-39-81.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMOND  
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS  
11, rue Jean-Mazet  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél : (1) 45-48-33-90

|        | FRANCE  | REUNION | SURSE   | AUTRES<br>PAYS |
|--------|---------|---------|---------|----------------|
| 3 mois | 365 F   | 399 F   | 394 F   | 700 F          |
| 6 mois | 728 F   | 762 F   | 752 F   | 1 400 F        |
| 1 an   | 1 360 F | 1 380 F | 1 300 F | 2 600 F        |

ÉTRANGER :  
Par voie aérienne. Tarif sur demande.  
Pour vous abonner  
RENOUVEZ-VOUS DE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINUTEL  
3615 LEMOND  
code d'accès ABO  
SERVICE À DOMICILE :  
Pour tous renseignements :  
tél : (1) 45-48-34-70

Changement d'adresse définitif ou provisoire :  
nos abonnés sont invités à formuler  
leur demande deux semaines avant  
leur départ, en indiquant leur numéro  
d'abonné.

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie. 011 MOND

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication

André Fontaine (1944-1989)  
Jacques Faure (1989-1992)  
André Fontaine (1992-1995)

Administrateur général :  
Bernard Wouss

Directeur de la rédaction :  
Daniel Vernez

Rédacteurs en chef :  
Bruno Frappat,  
Claude Sèze

RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL :  
7, rue des Italiens,  
75427 PARIS CEDEX 08

Tél : (1) 42-47-87-27  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION :  
1, place Hubert-Beuve-Méry,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél : (1) 45-48-30-00  
Télécopieur : (1) 45-48-30-10

## DATES

Il y a quinze ans

## La guerre s'installait au Liban

**A**IN-REMANEH est un quartier populaire de la banlieue sud de Beyrouth. Dans cette ville-mosaïque, morcelée comme le reste du Liban, Ain-Remaneh a une identité particulière : chrétienne. Ses habitants sont, en grande majorité, maronites. Un quartier chrétien, donc, mais populaire ; la prospérité est ailleurs. En 1975, rien ne le distinguait apparemment de ses voisins musulmans. Ici comme là, on est ouvrier, artisan, boutiquier. Ain-Remaneh se trouve aussi à proximité des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et de Chatila. Dans ce secteur de la ceinture pauvre de Beyrouth, Libanais et Palestiniens ont longtemps vécu dans une relative bonne entente. Mais, au cours des dernières années, les tensions se sont aggravées, surtout durant les derniers mois.

Dimanche 13 avril 1975, une nouvelle église est inaugurée à Ain-Remaneh. Pierre Gemayel, chef du Parti des Phalanges libanaises - les Kataeb -, assiste à la cérémonie accompagnée de quelques miliciens. Soudain, à la sortie de la messe, au passage d'une voiture « suspecte », des coups de feu claquent. Deux des miliciens sont touchés.

On parle immédiatement d'un attentat et certains crient vengeance. Rien d'étonnant à ce que l'on soupçonne tout de suite les Palestiniens, les fedayins. Champions du nationalisme chrétien, les phalangistes ont depuis des mois développé leur milice pour faire pièce à la présence des combattants palestiniens qu'ils jugent de plus en plus envahissants. Et Ain-Remaneh est devenu l'un des principaux centres de recrutement des Kataeb.

Peu après, un autocar traverse Ain-Remaneh : il est bondé de fedayins qui reviennent d'une autre cérémonie, celle-là à la mémoire de « martyrs » de la Résistance tombés lors d'une opération en Israël. Des Palestiniens reconnaissent plus tard qu'ils ont donné le climat qui règne au Liban, en ce printemps 1975, il aurait été pour le moins préférable de faire un détour par un autre quartier. Attitude de défi des fedayins ? Embuscade tendue par des Kataeb ? Les circonstances exactes de l'affaire, pas plus que les responsabilités, ne seront jamais élucidées.

## « Deux négociations ne font pas une nation »

Une fusillade éclate. Une trentaine de morts sont relevés dans l'autocar. Le soir, Yasser Arafat, président de l'OLP, dénonce « la sanglante boucherie commise par les bandes armées des Phalanges ». Pierre Gemayel affirme que ses hommes ne sont pas impliqués. Chacun tente de calmer ses troupes. Mais, dans la nuit, des combats violents ont lieu en divers endroits de Beyrouth, et les affrontements s'étendent à d'autres villes du pays, dès le lendemain. C'est la guerre.

L'affaire d'Ain-Remaneh a tout déclenché. Mais le Liban était déjà fort troublé. Le 28 février, lors d'une manifestation de marins pêcheurs, l'armée tire à Salda. Un ancien député de cette ville à dominante sunnite, Marouf Saad, personnalité respectée, est mortellement blessé. Cet incident provoque une flambée de violence et un mouvement de grève qui gagne Beyrouth. Il achève aussi de rapprocher des Palestiniens une grande partie de la communauté musulmane et les groupes politiques de gauche (qui comptent encore de nombreux chrétiens). Les militants palestiniens, très organisés, représentent un appui solide et un important ferment de contestation, d'autant que les fedayins sont menacés par la droite chrétienne d'être mis au pas par l'armée (contrôlée depuis toujours par des chrétiens).

En mars, le correspondant du Monde à Beyrouth, Edouard Saab (1), écrit, à propos des conséquences des événements de Salda : « La crise, qui avait à l'origine un caractère strictement social, s'est peu à peu confessionnalisée. Après avoir pris fait et cause pour les grévistes, les associations musulmanes ont saisi l'occasion pour formuler une série de revendications visant, selon elles, à assurer une plus juste répartition des droits et des prérogatives des différentes communautés dans la gestion de l'État ».

Edouard Saab précise que ces revendications portent notamment sur la limitation des pouvoirs du chef de l'État et une réorganisation du commandement de l'armée. Puis il cite Kamal Joumblatt, chef druze et dirigeant du Parti socialiste progressiste :

« Compte tenu du nombre d'habitants par confession, 60 % des sièges de l'Assemblée devraient revenir à des musulmans. Or c'est le contraire qui se produit actuellement au Parlement, dont la répartition des sièges, nettement favorable aux chrétiens, avait été fixée sur la base d'un recensement qui remonte à la période du mandat français ».

Dans cet article, hormis la question de la Résistance palestinienne - accusée par beaucoup de former « un État dans l'État », une large part du « problème libanais » se trouvait résumée.

Israéliens contre l'aéroport de la capitale libanaise provoque la colère. De nombreux Libanais reprochent aux Palestiniens d'être la cause de tout cela. Les Palestiniens dénoncent la passivité de l'armée libanaise devant les raids israéliens et veulent assurer eux-mêmes la protection des camps. Les premiers incidents entre l'armée et la Résistance éclatent en 1969.

C'est alors qu'interviennent les « accords de Caire ». A condition de « coordonner »

ils ont pratiquement pour effet de donner aux Palestiniens l'impression d'avoir les mains libres, et les plus extrémistes, qui avaient déjà tendance à se mêler de la politique libanaise, en profitent pour renforcer leurs liens avec la gauche et les partis musulmans. Les leaders chrétiens parlent d'abandon de souveraineté et somment l'armée de sévir contre les fedayins.

L'expulsion de Jordanie de l'appareil de la Résistance, en 1970, ne fait qu'alourdir le poids des Palestiniens au Liban. En avril 1973, trois chefs de l'OLP sont assassinés par des commandos israéliens en plein cœur de Beyrouth. Les fedayins intensifient leur déploiement autour des camps ; le président François Gemayel, les combattants d'y retourner : il veut même les désarmer et y envoyer l'armée. Résultat : une mini-guerre libano-palestinienne sévit en mai, et le président échoue dans sa tentative. Dès lors, devant l'impuissance de l'armée, les milices chrétiennes ne cessent d'augmenter leurs effectifs et leur équipement, ce qui entraîne inévitablement une réaction similaire du côté musulman. Rien ne peut arrêter l'engrenage. D'autant moins que l'agitation sociale vient ajouter de l'huile sur le feu.

Le « miracle », le boom économique des années précédentes s'est traduit par une inflation galopante. La vie chère provoque un mécontentement croissant parmi les classes les plus défavorisées, toutes communautés confondues. D'où la gravité des événements de Salda, avant ceux - décisifs - d'Ain-Remaneh.

L'explosion consécutive à l'été de l'été d'Ain-Remaneh a causé des dégâts irréparables. Quand intervient une première trêve, le 21 avril, on compte déjà de 200 à 300 morts. La ville est coupée en deux. Et les combats reprennent en mai. Les principales composantes de l'OLP, à l'instigation de Yasser Arafat, tentent vainement de se dégager du conflit. Les extrémistes réussissent toujours à impliquer davantage les plus modérés. En septembre, on ne peut plus parler de « rounds », les combats seront presque ininterrompus pendant plus d'un an. Et la réconciliation en sera encore et encore. Quinze ans après, les morts ne décomptent pas dizaines de milliers, peut-être plus de cent mille. L'État libanais est une fiction.

FRANCIS CORNU

(1) Edouard Saab sera tué par un franco-tirueur en 1976.

## Au sommaire de « Dossiers et documents » du mois d'avril

## L'histoire mouvementée du franc

Depuis le début de la guerre de 1914, une cascade de dévaluations a marqué l'histoire du franc, antécédente de périodes plus ou moins longues de stabilité. La création du franc lourd, dit encore « nouveau franc », fut assortie de beaucoup d'espoirs, vite déçus.

Pourtant, le franc est aujourd'hui une monnaie respectée. Cela ne s'est pas fait sans heurts. Après l'institution du « serpent », les crises se sont succédées, et il a fallu la mise en place du système monétaire européen pour atteindre progressivement la stabilité, qui passe par la solidité de la parité franc-mark. Le

franc suit le mark. La levée du contrôle des changes marque la fin de la tradition protectionniste.

Le prix du franc fort, c'est en particulier la persistance de taux d'intérêt élevés, l'endettement des entreprises recommençant du même coup à augmenter. Dévaluer ou pas ? Le débat reste vif, et les points de vue s'opposent. Le franc est devenu une astrolabe et la question se pose : comment achever l'union monétaire sans consacrer la suprématie allemande ? De nouvelles incertitudes apparaissent, liées à la réunification des deux Allemagnes.

## La monnaie électronique

Cartes de paiement, cartes privatives, cartes de crédit, la monnaie plastique se prête à différentes opérations et ne concurrence vraiment ni l'argent liquide ni le chèque. Les particuliers mais aussi les commerçants apprécient de plus en plus le paiement par carte. Mais le danger pointe : la France aurait le triste privilège de détenir le record du monde des fraudes par cartes bancaires. Les

banquiers s'organisent et s'unissent pour lutter, d'autres formules se mettent en place, y compris pour les paiements par Minitel. Les accords d'interbancaire ouvrent des perspectives à l'échelon européen.

En vente chez tous les marchands de journaux, 8 francs.

## "GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

MICHEL  
NOIR  
DÉPUTÉ-MAIRE DE LYON

en direct sur

animé par  
Olivier MAZEROLLE

RTL

avec André PASSERON  
et Jean-Louis SAUX (Le Monde)  
Paul-Jacques TRUFFAUT  
et Isabelle TORRE (RTL)

صوتنا من الامم



# ÉTRANGER

HONGRIE : le second tour des élections législatives

## Les deux grands partis d'opposition pourraient être contraints de gouverner ensemble

Les Hongrois devaient reprendre le chemin des urnes, dimanche 8 avril, pour tenter de départager les deux partis d'opposition arrivés en tête après le premier tour, le 25 mars : le Forum démocratique hongrois (MDF, centre-droit) avec 24,7 % des voix, et l'Alliance des démocrates libéraux (SZDSZ, radicaux-libéraux), qui a recueilli 21,3 % des suffrages.

A priori, le scrutin de dimanche était très ouvert puisque, sur les 386 sièges du Parlement, 251 restaient encore à pourvoir. Mais, même si les démocrates libéraux du SZDSZ gardaient l'espoir de dépasser leur grand rival, le MDF partait favori et se comportait déjà en vainqueur.

Selon les experts politiques, la différence devait se jouer sur neuf ou dix sièges, et le mode de scrutin, mi-majoritaire mi-proportionnel, devait plutôt favoriser le MDF, dont les candidats étaient tous en lice pour le second tour. Seuls pouvaient en effet s'y présenter les trois candidats les mieux

placés au premier tour dans chaque circonscription, ce qui signifie que, même là où les candidats du MDF ne l'emporteraient pas, les voix qu'ils auraient recueillies seraient reportées dans le calcul des restes, qui permettront d'attribuer les sièges sur les listes par partis.

### La formule de la « grande coalition »

M. József Antall, le président du MDF, avait en tout cas tout du futur premier ministre lorsqu'il a pris part, mercredi soir, à un face-à-face télévisé avec son alter ego du SZDSZ, M. János Kis. Côte-à-côte plutôt que face-à-face à vrai dire, car l'ensemble des partis politiques, un peu à bout de souffle en fin de campagne, venaient de conclure un pacte de non-agression. La discussion fut donc civilisée, et M. Antall y manifesta une grande assurance, cantonnant le philosophe János Kis dans un rôle de leader de l'opposition, de l'avis de nombreux téléspectateurs.

Brillant intellectuel, exclu du PC en 1973 et opposant de longue date au régime Kádár qu'il combattait

ouvertement, M. Kis, quarante-sept ans, n'a rien d'un tribun, alors que M. Antall, universitaire de cinquante-huit ans, venu sur le tard au militantisme, paraît plus à l'aise dans le jeu politique, même s'il manque singulièrement de charisme.

M. Antall a réaffirmé à cette occasion qu'il ne souhaitait pas former une « grande coalition » pour gouverner, c'est-à-dire une coalition MDF-SZDSZ, sauf dans l'éventualité où les deux partis arriveraient à une stricte égalité au soir du second tour, ou si le pays traversait une crise grave. « Il faut un gouvernement fort et une opposition forte », a-t-il déclaré, susceptible de faire fonctionner l'alternance au pouvoir, a estimé le chef du MDF.

Le Forum démocratique, qui annonçait le 12 avril à l'occasion de son congrès national convoqué quatre jours après les élections, quels partenaires il aura choisis pour gouverner, compte visiblement sur le Parti populaire chrétien-démocrate et sur le Parti des petits propriétaires (PPP).

Des accords de désistement ont été passés pour le second tour entre le MDF et les chrétiens-dé-

mocrates, qui avaient recueilli 6,4 % des voix le 25 mars, tandis que le PPP (11,7 %) semait la confusion parmi les électeurs en concluant une alliance avec le MDF, qui fut ensuite démentie (des accords ayant déjà été passés localement avec des candidats du SDS) puis à nouveau partiellement confirmée.

Le SZDSZ, lui, s'est assuré le soutien de la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ), qui a obtenu au premier tour 10,8 % des voix.

Le MDF comme le SZDSZ avaient fait savoir, dès le début, qu'ils excluaient une coalition avec l'ancien Parti communiste, devenu Parti socialiste hongrois.

La formule de la « grande coalition », souvent perçue comme une solution de salut national, n'enthousiasme guère non plus M. Kis, qui la qualifie de « mariage de raison » ; mais il ne l'exclut pas.

L'enjeu de ce second tour, finalement, était la couleur politique du futur gouvernement hongrois : si le SZDSZ, au sein duquel M. Kis dirige un courant social-démocrate, en est exclu, la Hongrie sera entièrement gouvernée à droite.

S. K.

URSS : suivant les exemples lituanien et estonien

## Le PC letton s'achemine vers une scission

Moscou (AFP). — Une scission du Parti communiste letton, réuni en congrès depuis vendredi 6 avril, paraissait inévitable à tous les observateurs, les communistes de cette République balte s'appropriant ainsi à suivre l'exemple des Lituaniens et des Estoniens.

Un journaliste letton, Valdis Berzins, contacté par téléphone depuis Moscou, a ainsi estimé : « Il y aura une division. C'est certain à cent pour cent. » Il a rappelé que les « indépendantistes » ont d'ores et déjà décidé de tenir un congrès le 14 avril, signe que la division est consommée au sein du parti. Le journaliste a également indiqué que le premier secrétaire du Parti communiste letton, Yan Vagris, avait prononcé un discours « modéré » devant le Congrès, en se prononçant en particulier en faveur d'une « fédération renouvelée », dans le sens souhaité par le président Gorbatchev.

### Manifestation à Vilnius

Mais la scission du PC letton en une branche indépendante et en une autre restant fidèle à Moscou devrait se caractériser par le fait que les « unitaires » seront vraisemblablement majoritaires. Selon Valdis Berzins, un tiers seulement des membres du Parti communiste de Lettonie sont des Lettons, et ils ne sont qu'un sixième à Riga, la capitale de la République. Riga, a en outre rappelé Valdis Berzins, est le centre militaire soviétique de la région de la Baltique et de très nombreux soldats soviétiques y résident.

Si les trois Républiques baltes ont toutes les trois touchées par les aspirations indépendantistes, leurs conditions sont toutefois très

différentes les unes des autres. Les Lituaniens représentent environ 80 % de la population de leur République, mais les Lettons ne constituent qu'à peine la moitié (54 %) de celle de la Lettonie, les Russes en représentant 33 %.

Entre-temps, les Lituaniens s'apprêtaient à manifester samedi à Vilnius en faveur de l'indépendance, après la réponse du Parlement de la République balte à Mikhaïl Gorbatchev, qui avait demandé aux parlementaires de revenir sur leur déclaration d'indépendance du 11 mars. Dans leur réponse, les députés lituaniens avaient réitéré leur volonté d'indépendance, tout en exprimant leur inquiétude devant les actions des « forces armées » en Lituanie (le Monde du 7 avril). Sept procureurs de Lituanie ont à ce propos protesté contre l'intervention de parachutistes, jeudi, dans les locaux du parquet de la République balte.

Selon la publication de Radio-Moscou Interfax, le premier secrétaire du PC lituanien indépendant, M. Algirdas Brazauskas, a demandé au président Gorbatchev d'intervenir pour régler la question des locaux du comité central à Vilnius occupés par les soldats soviétiques et que réclament également les communistes lituaniens restés fidèles à Moscou.

Un responsable militaire soviétique en Lituanie, le général A. Vysockis, a enfin annoncé vendredi à Vilnius que la conscription du printemps se tiendrait du 10 au 15 mai et que 5 885 jeunes Lituaniens devraient être enrôlés dans l'armée rouge à cette occasion, selon Interfax. Cet appel sous les drapeaux risque fort de constituer un test de la volonté de Moscou et de Vilnius de trouver un compromis.

Un appel de la Maison des pays baltes en France. — La Maison des pays baltes informe qu'elle se tient à la disposition des personnes intéressées par toute information concernant l'histoire, la culture, les langues et les problèmes actuels des trois Républiques de Lituanie, Estonie et Lettonie. L'association — sous le régime de la loi de 1901 — est un centre de rencontres ouvert à tous, qui organise concerts, expositions et conférences. Ne bénéficiant d'aucune subvention, elle serait heureuse de recevoir une aide, sous quelque forme que ce soit. Dons, questions et suggestions peuvent être adressés à la Maison des pays baltes, 1, rue de la Prairie, 94500 Champsigny-sur-Marne, tél. : 48-81-52-22.

Le chef du PC arménien remplacé. — Le premier secrétaire du Parti communiste d'Arménie, M. Suren Arutunian, a été relevé de ses fonctions à sa demande, a annoncé vendredi 6 avril l'agence Tass. M. Arutunian, cinquante et un ans, occupait le poste depuis mai 1988. Son successeur est M. Vladimir Movsisian, cinquante-sept ans, qui était vice-président du gouvernement arménien depuis 1978 et premier vice-président depuis janvier 1984. En charge de l'agriculture. En janvier dernier, M. Gorbatchev avait vivement critiqué les premiers secrétaires des partis d'Arménie et d'Azerbaïdjan après les violents heurts entre nationalistes des deux camps. Le premier secrétaire d'Azerbaïdjan, M. Vezirov, avait été remplacé quelques jours plus tard.

GRANDE-BRETAGNE : La pression monte à la prison de Manchester. — La guerre des nerfs s'est accentuée dans la nuit de vendredi à samedi 7 avril à la prison de Strangeways à Manchester, où 20 à 30 militants occupaient toujours deux des ailes du bâtiment. Des mouvements de gardiens en tenue anti-émeute ont été appuyés la nuit par des rondes d'hélicoptère, dont les phares balayaient le toit de l'établissement. Des aboiements de chiens, des cris ont été entendus et un début d'incendie a été maîtrisé. Des incidents ont par ailleurs éclaté dans la nuit dans une institution pour jeunes délinquants de Leicester (centre de l'Angleterre), où un gardien a été légèrement blessé. Les jeunes détenus se sont rendus aux autorités après quelques heures de siège. — (AFP)

ROUMANIE

## Ajournement du procès du frère de Ceausescu

Le tribunal militaire de Bucarest a décidé, vendredi 6 avril, la levée de la confiscation des biens du général Nicolae-Andruța Ceausescu, à l'exception de ses avoirs bancaires, et la suspension du procès jusqu'au 26 avril pour « complément de preuves ».

Le frère du dictateur, dont le procès s'était ouvert lundi, est accusé notamment d'avoir tué personnellement sept personnes lors des affrontements du 21 décembre et d'« incitation à la génocide ». Vendredi, le tribunal a constaté « l'insuffisance des témoignages et preuves recueillis pour l'instant ».

Après délibération, le président du tribunal, le colonel Igon Dima, a annoncé que le tribunal accédait à la demande convergente et simultanée de l'accusation et de la défense de suspendre le procès, afin de réunir de nouveaux témoignages pour « préciser les accusa-

tions » contre le général. Cette décision confirme, pour les observateurs, l'impression d'un accord préalable entre la défense et l'accusation. Beaucoup moins tendu qu'au premier jour du procès, le général Ceausescu a d'ailleurs retrouvé une certaine assurance et est traité avec davantage d'égards.

### Suspension d'un journal

L'hebdomadaire Contemporanul a d'autre part été suspendu vendredi par décision du ministère de la culture, qui a simplement indiqué que cette mesure avait été prise pour « rétablir le profil » du périodique. La société des journalistes roumains a protesté contre cette décision qui « transgresse d'une manière flagrante le principe de la liberté de la presse, partie intégrante des droits démocratiques », et qui frappe une revue indépendante.

« Il est de plus en plus difficile de comprendre les décisions du ministre de la justice, Andrei Pleșu », écrivait vendredi le quotidien Thureuil Libér. Vendredi dernier déjà, le ministre avait annoncé la réduction de 20 % du tirage des quotidiens nationaux indépendants et la limitation de leur pagination jusqu'au 20 mai, date des élections.

Le Front de salut national (FSN) au pouvoir a, par ailleurs, estimé cette semaine que la télévision accordait trop de temps d'antenne à l'opposition.

Enfin, M. Ion Ratiu, président de l'Union mondiale des Roumains libres, a été désigné vendredi candidat du Parti national paysan à l'élection présidentielle. — (AFP)

TCHÉCOSLOVAQUIE

## Le gouvernement remanié doit préparer des réformes « énergiques »

La phase de « préparation théorique » de la réforme économique est achevée en Tchécoslovaquie, et une nouvelle étape caractérisée par des « réformes énergiques » s'ouvre, a déclaré vendredi soir 6 avril à la télévision le premier ministre, M. Marian Čalá, pour justifier le remaniement de son gouvernement.

Le fait marquant de ce remaniement, qui a été approuvé par le président Václav Havel, est la nomination d'un deuxième ministre chargé des affaires économiques, M. Václav Válek (soixante-huit ans), un des économistes du « printemps de Prague », à rang égal auprès de M. Václav Komárek qui perd du même coup sa fonction de « premier » vice-premier ministre. M. Čalá a exprimé sa conviction que « une économie rationnelle et des lois de marché sans compromis peuvent sembler cruelles », mais qu'« il n'y a pas d'autre choix possible ».

Le gouvernement se réunira dimanche et jeudi prochain, afin de préparer le calendrier des mesures concrètes « par lesquelles seront introduites les réformes économiques dans la vie quotidienne ». Le chef du gouvernement tchécoslovaque semble avoir ainsi pris parti pour des mesures concrètes et radicales plutôt que pour la méthode des finances, M. Václav Klaus, et le président de la commission du plan, M. Vladimír Dlouhý, au détriment d'une transition plus lente et plus en douceur recommandée par M. Komárek. En outre, M. Jiri Dienstbier, ministre des affaires étrangères, a été promu au rang de vice-premier ministre. — (AFP)

ZAIRE

## Les évêques dénoncent le « despotisme » du régime

La Conférence épiscopale zairoise vient de présenter un mémorandum jugeant sévèrement le système politique « hybride » du Zaïre qui « a emprunté au pays de l'Est nombre de concepts » et notamment au « totalitarisme », les méthodes de conquête et de maintien au pouvoir « ainsi qu'au libéralisme la « jouissance de la propriété par une minorité ». Ce document est la contribution de l'Eglise catholique zairoise à la « consultation nationale sur la situation générale du pays », décidée il y a trois mois par le président Mobutu.

Le mémorandum estime que « le recours à l'authenticité » prôné par le Mouvement populaire de la Révolution (MPR, parti unique) a engendré un pouvoir pratiquement monarchique qui néglige la philosophie traditionnelle » et que « la solidarité entre dirigeants, le despotisme et le militarisme l'ont généralement emporté sur la vertu et la compétence ».

Les évêques zairois demandent notamment qu'il soit mis fin au rôle dirigeant du parti, que la liberté d'expression devienne effective, que la fuite des capitaux soit combattue. — (AFP)

Un jeune Palestinien tué dans la bande de Gaza. — Un jeune Palestinien a été tué et treize blessés, vendredi 6 avril, par les tirs de militaires israéliens dans la bande de Gaza. Ali Sulaiman el Baya, 17 ans, a été tué lorsque des soldats ont ouvert le feu en direction de Palestiniens qui tentaient de rouvrir une mosquée fermée par l'armée il y a trois jours, a-t-on indiqué de source palestinienne. D'autre part, dans la vieille ville de Jérusalem, un Israélien a été blessé d'un coup de poignard dans le dos. — (AFP, Reuters)

## A TRAVERS LE MONDE

BULGARIE

### Le parquet enquête sur les anciens camps de travail

Les anciens responsables de plusieurs camps de travail, en service entre 1959 et 1962 et comparés aujourd'hui par l'opposition à des camps de concentration, ont été privés de leur grade militaire et de leurs décorations, et pourraient être traduits en justice, a annoncé jeudi 5 avril l'agence bulgare BTA.

Selon les premiers résultats de l'enquête menée par le parquet général, ces responsables ont « provoqué des animosités entre les prisonniers et de graves abus, des tortures et des assassinats ». Cent cinquante personnes ont trouvé la mort dans les camps de Lovetch (Centre-Nord) et Scavene (Nord-Ouest), selon un rapport du comité central du PC bulgare datant de 1962, qui a entraîné leur fermeture. L'actuelle commission d'enquête parle également d'« autres endroits », sans les nommer. « Les autorités, à différents niveaux, étaient informées de la situation » à l'époque, « mais les mesures nécessaires n'ont pas été prises à temps », selon l'enquête. « Pendant une longue période, la direction des camps a opéré sans aucun contrôle, se servant, dans plusieurs cas, de criminels extrêmement dégradés et sadiques. » — (AFP)

CAMEROUN

### Des avocats étrangers protestent contre la condamnation de M. Black

Le Comité international pour le respect et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CIRAC) dénonce la condamnation à trois

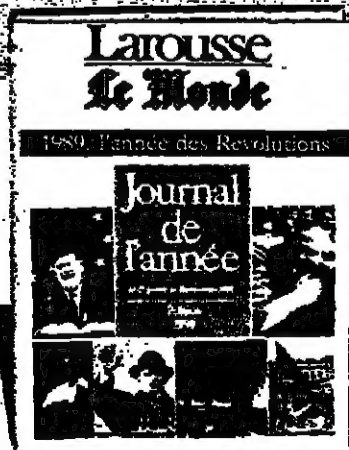
ans de prison, par un tribunal militaire, de l'ancien bâtonnier de l'ordre des avocats au Cameroun, M. Yondo Black, « pour avoir exprimé ses opinions et demandé l'instauration du multipartisme » dans son pays et demande sa libération immédiate. Le CIRAC estime que « la condamnation de l'avocat Black est une violation de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (ratifiée par le Cameroun en 1987), notamment des articles 9 et 10 qui précisent que toute personne a le droit d'exprimer, de diffuser ses opinions et de constituer librement des associations ».

De son côté, l'association des juristes africains s'indigne de « telles violations flagrantes des droits de l'homme de la part d'un Etat qui affirme, sur la scène internationale, sa vocation d'Etat de droit ». — (AFP, AP)

IRLANDE

### La Cour suprême libère un militant républicain

En décidant, vendredi 6 avril, de remettre en liberté un militant républicain recherché en Irlande du nord pour détention d'armes, la Cour suprême irlandaise a déclenché une nouvelle crise politique entre Dublin et Londres. Owen Carron a été accueilli à sa sortie du palais de justice par une centaine de sympathisants, parmi lesquels se trouvait le prêtre catholique Patrick Ryan, lui aussi recherché en Grande-Bretagne où il est soupçonné d'être un membre de l'IRA. Arrêté en 1985 en Irlande du Nord puis libéré sous caution dans l'attente de son procès, Owen Carron avait pris la fuite. Cet ancien député britannique du Sinn Féin pour la région d'Enniskillen avait ensuite été appréhendé en 1988 en République d'Irlande. — (Reuters)



Larousse  
Le Monde  
1989, l'année des Révolutions  
Journal de l'année

### 1989

## l'année des révolutions

présentée et analysée dans  
le JOURNAL DE L'ANNÉE  
1989

UNE COÉDITION  
Larousse / Le Monde

douze mois d'actualité deviennent un an d'histoire.



## AMÉRIQUES

## Nicaragua : la guerre n'est pas terminée

Les affrontements continuent entre la Contra et l'armée sandiniste malgré les accords prévoyant la démobilisation des rebelles

EL CUA

de notre correspondant  
en Amérique centrale

« Pourquoi les sandinistes gardent-ils leurs armes alors que la Contra devrait déposer les siennes ? Ils veulent ainsi avoir les mains libres pour massacrer les paysans, lance avec colère un petit agriculteur du nord du Nicaragua, Rodolfo Montenegro. A moins de trois semaines de la prise de fonctions du nouveau gouvernement issu des élections du 25 février, les paysans du Nicaragua continuent de vivre dans la peur et supplient les rebelles anti sandinistes de conserver leurs armes pour les protéger contre les forces régulières et surtout contre la redoutable Sûreté de l'Etat. « Quatre de mes employés ont été sauvagement torturés puis assassinés par la Sûreté qui les accusait de collaborer avec la Contra, poursuit Rodolfo. Je n'oublierai jamais cette scène d'horreur à quelques mètres à peine de ma maison. »

Dans un décor paradisiaque, sur une hauteur dominant la Cua, une des nombreuses rivières qui prennent leur source dans les montagnes du département de Jinotega, les paysans réunis chez Rodolfo dénoncent les exactions de l'armée au cours des neuf ans de guerre civile, en présence d'un ancien dirigeant de la Contra, le « commandant Johnson ». Deux noms de dirigeants locaux de la Sûreté reviennent sans cesse : ceux de deux personnes originaires de la région qui seraient responsables du massacre de dizaines de personnes dont les cadavres ont été retrouvés horriblement mutilés. « J'ai enterré plusieurs victimes près de chez moi, raconte Francisco Casarero. Dans certains cas on nous obligeait à brûler les cadavres sur place ou l'armée allait les jeter dans des charniers ; nous étions terrorisés, mais nous avons décidé de rester ici malgré tout. »

« Nous leur donnons  
à manger »

Pourquoi les sandinistes se sont-ils acharnés sur la population des départements ruraux dans ces zones montagneuses où vivent 40 % de la population du pays et qui s'étendent de la frontière du Honduras au nord jusqu'au Costa Rica au sud ? Tout simplement parce que la guérilla antisandiniste financée par les Etats-Unis à partir de 1981 a essentiellement recruté dans ces régions hostiles à la révolution et réfractaires à l'intervention de l'Etat dans les activités productives.

« Les sandinistes voulaient nous imposer un régime communiste, comme à Cuba, disent les paysans. Tous ceux qui étaient en désaccord n'avaient pas droit aux prêts bancaires pour acheter les semences et les engrais ; puis, quand la guerre a commencé, l'armée s'est mise à

détruire nos récoltes, à prendre notre bétail et à recruter de force nos jeunes pour le service militaire. La plupart d'entre nous ont alors décidé de collaborer avec les contras. Nous leur donnons à manger et nous leur fournissons l'information sur les déplacements de l'armée sandiniste. »

Le « commandant Johnson », Luis Fley, de son vrai nom, qui fut un des principaux dirigeants militaires de la Contra jusqu'à son retour à Managua, en janvier dernier, regrette le grave « malentendu » entretenu pendant des années à propos des rebelles. « C'est vrai, dit-il, que les premiers contras étaient des membres de la garde nationale de Somoza, ils avaient été rassemblés à l'initiative des Etats-Unis pour empêcher les sandinistes d'aider la guérilla salvadorienne. Mais, très vite, se sont joints à eux des sandinistes déçus par la tournure de la révolution et des paysans victimes de la répression. »

Déclaration  
des droits

Johnson s'est engagé dans la Contra en juin 1981, à la suite de la répression brutale déclenchée contre les paysans qui avaient participé à une manifestation du Mouvement démocratique nicaraguayen, organisation sociale-démocrate passée à l'opposition après avoir appuyé les sandinistes. « J'ai moi-même été arrêté, dit-il, et détenu pendant six jours comme beaucoup d'autres paysans pour le simple fait d'avoir participé à cette manifestation. Le gouvernement m'a confié la ferme que j'avais près du village d'El Cua. Pour les sandinistes, nous étions tous des réactionnaires. » Cette accusation fait sourire Johnson qui a participé à la guérilla sandiniste contre la dictature de Somoza. « Il y a eu des abus dans nos rangs, reconnaît Johnson, et nous avons dû prendre des mesures draconniennes, y compris l'exécution de certains de nos combattants. »

Aujourd'hui, Johnson distribue aux paysans des milliers d'exemplaires de la Déclaration universelle des droits de l'homme. « Le gouvernement nicaraguayen a signé ce document, dit-il. Regardez tous les droits qu'il vous a enlevés et apprenez à les défendre. Quand la guerre sera vraiment terminée, il faudra oublier le passé et respecter la vie et les droits de ceux qui ont commis tant d'abus. C'est le seul moyen de rétablir la paix et de sortir du cercle vicieux de la violence. »

Mais la guerre n'est pas terminée et les paysans ne se contentent pas d'un fascicule illustré pour leur protection. Ils veulent que la Contra garde ses armes, au moins jusqu'à la prise de fonctions, le 25 avril, de M<sup>re</sup> Violeta Chamorro pour laquelle ils ont voté massivement le 25 février. « Les bombar-

dements n'ont pas cessé, disent-ils, et l'armée nous a dit que nous allions payer cher notre appui à l'Union nationale d'opposition (UNO), coalition de quatorze formations politiques qui a présenté la candidature de M<sup>re</sup> Chamorro à la présidence. »

De nombreux témoignages, y compris de la part de la Croix-Rouge locale, confirment que l'aviation et l'artillerie ont poursuivi les bombardements après les élections, en particulier dans la région de Wiwili et de San Marcos. Plusieurs maisons auraient été détruites et la plupart des victimes seraient des civils. On signale également plusieurs assassinats. Le chef d'un groupe de rebelles connu sous le nom de Marinero est convaincu que les sandinistes préparent une nouvelle guerre, « pour en finir avec nous, lorsque nous aurons déposé les armes. » « Ils ont perdu les élections et la guerre, ajoute-t-il. C'est donc eux qui doivent être déarmés les premiers. »

Que pense-t-il des accords signés le 23 mars au Honduras, entre l'Etat-major de la Contra et le futur gouvernement, qui fixent au 20 avril le début de la démobilisation des rebelles ? « J'attends les instructions de mes supérieurs, répond Marinero. De toutes les façons, cela prendra plusieurs mois puisqu'il faudra démanteler l'armée populaire sandiniste et la remplacer par des militaires loyaux à l'égard du nouveau gouvernement. »

Face aux exigences des rebelles, les autorités sandinistes ont fait appel à la communauté internationale pour qu'elle accélère le processus de démobilisation de la Contra confié aux Nations unies et à l'Organisation des Etats américains. Simultanément, l'armée, qui n'a pas réussi à empêcher l'infiltration de plusieurs milliers d'insurgés, en provenance du Honduras, cherche à les éloigner des villages et les repousse vers les cinq zones où ils sont censés remettre leurs armes aux organismes internationaux.

« Tout indique que la Contra se prépare à lancer une offensive pour s'emparer de quelques villages et régler leurs comptes aux militants sandinistes », affirme la presse officielle. Les insurgés démentent catégoriquement, faisant remarquer qu'ils n'en ont pas les moyens face à la puissante armée sandiniste. « Depuis la suspension de l'aide militaire américaine, disent-ils, nous avons tout juste assez de munitions pour nous défendre et maintenir la pression nécessaire pour obliger les sandinistes à respecter le résultat des élections. »

BERTRAND DE LA GRANGE

## EN BREF

□ SALVADOR : une vingtaine de morts après la reprise des combats. — Des combats entre l'armée régulière salvadorienne et la guérilla ont fait au moins vingt victimes, vendredi 6 avril, en divers points du territoire, s'est-on appris de source militaire à San Salvador. Cette nette recrudescence de la violence intervient deux jours après l'accord qui a été conclu à Genève pour l'ouverture, en mai, de négociations entre le Front Farabundo Martí (FMLN) et le gouvernement du Salvador, sous l'égide des Nations unies. Déjà, jeudi, des affrontements s'étaient produits entre les unités rebelles et les forces régulières dans la banlieue de San Salvador. — (AFP)

□ COLOMBIE : la CEE va aider au remplacement de la culture de la coca. — La Commission européenne et la Colombie ont signé, vendredi 6 avril, une convention par laquelle la CEE s'engage à verser 1,12 millions d'euros (1 écu-1,2 dollars) pour promouvoir le remplacement des plantations de coca par d'autres cultures dans la région colombienne de Cauca. Cet accord a été conclu à Bruxelles à l'occasion de la visite du président Virgilio Barco. Il entre dans le cadre d'une enveloppe de 12 millions d'euros déjà engagée par la CEE pour des actions de lutte directe contre le trafic de cocaïne en Colombie. — (AFP)

## DIPLOMATIE

La fin des entretiens de M. Chevardnadze à Washington

## Soviétiques et Américains semblent d'accord pour rechercher une autre solution que la neutralité de l'Allemagne

Sans faire allusion aux entretiens que MM. Baker et Chevardnadze tenaient au même moment à Washington, notamment sur l'unité allemande, le chancelier Kohl a rappelé, dans un entretien publié vendredi 6 avril à Moscou par les Izvestia, son hostilité à une neutralité de l'Allemagne : « Rien ne serait plus dommageable pour la stabilité de l'Europe qu'une Allemagne hésitant entre l'Est et l'Ouest », a-t-il affirmé. Après avoir indiqué que « notre but commun [à la RFA et à la

RDA] est que l'unité allemande assure non pas moins de sécurité, mais plus de sécurité pour chaque gouvernement en Europe », M. Kohl a précisé que « le peuple polonais doit savoir que son droit à vivre dans des frontières sûres ne sera ni maintenant ni dans le futur l'objet de revendications territoriales de notre part, à nous Allemands », et que « la future Allemagne unie règlera cette question de façon définitive au plan du droit international ».

WASHINGTON

de notre correspondant

Les apparences sont sauves, les relations américano-soviétiques aussi. Si la Lituanie a occupé une large place dans les trois journées d'entretiens de Washington, les Etats-Unis ont évité de pousser les Soviétiques dans leur retranchement et se sont contentés d'entretiens verbaux sur la non-utilisation de la force. Pour le reste, si cette rencontre des deux ministres des affaires étrangères n'a pas produit de percée spectaculaire, elle se conclut sur des résultats honorables : à commencer par la fixation d'une date précise pour le prochain sommet Bush-Gorbatchev.

Bien sûr, théoriquement, tout pourrait encore être remis en cause dans l'hypothèse improbable où les Soviétiques auraient besoin de recourir à une brutale répression pour faire rentrer la Lituanie dans le rang. M. Bush, qui, vendredi matin, avait reçu pendant plus de deux heures M. Chevardnadze, a profité d'une rencontre, un peu plus tard dans la journée, avec la secrétaire des directeurs de journaux américains pour rappeler les grands principes qu'il avait déjà exposés à plusieurs reprises, avec cette fois un peu plus de conviction : les Etats-Unis sont « fermement opposés » à l'usage de la force, ils soutiennent le droit des Lituanais à l'auto-détermination, et demandent aux deux parties d'« entreprendre un dialogue de bonne foi ». Enfin, l'affaire, si elle tournait mal, « pourrait avoir des conséquences défavorables sur les progrès des relations américano-soviétiques ».

M. Baker  
« déçu »

Le secrétaire d'Etat James Baker a fait valoir, de son côté, que les Lituanais avaient accompli des gestes « d'apaisement », et demandé aux Soviétiques d'en faire autant. Mais, dans le même temps, la porte-parole de la Maison Blanche rappelait que les Etats-Unis refusent de commenter les « actions spécifiques », les « événements au jour le jour » — c'est-à-dire les méthodes de coercition employées par Moscou. Et, quand on a demandé à M. Baker de donner son opinion sur les propos de M. Chevardnadze qui, au détour d'une phrase, avait évoqué le possible recours à des « mesures administratives » en Lituanie, il a évité de répondre.

La leçon, à en croire un commentateur de la chaîne ABC, est claire : sauf recours massif à la force, « les Etats-Unis laissent à l'URSS les mains libres ». Et puis les Soviétiques n'ont pas manqué de lancer un message oblique aux Américains en faisant remarquer que M. Gorbatchev avait été vivement critiqué par ses « amis » pour n'avoir pas déposé avec suffisamment d'énergie l'intervention américaine au Panama, en décembre dernier.

Lituanie mise à part, les entretiens de Washington devaient être essentiellement consacrés à la préparation du prochain sommet, qui se tiendra lui aussi, pour l'essentiel, dans la capitale américaine. Il

semble qu'on ait progressé un peu moins vite que lors des précédentes rencontres des deux ministres, tout particulièrement sur le dossier des armes stratégiques. M. Baker s'est même déclaré « déçu » qu'aucun rapprochement ne soit intervenu sur la question des missiles de croisière lancés depuis la mer (SLCM) ou l'air (ALCM).

M. Chevardnadze a paru un peu plus optimiste, soulignant que, si les questions non résolues restent « très complexes et très difficiles », il n'y avait pas à s'inquiéter outre mesure, des solutions étant souvent trouvées dans la dernière phase des négociations. Certains compromis semblent d'ailleurs s'esquisser, par exemple sur la question des missiles à têtes multiples. Soviétiques et Américains ont d'ailleurs convenu de ne rien dire publiquement sur ces sujets sensibles, pour ne pas compromettre leurs chances de succès.

Un « rapprochement »  
sur l'Afghanistan ?

Il est donc toujours possible que le sommet de la fin mai permette non de signer un traité Start, mais d'enregistrer un accord sur ses principales composantes : c'est après tout l'objectif prudent que s'étaient fixé à Malte MM. Bush et Gorbatchev.

De plus, si de nombreux obstacles encombreront toujours le chemin des négociations sur les armes conventionnelles en Europe (en particulier celui des avions, pour lesquels les Soviétiques ont avancé une proposition nouvelle qui ne séduit nullement les Américains), des progrès substantiels ont en revanche été obtenus sur la question des armes chimiques (le Monde du 7 avril), du contrôle des expériences nucléaires et de la non-prolifération.

M. Chevardnadze a évoqué en termes très encourageants les conversations sur les sujets dit, « bilatéraux », où l'on a parlé aussi bien de la lutte contre le terrorisme que de la protection de l'environnement dans l'Arctique. Il est plus que probable que des accords de

Le président De Klerk  
sera reçu  
par M. Mitterrand  
en mai à Paris

Le président sud-africain, M. Frederik De Klerk, fera, début mai, étape en France pour y rencontrer, se demande, M. François Mitterrand, au cours d'une tournée européenne qui doit le conduire en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, en Belgique et en Suisse, s'est-on appris, vendredi 6 avril, de bonnes sources, à Paris. Ce sera la première fois que M. Mitterrand rencontrera un chef d'Etat sud-africain. Le prédécesseur de M. De Klerk, M. Pieter Botha, était venu en visite privée en France en 1984 et en 1986 et n'avait pas rencontré le président français.

D'autre part, la troika européenne, conduite par le ministre irlandais des affaires étrangères, M. Gerard Collins, se rendra en Afrique du Sud, du 11 au 14 avril. M. Collins, président en exercice du conseil des ministres de la CEE, sera accompagné par le secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, M. Thierry de Beaucourt, et M<sup>re</sup> Suzanne Agnelli, secrétaire d'Etat italienne, chargée de la coopération internationale. Les Douze avaient décidé, le 20 février à Dublin, d'envoyer une délégation en Afrique du Sud pour évaluer la situation sur place et contribuer à « promouvoir le dialogue ».

Enfin, les entretiens exploratoires entre le gouvernement sud-africain et le Congrès national africain (ANC), initialement prévus pour le 11 avril, débiteront le 25 avril, a annoncé, vendredi, M. Herman Cohen, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires africaines.

Les négociations sur le règlement  
des contentieux franco-iraniensFin à Téhéran  
de la plus longue  
des sessions

La plus longue des sessions de négociation sur les contentieux financiers franco-iraniens, liés au « milliard d'Eurodif », a pris fin, jeudi soir 5 avril, à Téhéran. Les négociations, conduites par M. François Schœr, secrétaire général du ministère français des affaires étrangères, et M. Mahmoud Vaezi, vice-ministre iranien des affaires étrangères, ont, toutefois, maintenu une stricte confidentialité sur l'évolution de leurs pourparlers.

C'est la cinquième fois que les deux délégations se rencontrent, alternativement à Téhéran et à Paris, depuis l'ouverture de ces négociations en septembre dernier. Le règlement de ces contentieux, qui se chiffrent en centaines de millions de dollars, est la condition d'un retour complet à la normale des relations entre Paris et Téhéran, au moment où la République islamique s'est engagée dans une politique de reconstruction après huit ans de guerre avec l'Irak, pays que la France avait soutenu militairement.

Cette session, qui s'est ouverte mardi, a en lieu alors que les signes d'amélioration des relations franco-iraniennes sont nets. Les firmes françaises ont notamment « décroché », au cours des dernières semaines, de beaux contrats en Iran, dont la reconstruction de la plate-forme offshore de Nasr, dans le Golfe, et celle du plus gros terminal pétrolier du monde, celui de l'Ile de Kharg. — (AFP)

## CHILI : premier écuil pour le nouveau pouvoir

La Cour suprême proteste  
contre une réforme de la justice

SANTIAGO-DU-CHILI

de notre correspondant

Le torchon brûle entre le gouvernement et le pouvoir judiciaire. Le président Aylwin ayant manifesté, il y a quelques jours, son désir de voir la justice réformée, la Cour suprême a rendu publique, mardi 3 avril, une déclaration approuvée par les deux tiers de ses membres. « Le pouvoir judiciaire n'est pas en crise », disent-ils, « car son indépendance a toujours été respectée par les autres pouvoirs de l'Etat. » Et, pour mieux souligner leur mécontentement, les magistrats ont décliné une invitation du chef de l'Etat, qui leur proposait de se réunir avec lui au palais présidentiel de la Moneda. Le gouvernement a fait part de son « dénonciement » devant l'attitude adoptée par les juges.

Cette polémique est sans doute le prélude à la première bataille politique et parlementaire entre les nouvelles autorités et l'opposition de droite. Une bataille dont le champ est appelé à s'élargir : le dossier « justice » et celui des droits de l'homme se recoupent nécessairement. Les conservateurs ont manifesté leur soutien à la Cour suprême, alors que le secrétaire général du Parti socialiste — l'un des partis de la coalition gou-

vernementale — demande la démission de ses membres et son entière rénovation. « Le pouvoir judiciaire n'a attendu que vingt jours pour mettre en garde le gouvernement démocratique, mais il a observé un silence complice pendant les seize années de dictature militaire », ironise de son côté M. Alejandro Hales, dirigeant de l'Association professionnelle des avocats.

« Vous me fatiguez avec vos histoires de détenus-disparus », répondait en 1978 aux journalistes le président de la Cour suprême. Mais la « lassitude » justifie-t-elle le rejet systématique des demandes d'habes corpus par les tribunaux, le peu d'empressement dans les enquêtes sur les cas de disparition forcée, ou encore les nombreux classant les affaires d'assassinats d'opposants au régime militaire ? Avant d'abandonner le pouvoir, le général Pinochet avait pris soin de verrouiller la Cour suprême en favorisant, grâce à des primes juteuses, les départs en retraite anticipée de certains de ses membres et la promotion de magistrats à sa dévotion. Il n'est donc pas surprenant que la réforme du système judiciaire constitue l'une des premières préoccupations du nouveau pouvoir.

GILLES BAUDJIN

le journal mensuel  
de documentation politique  
après-demain

Fondé par la Ligue  
des droits de l'homme  
(voir verser dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA SANTÉ  
PUBLIQUE

Envoyer 80 F (francs) à 2 F ou chèque à l'APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Cole, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel 180 F d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Radio  
tout  
gr  
ondes  
qui ont t  
se  
pendan  
m  
de ses

France inter

bleue

le

صحة من الامم



DIPLOMATIE

**Les Allemands semblent d'accord sur une autre solution**  
**de l'Allemagne**

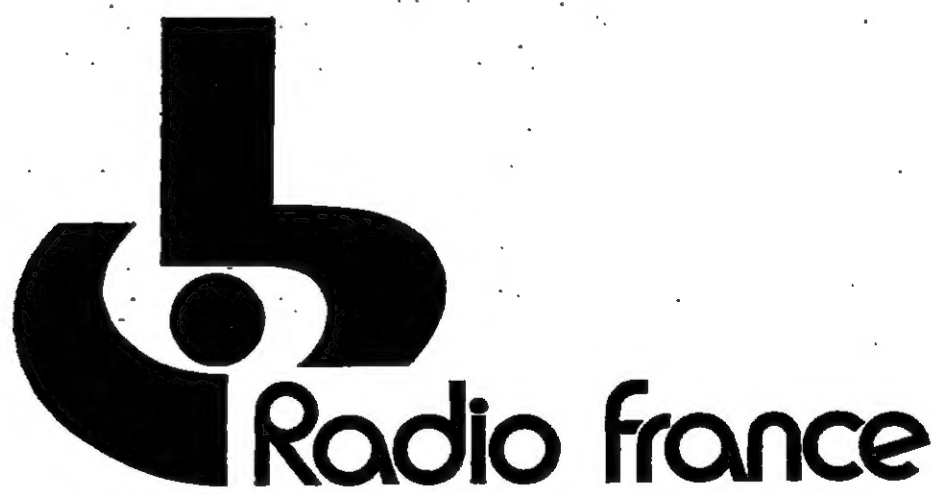
... que l'unité allemande assure la sécurité, mais plus de sécurité pour le gouvernement en Europe. M. Kohl a dit que les Allemands doivent savoir que les frontières sûres ne seront pas dans le futur l'objet de revendications de notre part, à nous Allemands. L'Allemagne unie règlera cette question d'initiative au plan du droit international.

... Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Hans Dietrich Genscher, a déclaré que l'Allemagne unie règlera cette question d'initiative au plan du droit international.

**Le président de l'ORT**  
... M. P. ...

... M. P. ...

# Radio France remercie toutes les radios, grandes ondes, ondes moyennes, FM, qui ont tenté de distraire ses auditeurs pendant l'interruption momentanée de ses programmes.



**France inter**



**France culture**



**et les 47 radios locales**

PUBLICIS CONSEIL



## PROCHE-ORIENT

A Rome où il a été reçu par le pape

## M. Arafat affirme avoir eu des contacts avec les dirigeants israéliens

M. Yasser Arafat s'est rendu, vendredi soir 6 avril, au Maroc pour participer à une réunion de la Conférence islamique sur le statut de Jérusalem, à l'issue d'une visite de deux jours à Rome, au cours de laquelle il a notamment été reçu par Jean-Paul II. Dans un entretien à la radio italienne, M. Arafat a affirmé qu'il avait eu des contacts indirects avec les principaux responsables israéliens, affirmant que l'ancien ministre de la défense, M. Itzhak Rabin (travailliste), et même M. Itzhak Shamir lui avaient fait parvenir des messages par des émissaires.

ROME

de notre correspondant

« Comme d'habitude, très chaleureuse », ainsi M. Arafat, « habitué » des audiences au Vatican, a-t-il qualifié, vendredi 6 avril, sa troisième rencontre « de nature privée » avec le chef spirituel des catholiques. « J'ai remercié le Saint-Père de ses prises de position en faveur du droit du peuple palestinien à la souveraineté sur sa terre propre », a ajouté le président de l'OLP, au cours d'une conférence de presse. Exacte sur le fond, la citation de Jean-Paul II, avec lequel Yasser Arafat s'est entretenu « sur sa demande », précise-t-on au Vatican, pendant vingt minutes, n'est pas, à en croire le communiqué officiel du Saint-Siège, tout à fait formulée ainsi.

« Le pape », peut-on lire, souhaite que les deux parties s'engagent sur une voie de négociation qui permettrait « aux peuples israélien et palestinien de vivre dans la paix, la liberté, la dignité et la tranquillité, dans une patrie propre, ouverte à la collaboration avec les autres peuples de la région ». Mis à part cette petite précision, le communiqué du Vatican ressemble fort aux textes publiés à l'issue des

deux rencontres précédentes (le 15 septembre 1982 et le 23 décembre 1988). Un seul concept nouveau peut être relevé : le pape ne fait plus seulement référence au « respect des droits » que chacun doit à l'autre mais, pour l'ouverture de négociations, il faut aussi tenir compte, selon lui, des « craintes » éprouvées par les uns et les autres.

Jean-Paul II et Yasser Arafat ont-ils par ailleurs évoqué le statut de Jérusalem, éternelle pomme de discorde entre l'Etat juif et le Saint-Siège ? Le chef de l'OLP l'a affirmé, mais non seulement on ne

trouve aucune allusion à ce problème dans le communiqué du Vatican, mais le porte-parole officiel du Saint-Siège n'a pas répondu vendredi aux questions des journalistes sur ce thème. Pour le reste, Jean-Paul II a réaffirmé la « nécessité absolue d'exclure le recours aux armes et spécialement aux violences exercées par des moyens terroristes et de représailles ».

Conduit depuis huit mois par M. Giulio Andreotti, surnommé depuis une bonne décennie « Jules l'Arabe » en raison de sa politique, jugée à tort ou à raison « défavora-

## Le groupe Abou Nidal disposé à libérer trois des huit otages qu'il détient

Vingt-quatre heures après avoir annoncé qu'il était disposé à libérer les otages qu'il détenait (le Monde du 7 avril), le Fath-Consil révolutionnaire (Fath-CR) d'Abou Nidal a précisé, vendredi 6 avril, que seuls trois des huit Occidentaux qu'il a enlevés étaient concernés par ce projet. « Le dialogue et les mesures actuellement en cours concernent M<sup>me</sup> Jacqueline Valente, son ami Fernand Houekins et leur enfant Sophie Houekins », a indiqué, dans un communiqué transmis à l'AFP, le porte-parole du Fath-CR, Walid Khalid. Il n'a pas précisé la date à laquelle ils seraient libérés, mais il a « félicité le président Mitterrand pour son succès », sans autre explication.

Cinq autres otages ne sont donc pas concernés. Il s'agit de quatre Belges, Emmanuel Houekins (frère de Fernand), son épouse Godlieve et leurs deux enfants, Laurent et Valérie, âgés de dix-huit et dix-sept ans, enlevés en même temps que M<sup>me</sup> Valente le 8 novembre 1987 à bord d'un

bateau de plaisance, le Silco, en Méditerranée orientale. M<sup>me</sup> Valente a, par ailleurs, en captivité deux enfants, Sophie-Li et Lucie, deux Khâleed dénommés Sophie tout court — ainsi qu'un fils né, selon la famille de Jacqueline Valente, en mars 1989. Ce dernier ne serait donc pas libéré.

Dans son communiqué, le porte-parole du Fath-CR a reproché aux autorités belges de ne pas avoir déployé de « sérieux efforts » pour la libération de leurs ressortissants et de ne pas avoir « tenu leurs engagements » — sans préciser lesquels. Il a exigé de Bruxelles la fin « des activités sionistes hostiles à notre révolution, notre peuple et aux causes de notre nation ».

« On ne peut pas faire des promesses sur ce qui ne nous a pas été demandé », a aussitôt répondu le ministre belge de la justice, M. Melchior Wathelet. Nous ne savons pas ce que les Français ont promis, mais, apparemment, ils ont fait des promesses qu'ils ont

tenues », a-t-il ajouté. Le porte-parole du Fath-CR avait, lors d'un entretien avec l'AFP à Beyrouth, longuement évoqué le sort de Nasser Said, un Palestinien membre du Fath-CR, condamné à mort en 1980 à la suite d'un attentat contre la synagogue d'Anvers. Cette peine a été commuée par le roi sa réduction à perpétuité.

La décision du groupe Abou Nidal répond à un appel lancé le 4 avril par le colonel Mouammar Kadhafi, chef de la Révolution libyenne, demandant aux musulmans du monde entier de « libérer, à l'occasion du ramadan (mois de jeûne musulman) tous les otages et prisonniers politiques », notant en particulier Jacqueline Valente et sa famille.

Par ailleurs, à Berne, M. René Felber, ministre suisse des affaires étrangères, a déclaré vendredi qu'il « espérait aboutir » à la libération de deux délégués du CICR enlevés en octobre dernier dans le sud du Liban. — (AFP).

PATRICE CLAUDE

## ASIE

NÉPAL

## Sanglante répression du mouvement démocratique

Suite de la première page.

Vendredi, ayant jugé les concessions du monarque insuffisantes, les manifestants avaient décidé, cette fois, de marcher sur le palais royal. La police a tiré et l'armée, envoyée en renfort, a reçu l'ordre d'abattre toute personne qui violerait le couvre-feu, sauf pendant les deux heures autorisées, de 16 h à 18 h.

Un monarque occidentalisé

L'opposition n'en a pas moins décidé de maintenir ses deux principales demandes : la formation d'un gouvernement d'union nationale intérimaire et le rétablissement du multipartisme.

Chacun semble donc camper sur ses positions. D'un côté, le roi agit comme s'il semblait vouloir d'abord rétablir l'ordre avant d'envisager des réformes politiques apparemment limitées. De l'autre, les dirigeants de l'opposition exigent la suppression du panchayat. Mais, dans ce royaume pauvre, les affrontements se sont cantonnés, pour l'instant, dans les principales villes. Les campagnes, très pauvres et où un profond respect pour la monarchie demeure très ancré, sont restées à l'écart du mouvement.

Il est donc difficile de prévoir la suite des événements, même si la lassitude de la monarchie abolie, dans les villes, est générale et, sur-

TAIWAN : l'établissement de relations diplomatiques avec la Lesotho. — Taiwan a établi des relations diplomatiques avec la Lesotho, a annoncé jeudi 5 avril M. Lien Chan, chef de la diplomatie nationaliste. Le Lesotho est le quatrième pays ayant des relations officielles avec Pékin à reconnaître également, en l'espace d'un an, Taiwan. — (UPI).

tout, maintenant que le dérapage a eu lieu.

Pour Birendra, il s'agit du défi le plus grave en dix-huit ans d'un règne au cours duquel ce jeune monarque occidentalisé — il a étudié en Grande-Bretagne, aux États-Unis et au Japon — n'a pas fait grand chose pour améliorer le sort de ses quelque dix-huit millions de sujets. Le revenu annuel par tête d'habitant y est évalué à 160 dollars, ce qui en fait le pays le plus pauvre d'Asie, devant le Bangladesh. L'espérance de vie n'y est que de cinquante et un ans.

Le roi passe pour avoir un niveau de vie relativement modeste — il a vendu plusieurs palais appartenant à la couronne — mais il est isolé et ne visite son royaume qu'une fois par an. Ses pouvoirs sont très étendus puisqu'il peut annuler tout vote du Parlement, en limoger les membres, et amender lui-même la constitution.

Cette crise est intervenue alors que le Népal était en train de régler son grave conflit commercial, vieux d'un an, avec l'Inde. Le ministre indien des affaires étrangères devait même se rendre à Katmandou, ce mois-ci, pour y signer un nouvel accord commercial. Levant, définitivement, le blocus que New-Delhi avait imposé, en février 1989, au royaume himalayen enclavé.

Pendant des mois, les autorités de Katmandou avaient pris prétexte de ce conflit pour prôner l'unité nationale. L'argument ne tient plus. Cloîtrés depuis vendredi dans les hôtels, les touristes vont fuir le royaume, le privant d'une source substantielle de revenus.

Washington a déjà conseillé aux ressortissants américains d'éviter de s'y rendre. Il reste à savoir si l'appel lancé également par le département d'Etat américain au dialogue entre le Palais et l'opposition sera entendu.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## EUROPE 93

## PORTRAITS D'EUROPÉENS

## Jean-Pierre Cot, le frondeur

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Pour une fois, les Français ont su investir les places qui comptent. Depuis le renouvellement de l'assemblée européenne, en juin dernier, ils détiennent cinq des dix présidences de groupe. Or, ce sont les places maîtresses de la lourde machine parlementaire de la Communauté. La défense du rôle de Strasbourg vient de montrer l'intérêt pour la France de détenir cet avantage.

En dehors de telles situations exceptionnelles, dans l'hémicycle européen, les étiquettes partisans prennent parfois le dessus sur les appartenances nationales. Au moins aurait-on pu penser que Jean-Pierre Cot, le président français du groupe socialiste marche main dans la main avec Jacques Delors. Or, non seulement c'est loin d'être le cas, mais les disputes entre les deux hommes dominent la vie du Parlement de Strasbourg depuis plus de trois mois.

Qui est donc cet ancien « poule » de François Mitterrand devenu rocardien et meneur de la fronde contre celui qui, en France, symbolise la construction de l'Europe ?

La contestation des puissances, Jean-Pierre Cot l'a apprise dans son berceau. Grand bourgeois, son père, Pierre Cot, a été le ministre du Front populaire qui a doté la France d'une aviation moderne avant d'être, tout au long de la IV<sup>ème</sup> République, un « compagnon de route » du parti communiste. Lui-même égrégé de faculté de droit, Jean-Pierre Cot n'est venu à la politique que sous la pression des événements de 1968. Bien qu'entré au Parti socialiste d'Alain Savary, il devient alors, après avoir conquis un siège de député dans le fief familial de la Savoie, le fils spirituel de François Mitterrand.

Un temps, il fait même figure de « chouchou » et, comme la révé-

rence systématique n'est pas sa spécialité, il n'hésite pas lors du congrès de Metz, en 1979, à se ranger derrière Michel Rocard. Sans devenir pour autant, comme il le dit lui-même, « un rocardien de record », il lui arrive même d'avoir des mots très durs pour l'actuel premier ministre. Mais tout cela ne l'empêche pas d'être nommé en 1981 ministre de la coopération. Mais quand, en 1982, il se rend compte que la politique qu'il doit conduire n'est pas conforme à ses idéaux, de s'en aller sur la pointe des pieds, sans même accepter un placard doré comme lot de consolation.

Pour replonger dans la politique active, Jean-Pierre Cot attendra 1984 et son élection au Parlement européen. Celui qui avait subi l'Assemblée nationale par ses talents d'orateur — hérités de son père — se fait alors vite apprécier dans un hémicycle où l'obligation de la traduction interdit tout effet de tribune. C'est que, à l'inverse de bien des Français, il a compris, comme il le dit « qu'il fallait prendre le temps d'investir pour s'y faire une place », ce qui veut dire rompre les amarrages avec la politique nationale, accepter de ne plus être à Paris en milieu de semaine, puisqu'il n'en est « en concurrence avec des gens qui ne connaissent ni courir ni mentir ni absentisme ». Il ne conserve que la mairie du petit village savoyard de Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier, que sa famille détient depuis quatre générations.

Partisan de l'armistice

Modeste, il reconnaît : « Il est plus facile de se faire une place au petit soleil ici, qu'une grande au soleil de Paris ». Pour lui, les rayons européens auront été bénéfiques : après avoir été président de la commission du budget dans la précédente législature, il est maintenant président du groupe le plus important de

l'assemblée et donc, l'un des hommes de poids de la machine européenne.

Le président de la Commission européenne, lui aussi socialiste, lui aussi Français, allait-il trouver un relais docile au parlement ? Jacques Delors et Jean-Pierre Cot, s'ils n'ont jamais été des intimes, partagent une même vision du socialisme, une même approche de la politique nationale, une même foi européenne. Longs temps ils se sont appréciés. Le second, aujourd'hui encore, ne tarit pas d'éloges sur le premier : « J'admire l'homme ; j'admire son œuvre européenne ; j'aime rétablir la Commission dans son autorité, la Communauté dans son existence ». Rapidement pourtant, le rôle institutionnel que chacun devait tenir les a amenés à se haïr.

« Il fallait prendre nos marques », reconnaît le député, le conflit était inévitable. Le caractère des deux hommes a empêché que leur lien ancien ne s'atténue. Si l'élu reconnaît qu'il ne sait guère « faire de compromis », il se plaint que le gouvernement « n'accepte pas qu'on lui tienne tête », tout en lui trouvant une excuse : « Il n'avait pas l'habitude d'un parlement qui fasse de la politique ».

Faire de la politique, c'est justement l'objectif des socialistes depuis le renouvellement de l'assemblée. Ils ont mis un bémol à leur entente traditionnelle avec les démocrates-chrétiens, pour dégrader — chaque fois que cela est possible — une majorité de gauche. Cela ne peut que les amener à se heurter avec la Commission, bien obligée de tenir compte des pouvoirs importants du conseil des ministres, où les gouvernements de droite sont majoritaires.

La charte sociale, jugée trop peu contraignante par le Parlement, a servi de pomme de discorde. D'autant que, comme l'explique Jean-Pierre Cot, « les travaillistes anglais, grâce à leur



talent redoutable de parlementaires, jouent un rôle important au groupe socialiste ». Et, comme Margaret Thatcher est le frein le plus efficace à la politique sociale de la Communauté, ils ont vite compris l'intérêt de décocher, depuis Strasbourg, des flèches à leur adversaire national. Tant pis si, en chemin, elles rencontrent la Commission et Jacques Delors.

La lutte contre « le déficit démocratique » de la Communauté est un objectif partagé sur tous les bancs de l'hémicycle strasbourgeois. Seulement, les socialistes, formant le groupe le plus important, sont fortement à la pointe de ce combat : leur président le reconnaît : « Nous n'avons pas voulu, contrairement à nos prédécesseurs, bâtir un schéma idéal, mais renforcer notre pouvoir au jour le jour ». Ce ne pouvait être qu'au détriment de l'interlocuteur quotidien : la Commission. « Nous voulons, explique encore Jean-Pierre Cot, accroître notre contrôle des commissions et de leurs fonctionnaires ; être un Parlement qui demande des comptes à tout moment ; nous n'acceptons plus les concessions octroyées ».

Voilà pourquoi le président du groupe socialiste a tenu à négocier le code de bonne conduite proposé par Jacques Delors et le

programme législatif pour 1990. Cela a failli entraîner un clash lors de la session du mois de mars (le Monde du 14 mars) mais, mardi 3 avril, un accord était intervenu.

« Prouver son existence »

Cette querelle suffira-t-elle au Parlement pour obtenir les pouvoirs qu'il réclame ? Jean-Pierre Cot ne le pense pas. Lui aussi, comme les travaillistes, comme Maurice Duverger, estime que l'assemblée « devra, un jour, consacrer la Commission pour prouver son existence ». Mais il ajoute : « J'ajoute tout à fait de la faire contre Jacques Delors, du fait même de la qualité de son travail ». En revanche, lorsque les gouvernements nommeront la prochaine commission européenne et, si le Parlement n'est pas consulté...

En attendant, le dirigeant socialiste sait que l'avenir de l'assemblée va se jouer lors de la conférence intergouvernementale sur l'union économique et monétaire. Il est conscient que, si le Parlement et la Commission y vont en ordre dispersé, c'est le Conseil des ministres qui tirera les marrons du feu. Il souhaite donc un armistice : « Il faut rétablir un climat de confiance entre le Parlement et la Commission ; nous allons nous y efforcer dans les semaines qui viennent ».

Les deux principaux protagonistes de ce conflit vont-ils se souvenir qu'ils sont l'un et l'autre socialistes, l'un et l'autre Français, et que François Mitterrand rêve, pour son second septennat, de patronner une union politique de l'Europe ?

THIERRY BREHIER

## AFGHANISTAN

## Des moudjahidins ouvrent le feu lors d'un simulacre de reddition : douze morts dont deux généraux

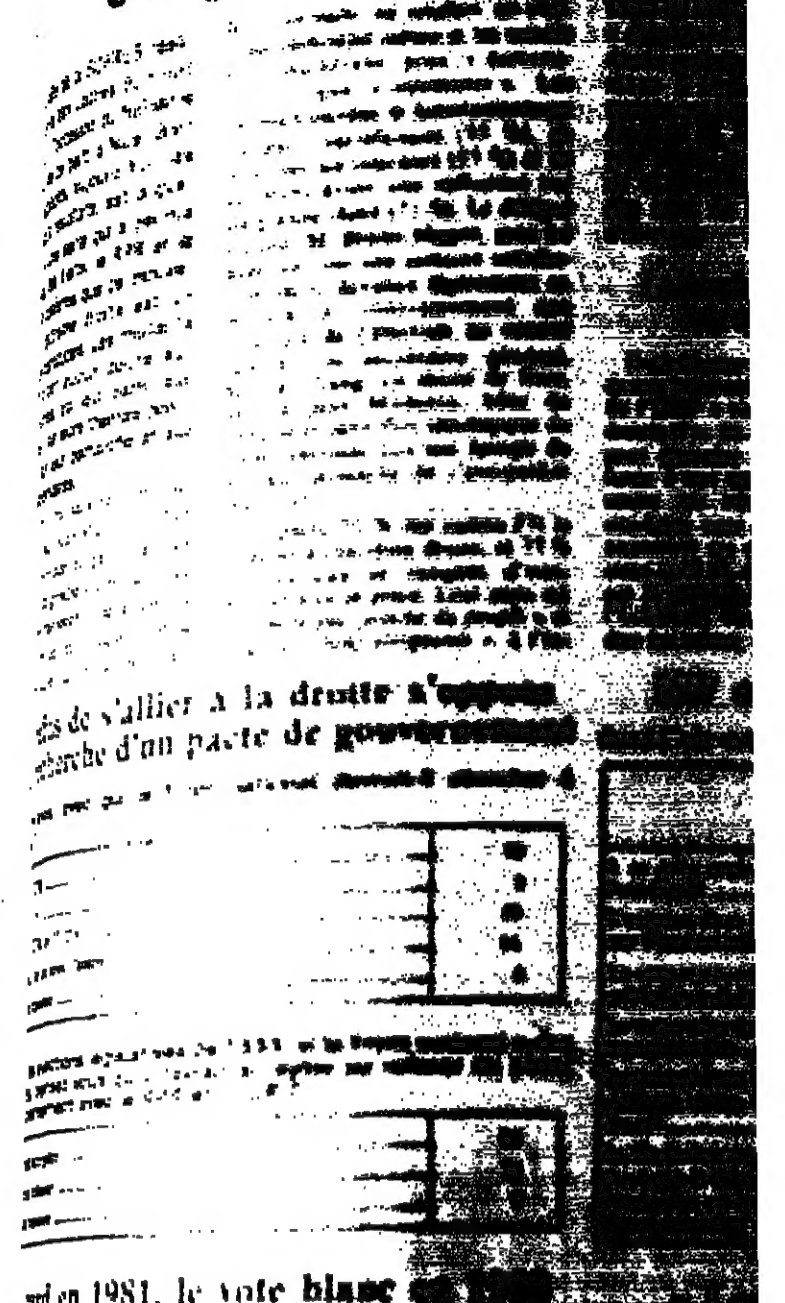
Herat. Des moudjahidins, invités à une cérémonie officielle devant marquer leur reddition au régime de Kaboul, qui se déroulait près de la ville de Herat (ouest de l'Afghanistan), ont ouvert le feu, vendredi 6 avril, sur les participants gouvernementaux, tuant douze personnes, dont deux généraux.

Le général Jalal Razaminda, vice-ministre de la sécurité, a été tué sur le coup alors qu'un autre général est mort des suites de ses blessures. Le gouverneur de la province de Herat, M. Faez Haq Khatliq Yaar, a été blessé par balle alors qu'il embrassait les commandants de la résistance et s'adressait à eux en dialecte pachtou. Le tir dirigé contre le gouverneur a donné le signal de la fusillade. La bataille était déjà engagée entre les gardes armés des généraux gouvernementaux et les moudjahidins lorsque treize journalistes occidentaux sont arrivés sur les lieux pour couvrir la cérémonie de « réconciliation » entre les combattants de la résistance et le régime de Kaboul.

Quelque 3 000 combattants et 7 000 partisans de la résistance devaient se rendre officiellement au gouvernement lors de cette cérémonie organisée à 45 kilomètres de Kaboul (1 200 kilomètres de Herat). Au moins douze personnes, dont des enfants, des officiers et des soldats gouvernementaux, gisaient mortes sur les lieux après le massacre. La fusillade a duré de quinze à vingt minutes. Les journalistes occidentaux se sont dispersés pour se mettre à couvert alors que les kalachnikov et les fusils mitrailleurs crépitaient. Les uns des blindés gouvernementaux ont mis fin à l'attaque. Une journaliste française, Catherine Jentile, a été légèrement blessée à la poitrine. Un journaliste de la télévision afghane a été atteint par une balle à la tête.

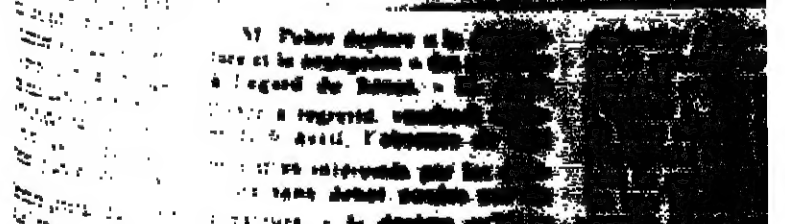
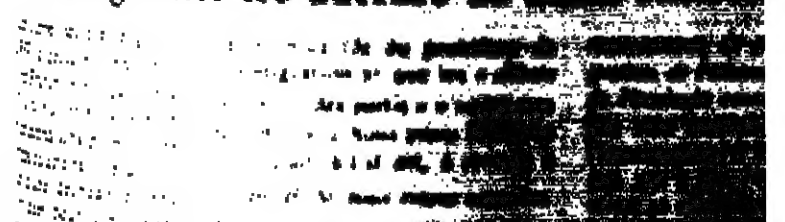
L'opération a été organisée par la commission militaire du Jamiat-islami, a-t-on affirmé à Quetta (Pakistan) de sources proches de ce parti, l'un des sept mouvements sunnites qui luttent contre le régime pro-soviétique de Kaboul et dont les sièges sont au Pakistan. (AFP).

## Un parti, un...



en 1981, le vote blanc

## M. Juppe n'est pas hostile à l'idée de...





ASIE

Le Front démocratique

Plus, maintenant, que le Front

Pour l'heure, le Front démocratique n'est qu'un projet. Mais il est déjà très concret. Il s'agit d'un mouvement de cadres du Front national, qui se réunissent à Paris, sous la présidence de M. Jean-Marie Le Pen, pour discuter de la situation du parti et de son avenir.

Le Front démocratique est un mouvement de cadres du Front national, qui se réunissent à Paris, sous la présidence de M. Jean-Marie Le Pen, pour discuter de la situation du parti et de son avenir.

Cette crise est importante, car elle concerne le futur du Front national. Les cadres du parti se réunissent pour discuter de la situation du parti et de son avenir.

Pendant ces jours, le Front national est en crise. Les cadres du parti se réunissent pour discuter de la situation du parti et de son avenir.

JEAN CLAUDE PONS

AFGHANISTAN

Des moudjahidins ouvrent le feu lors d'un simulacre de reddition : douze morts dont deux généraux

Herat - Des moudjahidins ont ouvert le feu lors d'un simulacre de reddition. Douze personnes ont été tuées, dont deux généraux.

Le général... a été tué.

Le général... a été tué.

Le général... a été tué.

Le général... a été tué.

POLITIQUE

Une enquête de la SOFRES sur les cadres du Front national

Un parti, un courant, un chef et des certitudes

L'enquête de la SOFRES réalisée auprès des cadres du Front national à l'occasion du huitième congrès de ce parti à Nice, dont nous publions, aujourd'hui, les principaux résultats, est la première d'une série qui a permis d'étudier les Verts, le RPR et le PS. Elle confirme que ce mouvement d'extrême droite est un parti de certitudes. Les militants du FN n'ont aucun doute sur eux-mêmes, sur leur parti, sur leur chef, sur leurs thèmes politiques, sur leur démarche et sur leurs adversaires.

Il y a le Front national... et tout le reste. M. Jean-Marie Le Pen confie récemment qu'il était un président de groupe « heureux » au Parlement européen. Il sera comblé à la lecture de cette enquête de la SOFRES dont la devise pourrait être : un parti, un courant, un chef.

Le refus de s'allier à la droite s'oppose à la recherche d'un pacte de gouvernement

A votre avis, avec qui le Front national devrait-il chercher à s'allier ?

|                              |    |
|------------------------------|----|
| Avec le RPR                  | 10 |
| Avec l'UDF                   | 2  |
| Avec le RPR et l'UDF         | 18 |
| Ni avec l'un ni avec l'autre | 66 |
| Sans réponse                 | 4  |

Après les élections législatives de 1993, si le Front national a des députés, pensez-vous qu'il devrait accepter ou refuser un pacte de gouvernement avec le RPR et l'UDF ?

|                     |    |
|---------------------|----|
| Il devrait accepter | 55 |
| Il devrait refuser  | 38 |
| Sans réponse        | 7  |

Giscard en 1981, le vote blanc en 1988

Comment avez-vous voté aux dernières élections présidentielles ?

|   | Cadres du Front national mars 1990 | Electeurs du Front national aux Européennes de 1989 |
|---|------------------------------------|---|
| VOIE AU 1 <sup>er</sup> TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 1988 |                                    |   |
| François Mitterrand   | 5                                  | 27  |
| Jacques Chirac  | 2                                  | 33  |
| Blanc ou nul  | 13                                 |   |
| Abstention  | 19                                 | 20  |
| Sans réponse  | 1                                  |   |
| VOIE AU 2 <sup>nd</sup> TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 1988 |                                    |   |
| François Mitterrand   | 11                                 |   |
| Jacques Chirac  | 46                                 |   |
| Blanc ou nul  | 22                                 |   |
| Abstention  | 12                                 |   |
| Très jeune pour voter   | 8                                  |   |
| Sans réponse  | 1                                  |   |

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le refus de s'allier à la droite s'oppose à la recherche d'un pacte de gouvernement

A votre avis, avec qui le Front national devrait-il chercher à s'allier ?

|                              |    |
|------------------------------|----|
| Avec le RPR                  | 10 |
| Avec l'UDF                   | 2  |
| Avec le RPR et l'UDF         | 18 |
| Ni avec l'un ni avec l'autre | 66 |
| Sans réponse                 | 4  |

Après les élections législatives de 1993, si le Front national a des députés, pensez-vous qu'il devrait accepter ou refuser un pacte de gouvernement avec le RPR et l'UDF ?

|                     |    |
|---------------------|----|
| Il devrait accepter | 55 |
| Il devrait refuser  | 38 |
| Sans réponse        | 7  |

Giscard en 1981, le vote blanc en 1988

Comment avez-vous voté aux dernières élections présidentielles ?

|   | Cadres du Front national mars 1990 | Electeurs du Front national aux Européennes de 1989 |
|---|------------------------------------|---|
| VOIE AU 1 <sup>er</sup> TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 1988 |                                    |   |
| François Mitterrand   | 5                                  | 27  |
| Jacques Chirac  | 2                                  | 33  |
| Blanc ou nul  | 13                                 |   |
| Abstention  | 19                                 | 20  |
| Sans réponse  | 1                                  |   |
| VOIE AU 2 <sup>nd</sup> TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 1988 |                                    |   |
| François Mitterrand   | 11                                 |   |
| Jacques Chirac  | 46                                 |   |
| Blanc ou nul  | 22                                 |   |
| Abstention  | 12                                 |   |
| Très jeune pour voter   | 8                                  |   |
| Sans réponse  | 1                                  |   |

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

L'enquête de la SOFRES réalisée auprès des cadres du Front national à l'occasion du huitième congrès de ce parti à Nice, dont nous publions, aujourd'hui, les principaux résultats, est la première d'une série qui a permis d'étudier les Verts, le RPR et le PS. Elle confirme que ce mouvement d'extrême droite est un parti de certitudes. Les militants du FN n'ont aucun doute sur eux-mêmes, sur leur parti, sur leur chef, sur leurs thèmes politiques, sur leur démarche et sur leurs adversaires.

Il y a le Front national... et tout le reste. M. Jean-Marie Le Pen confie récemment qu'il était un président de groupe « heureux » au Parlement européen. Il sera comblé à la lecture de cette enquête de la SOFRES dont la devise pourrait être : un parti, un courant, un chef.

Le refus de s'allier à la droite s'oppose à la recherche d'un pacte de gouvernement

A votre avis, avec qui le Front national devrait-il chercher à s'allier ?

|                              |    |
|------------------------------|----|
| Avec le RPR                  | 10 |
| Avec l'UDF                   | 2  |
| Avec le RPR et l'UDF         | 18 |
| Ni avec l'un ni avec l'autre | 66 |
| Sans réponse                 | 4  |

Après les élections législatives de 1993, si le Front national a des députés, pensez-vous qu'il devrait accepter ou refuser un pacte de gouvernement avec le RPR et l'UDF ?

|                     |    |
|---------------------|----|
| Il devrait accepter | 55 |
| Il devrait refuser  | 38 |
| Sans réponse        | 7  |

Giscard en 1981, le vote blanc en 1988

Comment avez-vous voté aux dernières élections présidentielles ?

|   | Cadres du Front national mars 1990 | Electeurs du Front national aux Européennes de 1989 |
|---|------------------------------------|---|
| VOIE AU 1 <sup>er</sup> TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 1988 |                                    |   |
| François Mitterrand   | 5                                  | 27  |
| Jacques Chirac  | 2                                  | 33  |
| Blanc ou nul  | 13                                 |   |
| Abstention  | 19                                 | 20  |
| Sans réponse  | 1                                  |   |
| VOIE AU 2 <sup>nd</sup> TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 1988 |                                    |   |
| François Mitterrand   | 11                                 |   |
| Jacques Chirac  | 46                                 |   |
| Blanc ou nul  | 22                                 |   |
| Abstention  | 12                                 |   |
| Très jeune pour voter   | 8                                  |   |
| Sans réponse  | 1                                  |   |

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

L'enquête de la SOFRES réalisée auprès des cadres du Front national à l'occasion du huitième congrès de ce parti à Nice, dont nous publions, aujourd'hui, les principaux résultats, est la première d'une série qui a permis d'étudier les Verts, le RPR et le PS. Elle confirme que ce mouvement d'extrême droite est un parti de certitudes. Les militants du FN n'ont aucun doute sur eux-mêmes, sur leur parti, sur leur chef, sur leurs thèmes politiques, sur leur démarche et sur leurs adversaires.

Il y a le Front national... et tout le reste. M. Jean-Marie Le Pen confie récemment qu'il était un président de groupe « heureux » au Parlement européen. Il sera comblé à la lecture de cette enquête de la SOFRES dont la devise pourrait être : un parti, un courant, un chef.

Le refus de s'allier à la droite s'oppose à la recherche d'un pacte de gouvernement

A votre avis, avec qui le Front national devrait-il chercher à s'allier ?

|                              |    |
|------------------------------|----|
| Avec le RPR                  | 10 |
| Avec l'UDF                   | 2  |
| Avec le RPR et l'UDF         | 18 |
| Ni avec l'un ni avec l'autre | 66 |
| Sans réponse                 | 4  |

Après les élections législatives de 1993, si le Front national a des députés, pensez-vous qu'il devrait accepter ou refuser un pacte de gouvernement avec le RPR et l'UDF ?

|                     |    |
|---------------------|----|
| Il devrait accepter | 55 |
| Il devrait refuser  | 38 |
| Sans réponse        | 7  |

Giscard en 1981, le vote blanc en 1988

Comment avez-vous voté aux dernières élections présidentielles ?

|   | Cadres du Front national mars 1990 | Electeurs du Front national aux Européennes de 1989 |
|---|------------------------------------|---|
| VOIE AU 1 <sup>er</sup> TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 1988 |                                    |   |
| François Mitterrand   | 5                                  | 27  |
| Jacques Chirac  | 2                                  | 33  |
| Blanc ou nul  | 13                                 |   |
| Abstention  | 19                                 | 20  |
| Sans réponse  | 1                                  |   |
| VOIE AU 2 <sup>nd</sup> TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 1988 |                                    |   |
| François Mitterrand   | 11                                 |   |
| Jacques Chirac  | 46                                 |   |
| Blanc ou nul  | 22                                 |   |
| Abstention  | 12                                 |   |
| Très jeune pour voter   | 8                                  |   |
| Sans réponse  | 1                                  |   |

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

Le général...

L'enquête de la SOFRES réalisée auprès des cadres du Front national à l'occasion du huitième congrès de ce parti à Nice, dont nous publions, aujourd'hui, les principaux résultats, est la première d'une série qui a permis d'étudier les Verts, le RPR et le PS. Elle confirme que ce mouvement d'extrême droite est un parti de certitudes. Les militants du FN n'ont aucun doute sur eux-mêmes, sur leur parti, sur leur chef, sur leurs thèmes politiques, sur leur démarche et sur leurs adversaires.

Il y a le Front national... et tout le reste. M. Jean-Marie Le Pen confie récemment qu'il était un président de groupe « heureux » au Parlement européen. Il sera comblé à la lecture de cette enquête de la SOFRES dont la devise pourrait être : un parti, un courant, un chef.

Le refus de s'allier à la droite s'oppose à la recherche d'un pacte de gouvernement

A votre avis, avec qui le Front national devrait-il chercher à s'allier ?

|                              |    |
|------------------------------|----|
| Avec le RPR                  | 10 |
| Avec l'UDF                   | 2  |
| Avec le RPR et l'UDF         | 18 |
| Ni avec l'un ni avec l'autre | 66 |
| Sans réponse                 | 4  |

Après les élections législatives de 1993, si le Front national a des députés, pensez-vous qu'il devrait accepter ou refuser un pacte de gouvernement avec le RPR et l'UDF ?

|                     |    |
|---------------------|----|
| Il devrait accepter | 55 |
| Il devrait refuser  | 38 |
| Sans réponse        | 7  |

Giscard en 1981, le vote blanc en 1988

Comment avez-vous voté aux dernières élections présidentielles ?

|   | Cadres du Front national mars 1990 | Electeurs du Front national aux Européennes de 1989 |
|---|------------------------------------|---|
| VOIE AU 1 <sup>er</sup> TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 1988 |                                    |   |
| François Mitterrand   | 5                                  | 27  |
| Jacques Chirac  | 2                                  | 33  |
| Blanc ou nul  | 13                                 |   |
| Abstention  | 19                                 | 20  |
| Sans réponse  | 1                                  |   |
| VOIE AU 2 <sup>nd</sup> TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 1988 |                                    |   |
| François Mitterrand   | 11                                 |   |
| Jacques Chirac  | 46                                 |   |
| Blanc ou nul  | 22                                 |   |
| Abstention  | 12                                 |   |
| Très jeune pour voter   | 8                                  |   |
| Sans réponse  | 1                                  |   |

Le général...

Le général...



## POLITIQUE

La visite du premier ministre en Guyane

## M. Michel Rocard plaide pour une insertion accrue des DOM dans la zone caraïbe

M. Michel Rocard a entamé, vendredi matin 6 avril, une visite officielle de près de trois jours en Guyane. Accompagné de MM. Jacques Pelletier et Louis Le Pen, ministres de la DOM-TOM, et de M. Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, qui l'avait précédé à Cayenne pour animer les travaux, le premier ministre a clôturé la première conférence sur la coopération régionale caraïbe organisée par la France. M. Rocard a annoncé plusieurs mesures pour appuyer le développement de cette coopération : elle sera institutionnalisée et aura lieu chaque année ; un délégué et un comité interministériel assureront une bonne coordination de ses actions.

Bien qu'ils soient d'accord avec le développement d'une telle coopération, les élus locaux antillo-guyanaïses ont émis des réserves sur le dispositif gouvernemental.

## CAYENNE

de notre envoyé spécial

« Méthode Rocard » ou pas, la coopération a ses limites. Lorsque le premier ministre est arrivé, jeudi, pour clôturer la conférence sur la coopération régionale caraïbe, il s'est présenté muni d'un paquet-cadeau tout boudé, inspiré en particulier des conclusions du rapport rédigé sur le sujet, à la demande du gouvernement, par M. Bernard de Goutte, sous-directeur au ministère des DOM-TOM.

Avant que M. Rocard n'explique les orientations retenues par le gouvernement, les six présidents des conseils généraux et régionaux des départements français d'Amérique (DFA) (1) se sont succédé à la tribune pour émettre, sous opinions politiques confondues, des réserves plus ou moins vives sur l'élément central du dispositif gouvernemental, la création d'un poste de délégué interministériel à la coopération caraïbe, qui sera basé à Paris.

A la racine de la divergence entre Paris et les élus antillo-guyanaïses, on ne trouve certainement

## M. Bergé trouve à M. Jospin un « menton à la Mussolini »

M. Pierre Bergé consacre sa chronique du mensuel Globe, dans le numéro d'avril, au congrès socialiste de Rennes. « Il y a », écrit-il, « des congrès dont on peut être fier, d'autres dont on a honte. C'est ce dernier sentiment qui prévaut après la mascarade de Rennes. » Ce qui « choque le plus dans cette affaire », le président des opéras de Paris, ce qu'il « trouve inadmissible et tout simplement inconvenant, c'est le sort fait au mitterrandisme et, au-delà, à la personne du président de la République ».

« Que Fabius ait gagné ce congrès », affirme M. Bergé, « ne fait de doute pour personne. Ni le haine des uns, ni les morgues des autres ne transformeront ce résultat. Qu'il soit aujourd'hui le meilleur pour ressembler tout ceux qui veulent une gauche moderne, débarrassée de ses archaïsmes, beaucoup veulent le croire. Qu'il ait les faveurs de Mitterrand n'est pas non plus un secret ».

M. Bergé écrit ensuite : « Lionel Jospin, ancien troisième d'origine protestante, traversa la scène politique à longues enjambées brutales. Un menton à la Mussolini et des grimaces de tribu lui ont sculpté une image de dur et, derrière ses lunettes, brille une ambition qui va à toute allure. Elle court plus vite que lui, cette ambition, et lui fait commettre bien des erreurs. Se libérer de Mitterrand est compréhensible, après tout. Mais pas à tout prix ».

(1) Guadeloupe, Martinique, Guyane.

Le président de la République dans le Gers et dans l'Aude

## M. François Mitterrand promet une aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse

M. François Mitterrand s'est rendu successivement, jeudi 6 avril, à Mauvezin (Gers) où quelques manifestants de la CGT et de la CFDT ont ponctué son passage de pétards et de coups de trompette, à Montolieu et à Castelnaudary (Aude). Accompagné de M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, et de son secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. Roger

## CASTELNAUDARY

de notre envoyé spécial

M. Mitterrand se présente volontiers comme un provincial à qui rien de ce qui touche à la ruralité ne saurait être indifférent. Dialoguant avec des agriculteurs réunis à la coopérative de Castelnaudary et préoccupés de la sécheresse qui touche leur département, le chef de l'Etat a observé que pour la distribution d'eau, de nouvelles dispositions devront être prises cette année : « Il faudra que la production puisse être servie, que la consommation ne soit pas délaissée, que les gens aient l'eau à l'évier. » Si le manque d'eau continue, il y aura alors « nécessité pour le gouvernement avec les professionnels d'examiner un plan d'urgence », a assuré M. Mitterrand en suggérant que de toute façon pour la fin de l'année, des mesures particulières de sauvetage « soient mises au point. Et il a précisé : « L'Etat vous aidera, la solidarité nationale Jospin, on s'efforcera d'améliorer nos fournitures d'eau (mais) l'Etat ne fera pas tout... Il est normal que vous comptiez sur l'Etat, n'y comptez pas au-delà du raisonnable ».

Le monde rural, c'est aussi le réflexe de proximité qui se traduit par un attachement plus grand au département qu'à la région. M. Mitterrand le sait. « Je suis très départementaliste », a-t-il répété au maire RPR de Castelnaudary, M. Bernard Embury. « Le département doit continuer d'être ce qu'il est (...). Il ne faut pas que de plus grandes entités comme la région organisent la confusion dans les départements ».

Qui dit département dit aussi canton. « Je tiens au canton », a réaffirmé M. Mitterrand tout en plaçant pour une plus grande équité de la représentation départementale. Il a ajouté : « Il ne serait pas [juste] que des conseils généraux qui disposent de crédits importants, puissent être dominés par une majorité politique de petits cantons qui déclinent à la place des grandes densités de population ».

Département, canton, comme. Opposant de toujours « aux fusions arbitraires », le président de la République est favorable à toute formule de coopération entre communes, qu'elle soit de type syndical ou associatif ; mais il est « inquiet » de tout projet qui aboutirait à une plus grande désertification des campagnes : « Faudrait-il abandonner tous les villages de France parce qu'ils n'ont pas le

Département, canton, comme. Opposant de toujours « aux fusions arbitraires », le président de la République est favorable à toute formule de coopération entre communes, qu'elle soit de type syndical ou associatif ; mais il est « inquiet » de tout projet qui aboutirait à une plus grande désertification des campagnes : « Faudrait-il abandonner tous les villages de France parce qu'ils n'ont pas le

M. Huguette Bouchardreau prête à rejoindre la « France Unie ». — M. Huguette Bouchardreau, ancienne dirigeante du PSU et ancien ministre de l'Environnement, a donné son accord à M. Jean-Pierre Soisson pour rejoindre son mouvement politique « la France Unie », au titre des personnalités, a-t-elle indiqué vendredi 6 avril.

Député apparenté socialiste du Doubs, M. Bouchardreau n'a jamais adhéré au PS. Elle « approuve » la démarche de M. Soisson dont le mouvement rassemble l'Association des Démocrates regroupant les ministres d'ouverture, le Mouvement des Radicaux de Gauche et diverses personnalités se situant dans la majorité présidentielle.

Le portail de la maison de M. Marchais maculé de peinture. — M. Georges Marchais a déposé plainte après que des inconnus eurent maculé de peinture le portail de sa résidence de Champigny (Val-de-Marne) vendredi 6 avril. Le portail d'accès au jardin du pavillon de M. Marchais, rue Guy-Mocquet à Champigny, a été badigeonné au pinceau à l'aide de peinture blanche.

DEVANT NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde CHAMPS ECONOMIQUES

Bambuck, de M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture, de M. Olivier Stirn, ministre délégué chargé du tourisme, et de M. Jean-Michel Beyer, secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales, le président de la République a pris la défense des petites communes et du département, appelé à la solidarité nationale et évoqué un « plan d'urgence » pour les agriculteurs victimes de la

## CASTELNAUDARY

de notre envoyé spécial

même champ d'expérience que les grandes villes ? Faudrait-il considérer que désormais l'ère de la cité urbaine, des grandes concentrations humaines a définitivement supplanté cette multiplicité et cette richesse chaque fois particulière de nos communes ?

## Un effort indispensable de solidarité

de notre envoyé spécial

Le monde rural n'est pas l'isolement, ni la frilosité. Sur la petite place de Montolieu, plantée de platanes, M. Mitterrand s'est indigné : « Qu'est-ce que c'est que ces gens qui traversent de temps à autre l'opinion ? » Face à la nouvelle situation en Europe et à la construction communautaire, il a poursuivi : « Il faut y aller avec le sentiment que les Français sont capables de représenter les intérêts de leur pays dans l'ensemble européen. Il ne faut pas nourrir de complexes, nous avons fait nos preuves (...) en ouvrant très large

## LIVRES POLITIQUES

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

## Le monde est ouvert pour cause de réflexion

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

Sans l'argent des

103 Chagall ont quitté

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial

de notre envoyé spécial&lt;/



# SOCIÉTÉ

Sans l'accord des douanes et des musées

## 103 Chagall ont quitté Paris pour Jérusalem

103 Chagall sont actuellement au centre de délicates négociations entre Israël et la France. En les ramenant de Paris, le 1<sup>er</sup> avril, le maire de Jérusalem ne semble pas avoir respecté la procédure française sur l'exportation des œuvres d'art.

JERUSALEM

de notre correspondant

Teddy Kollek n'était pas peu fier en faisant ses valises la semaine dernière devant les caméras de la télévision israélienne. Le maire de Jérusalem ramenait d'un court voyage à Paris, le week-end du 1<sup>er</sup> avril, cent trois Chagall, essentiellement des dessins, esquisses et quelques toiles.

La valeur de l'ensemble représentait une somme respectable et certaines de ces œuvres n'ont jamais été exposées. Dans le lot, figuraient des croquis des trois grandes tapisseries de Chagall qui ornent les murs de la Knesset. Fondateur et président du Musée d'Israël, une des institutions de Jérusalem, Teddy Kollek ne cachait pas l'immense satisfaction qu'allait lui procurer la présentation des Chagall lors du vingt-cinquième anniversaire du musée, en septembre prochain. Pour le maire, c'est l'aboutissement d'une promesse que lui avait faite M<sup>me</sup> Ida Chagall Meyer, la fille du peintre, qui lui avait assuré dès 1969 qu'elle ferait don de ces œuvres au Musée d'Israël.

Une côté « vedettes de Cherbourg »

Une histoire en somme assez simple, a dit M. Kollek. Il a reçu un coup de téléphone lui demandant de se rendre à Paris pour prendre possession de la donation chez M<sup>me</sup> Chagall, que l'on dit malade ; il pensait simplement qu'il aurait à acheter une valise sur place pour ranger les cartons à dessins. Ce ne fut même pas la peine : tout avait déjà été emballé par la famille. Le maire reprit donc l'avion, sans rien demander de plus, et sans solliciter de protection particulière pour son petit bagage

si non, sans doute, celle de la valise diplomatique.

L'affaire témoigne, au moins, d'une jolie insouciance ; les autorités françaises, elles, ont trouvé la manière étonnamment cavalière. Il y a en France une réglementation, plutôt restrictive, sur l'exportation des œuvres d'art, s'appliquant aussi bien aux collections publiques que privées et qui fut en l'espèce superbement ignorée. Ni la direction des musées de France, au ministère de la culture, ni la direction des douanes n'ont été averties d'une transaction qui supposait une autorisation de sortie préalable - comme cela se pratique dans la plupart des pays occidentaux. A la Culture comme aux Finances, une fois mis au courant, l'humour était ouageux.

La direction générale des douanes a ouvert une enquête. A s'en tenir aux premiers éléments, explique une bonne source, il n'y a pas la moindre trace d'une autorisation d'exportation qui aurait été délivrée ou d'une demande qui serait en instance. Plus mystérieux : il n'y a pas trace, non plus, du départ de Paris du maire

de Jérusalem ; on arrive pas à savoir quand, par quel vol et pour quel destination Teddy Kollek a quitté la France. Inévitablement, certains trouvent que l'affaire « a son petit côté vedettes de Cherbourg ». Dans l'entourage de « Teddy », on se borne à faire valoir que le maire ignorait que toutes les formalités n'avaient pas été accomplies : « nous vérifions s'il y a des procédures que nous aurions dû suivre et qui ne l'ont pas été », a expliqué une porte-parole.

Comme Teddy Kollek a beaucoup d'amis à Paris, souligne-t-on côté français, l'affaire devra se régler à l'amiable et le plus discrètement possible. De fait, une négociation est en cours, avec les ministères de la culture et des affaires étrangères, pour « régulariser la situation à posteriori ». Ce qui devrait se faire, dit-on, sans trop de complications mais laissera quand même un certain nombre de questions en suspens.

ALAIN FRACHON

### JUSTICE

Une décision de la cour d'appel

## L'instruction sur les fausses factures de Nancy peut reprendre

ANNE CHAUSSE

ANDRÉ LAIE

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy a de nouveau désigné, vendredi 6 avril, M<sup>me</sup> Dory pour instruire l'affaire des fausses factures de Nancy, décidant du même coup la reprise de l'instruction judiciaire, qui avait été suspendue par une ordonnance de la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Un premier arrêt, datant de M<sup>me</sup> Dory l'instruction du dossier et datant du 16 janvier, avait, en effet, été frappé de suspension le 27 mars. La chambre criminelle avait déclaré recevable le pourvoi formé par les défenseurs de l'un des inculpés, M. Jacques Gossot, maire (RPR) de Toul et vice-président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, inculpé depuis le 15 décembre 1989. La décision de vendredi est interprétée, dans les milieux judiciaires nancéiens, comme une volonté des magistrats de ne pas « enterrer » ce dossier, qui compte parmi ses inculpés, outre M. Gossot, plusieurs chefs d'entreprise influents. Elle met surtout fin à un imbroglio juridique.

Dans un premier temps, le parquet général avait estimé en effet que M<sup>me</sup> Dory serait « empêchée d'instruire depuis le 27 mars et jusqu'à la décision de la Cour de cassation », qui doit statuer avant le 16 mai, sur l'ensemble des pourvois déposés par la défense. Puis, à la demande de la chancellerie, il avait déposé une requête, proposant à la chambre d'accusation de désigner à nouveau M<sup>me</sup> Dory pour reprendre immédiatement l'instruction, requête qui a été examinée et approuvée vendredi. Selon l'avocat général, M. Renault, on ne pouvait laisser subsister un « vide juridique » durant un mois alors que plusieurs inculpés sont incarcérés.

Après, au cours de la même audience, la chambre d'accusation de Nancy avait ordonné la prolongation des mandats de dépôt de MM. Bernard Foissey et Gérard Bouthier, anciens secrétaires généraux et vice-président de la chambre de commerce de Nancy, détenus depuis les 18 et 19 décembre dernier.

Triple éviction de la maison d'arrêt d'Arras. - Trois trafiquants de drogue se sont évadés, vendredi 6 avril, de la maison d'arrêt d'Arras (Pas-de-Calais), mais deux d'entre eux ont été interpellés peu après à proximité de la prison alors que leur compagne d'évasion parvenait à prendre la fuite. Les trois hommes, dont l'identité n'a pas été révélée, avaient été condamnés en mars pour trafic de stupéfiants à des peines de vingt mois. Cinq ans et huit ans d'emprisonnement. Les trois détenus, qui se sont échappés d'une salle d'un bâtiment de la maison d'arrêt en passant par une fenêtre dont un barreau avait été scié et en gagnant les toits, n'auraient pas bénéficié de complicité extérieure. C'est la dix-neuvième évasion en France depuis le début de l'année.

## « C'est quoi, un homme de couleur ? »

Ady Kouryate, chanteuse

meurtrière, va bientôt rentrer dans son pays. A ses amis, il-bas, il lui arrivera peut-être de raconter comment, pendant sa tournée en France, un homme qu'elle ne connaissait pas a ouvert le feu sur elle. Elle marchait rue des Roses, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, le soir du 12 septembre 1989, lorsque le coup est parti venant du premier étage d'un immeuble à grenelle mais un plomb l'a blessée au mollet et le blouson de cuir de son cousin a été percé à deux endroits. La-t-elle jusqu'à raconter cette histoire du vendredi 6 avril de la seizième chambre correctionnelle de Paris où son agresseur, Christophe Dufoux, vingt-deux ans, coureur, a expliqué : « C'est parce que j'étais agressé deux ou trois fois par jour par des gens de couleur ».

Certes, il a reconnu qu'il avait bu, ce soir-là, pour fêter un anniversaire avec ses amis skinheads. Mais il a surtout voulu convaincre qu'il a vécu dans la crainte ». Car, à l'entendre, il

aurait été attaqué quelques jours avant « par une quarantaine de personnes » et on lui aurait lancé si souvent des cailloux dans ses cartons qu'il est obligé de vivre les volets fermés. Un locataire de l'immeuble a indiqué à la police que la bande de skinheads était bruyante et s'attaquait aux Africains. Il aurait même entendu l'un de ses membres crier : « Vive Hitler, les Noirs on leur fera la peau ». Un témoignage que Dufoux a récusé : « C'est un homme de couleur et je le dis sans connotation raciale ».

Un dossier « désagréable »

Car ce jeune homme n'est pas raciste. Et pour bien le prouver, il a indiqué qu'il s'entendait très bien « avec l'arabiste qui loge au bout du couloir » et avec « l'homme de couleur » résident au même étage. A son domicile, la police a saisi des cartouches, un poignard, des poings américains, des insignes et des affiches racistes. Il possédait aussi des tracts prônant la supériorité de la race blanche, mais ces

documents, selon Dufoux, ne sont que le reste d'un dossier constitué pour rédiger un exposé sur « les retombées du fascisme en Europe » lorsqu'il était lycéen. Et, aussitôt, il a précisé : « Si on veut faire croire que je suis raciste, je ne le suis pas ! »

Ce propos outragé du coureur, qui gagne 4 600 F par mois, est, selon le substitut du procureur de la République, celui d'un homme « égaré par toutes ces idées qui ne sont pas des idées de tolérance ». « Un dossier désagréable », a ajouté le substitut, que M<sup>me</sup> Dominique Tricaud, conseil de la chanteuse, a refusé de voir « banaliser ».

A la sortie de l'audience, Ady Kouryate a demandé à son avocat : « C'est quoi un homme de couleur ? ». M<sup>me</sup> Tricaud lui a expliqué. Mais raconter-elle au Mali que le tribunal a condamné un homme qui déclarait ne pas être raciste à dix mois de prison avec sursis et à 14 000 F de dommages et intérêts, pour l'avoir blessé uniquement parce qu'elle avait la peau noire ?

MAURICE PEYROT

### POLICE

Après le démantèlement d'un commando de l'ETA au Pays Basque

## Les enquêteurs français et espagnols se félicitent d'une « coopération en temps réel »

Les polices française et espagnole se sont félicitées, vendredi 6 avril, de leur coopération « en temps réel » après le démantèlement au Pays Basque d'un commando français de l'ETA.

« Normale, comme il se doit entre deux pays amis », selon le ministre de l'Intérieur, M. José Luis Corcuera, cette collaboration a été soulignée par le directeur général de la police nationale, M. François Roussely, lors d'une conférence de presse à Paris. M. Roussely a indiqué que les membres présumés de l'ETA de nationalité française, arrêtés ces derniers jours, étaient et jusqu'à présent inconnus en temps qu'activistes des polices espagnole et française.

Au cours de la conférence de presse tenue au ministère de l'Intérieur, à laquelle participait M. Dikret Tchividjian, chef de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT), M. Roussely a souligné que « les interpellés, en particulier les hommes qui constituent ce que les Espagnols qualifient de « commando itinérant », n'avaient, à la connaissance de la police française, commis aucun acte ou délit sur le territoire français ».

Jusqu'à un coup de filet déclenché après l'arrestation fortuite, lundi 2 avril, à Séville dans le sud de

l'Espagne, d'un Bayonnais, Henri Parrot, qui transportait dans une voiture plus de trois cents kilos, d'explosifs ainsi que des détonateurs, ni les Espagnols ni les Français ne les avaient identifiés ».

« Jusqu'ici, confiait un enquêteur à Bayonne, on pensait que le chef de la police française, Frédéric Harembour, Jacques Ennal et Henri Parrot, qui s'apparentaient à commettre un attentat contre le commissariat central de Séville, avaient tous trois « une conduite exemplaire ». Ils n'étaient connus que pour leur appartenance à des mouvements basques, « mouvements qui, selon M. Roussely, existent des deux côtés de la frontière et dans lesquels on peut trouver aussi bien des sympathisants lointains de la cause basque que des personnes qui peuvent un jour commettre des actes terroristes ». Pour les policiers français et espagnols, la surprise est de taille : « Jusqu'ici, confiait un enquêteur à Bayonne, on pensait que les séparatistes de chaque pays commettaient des attentats dans leur territoire, et même si l'on savait que le Pays basque français servait de base de repli aux hommes de l'ETA, on n'imaginait pas que des Français seraient impliqués à ce niveau dans des opérations en Espagne ».

Secret pour les militants

Selon le quotidien espagnol El País, ce « commando itinérant », soupçonné d'avoir participé à vingt-sept actions terroristes ayant provoqué la mort de vingt-

neuf personnes depuis 1978, était « secret pour les militants de l'ETA eux-mêmes ». Les policiers français se félicitent d'autant plus de la rapidité avec laquelle des arrestations ont été opérées sur le territoire français moins de quarante heures après l'interpellation à Séville d'Henri Parrot. « Une coopération en temps réel », a expliqué M. Roussely, faite de contacts directs entre la direction centrale de la police judiciaire, les renseignements généraux et leurs homologues espagnols, sans intermédiaire, sans filtre. C'est la véritable illustration de ce que peut être la collaboration des polices dans le cadre de l'Europe ».

Il reste maintenant aux policiers français et espagnols à établir la participation des « Ertarra » français aux attentats qui leur sont imputés en Espagne. Sur les seize personnes interpellées, mercredi 4 et jeudi 5 avril, au Pays basque, douze (dix hommes et deux femmes) étaient toujours en garde à vue samedi matin 7 avril à Bayonne. Selon les charges qui pèsent contre elles, certaines seront transférées dimanche ou lundi à Paris pour être présentées au juge d'instruction parisien Gilles Boulouque, attaché à la quatorzième section du parquet de Paris, directeur antiterroriste. Quant à la compagne d'Henri Parrot, Maria Harriabalaeta, âgée de vingt-neuf ans, arrêtée dès le mardi 3 avril, elle devait être transférée à Paris samedi.

### SCIENCES

En lançant un satellite de fabrication américaine

## La Chine confirme ses ambitions spatiales

La Chine populaire devait entrer de plain-pied dans le club fermé des puissances spatiales commerciales avec le lancement, qui était prévu dimanche 8 avril, d'un satellite de télécommunications de fabrication américaine pour le compte d'un consortium basé à Hong-Kong, Asia Satellite Telecommunications.

La mise sur orbite de ce satellite de 1 250 kg baptisé « Asiat-1 », devait être effectuée par une fusée « Longue marche 3 », depuis la base de Kichang, dans le sud-ouest du pays. D'une durée de vie de dix ans, il offrira une large gamme de services de télécommunications et de télévision à plus de 2,5 milliards d'habitants de trente pays d'Asie. Asiat-1 est, en fait, un satellite « d'occasion ». Fabriqué par la firme Hughes Aircraft, il fut le premier des deux satellites récupérés dans l'espace par la navette, en novembre 1984, après avoir été lancé sous le nom de Westar 6, sur

une mauvaise orbite. Il y aura exactement vingt ans le 24 avril prochain, que la Chine a lancé son premier satellite, un engin de 170 kg. Depuis, vingt-six autres ont été mis en orbite avec succès, dont, en 1987 ET 1988, deux satellites portant des charges scientifiques françaises et ouest-allemandes. Mais Asiat-1 sera le premier vrai contrat commercial à être honoré par la Chine. Deux autres engins américains - fabriqués également par Hughes Aircraft - devraient suivre, en 1991 et 1992, pour le compte de la compagnie australienne Aussat.

Cette percée de la Chine inquiète les Américains et les Européens d'Arianespace qui, jusqu'à présent, se partageaient le marché commercial des lancements civils, et qui accusent la Chine de pratiquer des prix de dumping. Selon le directeur du marketing d'Asiat-1, Tim Brewer, sa firme a payé pour le lancement la moitié de la somme qu'aurait réclamé Arianespace.

## Le nucléaire en réparation

Suite de la première page

Les 3 300 tubes en forme de U (près de 80 km au total) dont ils sont garnis ont en effet une fâcheuse tendance à se fissurer sous l'effet des tensions thermiques et de la corrosion (le Monde du 6 juillet 1988). Dès qu'une fuite est détectée, le tuyau défaillant est obtenu. Chasse pour cent des tubes environ peuvent être bouchés sans que le fonctionnement du générateur de vapeur (« GV » pour les techniciens) ne soit trop perturbé. Au delà, le remplacement de l'ensemble s'impose. Une opération qui, estiment les experts, devra être menée sur 25 réacteurs (soit 75 GV) d'ici 2010.

A Dampierre, les travaux ont commencé en février dernier. Cette centrale n'est pas la plus ancienne, et 10 % seulement des tubes des GV du réacteur Numéro 1 étaient obstrués. Mais ils étaient atteints de fissures en réseau, particulièrement difficiles à détecter, qui exigeaient de coûteux travaux de vérification à chaque arrêt (20 à 25 millions de francs par an). On a donc choisi de profiter de la révision décennale pour mener une opération qui aura valeur de test. L'immobilisation du réacteur durera de vingt-huit semaines au lieu des quatre mois habituels.

Des couvertures de plomb

EDF et Framatome - le constructeur des réacteurs - fournissent leurs armes pour ce grand chambardement depuis 1985. Les opérations déjà menées par les Américains (huit changements de GV depuis 1978), et les Allemands de la firme KWU sur la centrale suédoise de Ringhals ont été décorées. Toutes les étapes soigneusement décomposées, chaque geste étudié pour limiter au maximum les risques de contamination.

Sur le chantier, ces pièces sont visibles. Les tuyauteries les plus contaminées, sont entourées de couvertures plastiques garnies de plomb. La moitié du personnel concerné par l'opération - une centaine de techniciens dont quarante soudeurs - a reçu une formation spéciale de plusieurs mois.

Les tâches les plus dangereuses comme le découpage et l'usinage des tubulures « radioactives » d'arrivée du circuit primaire sont assurées par des machines spécialement conçues et commandées à distance. Hommes et engins sont surveillés en permanence par des caméras de télévision, et les ingénieurs, postés derrière leurs écrans de contrôle, n'hésitent pas à rappeler à l'ordre un technicien qui s'attarderait sur le chantier sans raison impérieuse.

Il s'agit de limiter les risques au maximum, même si le danger ne semble pas très important : Les dosimètres portatifs des journalistes autorisés à visiter le chantier pendant deux heures ne marquaient que 2 millirems au maximum, moins que l'irradiation provoquée par une radiographie pulmonaire. Mais l'accumulation de ces faibles doses peut favoriser l'apparition de cancers, et les tra-

vailleurs du nucléaire ne sont pas autorisés à dépasser 5 rems par an (la législation limite la dose admissible pour le public à 0,5). « En fait, affirme un responsable de Framatome, nos techniciens les plus exposés n'ont jamais dépassé jusqu'à présent 2 rems par an ».

Pendant que les générateurs de vapeur de réchange entamaient un long périple de trois semaines depuis leur lieu de fabrication à Chalon-sur-Saône (péniche jusqu'à Fos-sur-Mer, cargo de Fos à Rouen par Gibraltar, péniche à nouveau jusqu'à Paris, puis convoi routier de 70 mètres de long tiré par trois tracteurs !), les travaux par trois polluants ont été réalisés.

De 19 à 27 mars, les techniciens ont décontaminé, découpé et sorti du bâtiment réacteur les trois GV usagés. Lundi 9 avril, deux des appareils de remplacement devaient déjà être mis en place. Bilan dosimétrique des opérations au 5 avril : 100 homme-rem (100 rems absorbés au total par l'ensemble des personnes présentes sur le chantier depuis le premier jour). « Un beau résultat, lance l'un des responsables. Nous avons en effet prévu de nous limiter à 450 homme-rem d'ici la fin du chantier et, dans ce cadre, nous aurons pu monter aujourd'hui jusqu'à 150 ! ». A titre de comparaison, les Américains ont atteint 2 000 homme-rem sur leur premier chantier, en 1978, mais sont descendus à 564 sur leur huitième opération, l'an dernier. Les Allemands de KWU, en revanche, ont réussi l'exploit de se limiter à 290 homme-rem à Ringhals.

Pari tenu

Pour EDF et Framatome, la partie n'est pas encore gagnée. Des soudures de raccordement aux vérifications et essais de mises en pression, soit plus de trois mois de travail, attendent encore les techniciens. Mais le pari sera tenu. Les GV usagés ont été entreposés dans un bâtiment édifié spécialement sur le site, où ils attendront dix ans une décroissance de leur radioactivité suffisante pour que le métal puisse être récupéré sans trop de danger pour - par exemple - la fabrication de rails. Cet été, les ingénieurs entameront l'examen détaillé de l'un d'eux pour en tirer tous les enseignements possibles.

L'opération Dampierre a englouti 600 millions de F au total, études préliminaires, formation du personnel et fabrication de l'outillage compris. Mais, estime-t-on à EDF, le coût des suivantes (pas encore programmées) devraient pouvoir être limité à 350 millions. Le résultat d'une expérience soigneusement engrangée que Framatome espère bien, d'ailleurs, vendre ultérieurement à l'étranger : toutes les centrales à eau pressurisée (comme les Françaises) se ressemblent. Elles sont les plus nombreuses dans le monde, et toutes ont des problèmes de générateur de vapeur. Un marché juteux en perspective.

JEAN-PAUL DUFOUR







# CULTURE

## MUSIQUES

### Bruxelles, Bayreuth

Suite de la première page

L'histoire d'amour impossible entre un demi-dieu inclassable, en tout point différent de notre humanité, fils de Perceval, chevalier du Graal, et une femme comme les autres, curieuse de tout connaître, de découvrir le monde, Eve éternelle tentée par le fruit de l'arbre de la connaissance, amoureuse trop aimante pour supporter d'ignorer l'identité de son chevalier.

Des costumes sombres, bruns ou marron, des gestes d'émotion, d'effacement et de solennité manifestés symboliquement dans la mise en scène de Silja la « banalité » de ses héros. Le chœur des femmes est en blanc, rien d'autre. Début de leur dignité au second acte, Ortrude et Telramund portent des costumes de deuil, sans autre précision. Et l'on pourrait presque qualifier ce Lohengrin de « bourgeois » si les soldats barbaques qui composent le chœur ne portaient l'indéfectible casque prussien, et le roi Henri la traditionnelle vareuse sanglée du grade.

#### La mer omniprésente

Mais ce ne sont là que désignations de fonction, simples allusions à un climat militaire et épique qui sous-tend une bonne partie de la partition (début du premier acte, second tableau du deuxième acte),

climat que le décor, ici, s'interdit de confirmer. Car la mer est là, sans arrêt. Soit qu'on la devine derrière les murs du palais et de la cathédrale. Soit qu'elle se reflète sur les hauts piliers pendant que s'élève l'épithalame. Soit qu'elle occupe tout le fond de scène quand s'y dessine, en blanc, la forme immense du cygne, à peine plus isolée qu'un grand nuage, qu'une ombre portée. La mer, c'est la seule part d'irrationnel que s'est permise Silja. Ce, et la mobilité des décors géométriques, peignant vermiculés qui plissent latéralement, murs horizontaux qui disparaissent dans le sol. Ce, et des éclairages symboliquement contrastés : Elsa en pleine lumière, Ortrude dans la pénombre, alors que la musique — au moment le plus inspiré de l'opéra — chante mensongèrement leur solidarité au second tableau du deuxième acte.

Elsa, à la Monnaie, c'est Tina Kiberg. Révélation : jamais le mot ne s'est à ce point imposé. Une révélation déjà répétée dans ce même rôle en janvier dernier par Claudio Abbado à Vienne (Lohengrin était Plácido Domingo) ; une révélation déjà retenue par Eva Wagner à la Bastille pour la saison à venir. Mais une révélation que Bruxelles a consacrée : voix solide comme un roc, émotion limpide. Silhouette élancée, port noble, beauté brune, mais beauté compa-

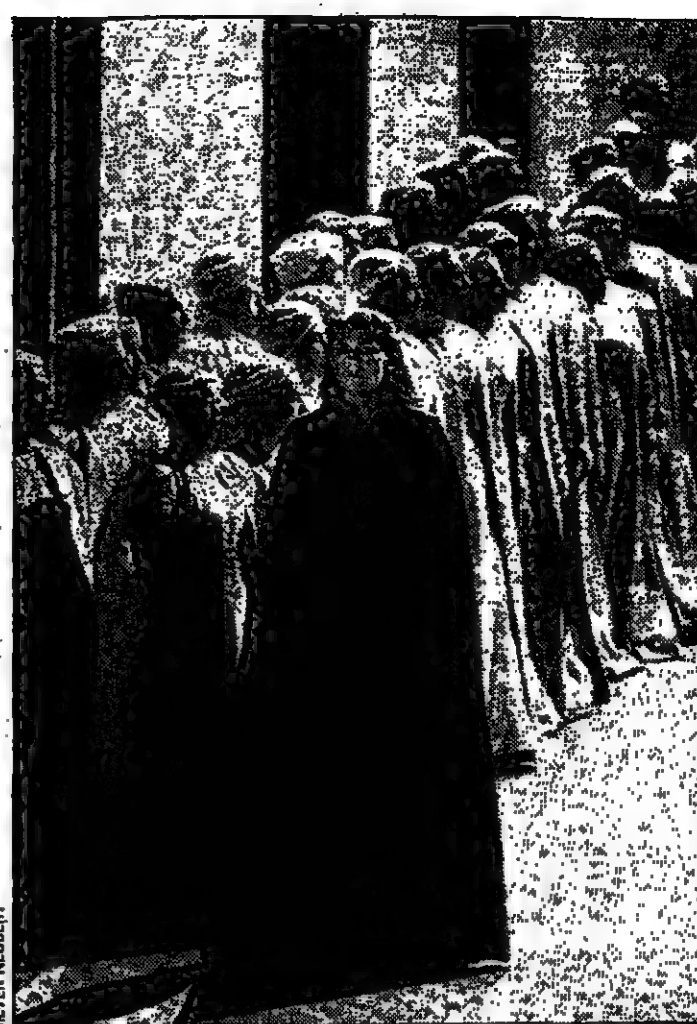
nable à celle d'Anja Silja au même âge. Combien de fois s'est-on en la chance d'assister, sur une scène d'opéra, à un tel passage de relais ?

Un Lohengrin tchèque (Josef Protschka, ténor jamais passionnant mais stylistiquement juste), une Ortrude hongroise (Livia Budai-Batky, mezzo aux accents parfois superbes, mais trop mélodramatique), un roi allemand (Harald Stamm, jeune voix impériale), un héros (Eike Wilm Schulte) passé par Bayreuth, composent l'une des distributions les plus « haut de gamme » dont on puisse rêver, malgré un Telramund (Franz Ferdinand Neufwig) un peu fatigué.

Et l'orchestre ? Dirigé par Sylvain Cambreling, dont la baguette ne cesse de s'associer, de s'humilier, cet orchestre tchèque se révèle (surtout dans le deuxième acte, composé le dernier et bien supérieur aux deux autres) comme l'une des formations européennes capables de chanter dans Wagner pupitre par pupitre, cuivres et cordes compris (sans oublier les signes archaïques du premier prélude), de chanter très simplement, sans jamais laisser le rythme s'altérer. Bientôt (et ce Lohengrin aura été la meilleure des préparations), on pourra voir un Ring complet à la Monnaie.

A. R.

Prochaines représentations : les 8, 11, 15, 17 et 20 avril. Théâtre de la Monnaie, à Bruxelles, 18 h 30. Prix des places : de 150 à 3 200 francs belges. Tél. : 19-32-218-12-11, 218-12-02 et 219-63-41.



Tina Kiberg dans le rôle d'Elsa

### Ranki l'enchanteur

Le jeune pianiste hongrois allie l'intériorité et la grandeur

Quelle tristesse de voir le Théâtre de la Ville à moitié vide pour le récital Deszö Ranki vendredi alors que bien des pianistes ferraillassent et sans cesse remplissent Gaveau ou les Champs-Élysées. Où est passé le public fidèle de 18 h 30 ? Souhaitons que ce samedi Miklos Perczy, le grand violoncelliste ami de Ranki, retrouve à la même heure une salle pleine pour Bach et Kodaly.

A treize-neuf ans, le pianiste hongrois atteste la plénitude de son talent ; ce jeune homme mince, au visage fin, immergé dans sa concentration et son rêve, est l'enchanteur.

L'immense *Sonata en mi bémol*, opus 7 de Beethoven, il la joue tout en confiance, avec un toucher de velours, même si parfois il montre ses griffes... *Largo* pensif, recueilli, mystérieux, l'*allegro* suivant très allusif avec un trio grandiose de profondeurs sous-marines et la finale pleine de bonne grâce qui s'achève en chevauchée fantastique, tout resplendit avec un relief et un équilibre pianistique prodigieux.

#### Magnifique violence rythmique

Ranki nous entraîne dans son pays avec la *Suite en plein air* de 1926 dont il fait magistralement ressortir la tension entre l'écriture déchaînée de Bartók à cette époque, et la puissance d'évocation qui permet au compositeur de s'en élever : magnifique violence rythmique, frappé molleux et rebondissant, poursuite étonnante.

Au milieu une *Barcarolle* qui s'étend comme des ondes dans l'eau à l'infini, et surtout la *Musique de la nuit*, les bruits, les craquements, les chants d'oiseaux bizarres, les coassements des grenouilles saisis avec la précision d'un entomologiste et la vision d'un poète.

Enfin, dans les *Variations et Fugues* de Brahms sur un thème de Haendel, Ranki marie à parts égales l'intériorité, la grandeur et le charme. Son touché féroce et sa flamme retrouvent la jeunesse irrésistible qui a dicté un à un Brahms de vingt-huit ans cette gaillarderie de vingt-cinq variations qui tourbillonnent sans fin dans notre mémoire. Ne manquez pas son prochain récital.

JACQUES LONCHAMPT

### La Bibliothèque de France chiffrée

Le ministre de la Culture, soumis aux « questions criblées » de l'Assemblée Nationale, a justifié, mercredi 4 avril les dépenses occasionnées par les Grands Travaux (31 milliards de F d'équipements nouveaux depuis 1981). Il a chiffré la Bibliothèque de France qui doit être construite à Tolbiac. Jack Lang l'a évaluée à « un peu plus de cinq milliards de francs sur cinq ans ». L'équivalent du coût de la Cité des Sciences de la Villette. Ce chiffre semble concerner le seul bâtiment et ses équipements. Il faudra ajouter des dépenses annexes, mais obligatoires : le démantèlement de la rue de Richelieu et son réaménagement, l'informatisation complète du catalogue des imprimés. Le ministre a d'ailleurs précisé que l'Etat consacrerait 8 milliards de F au développement des bibliothèques sur tout le territoire.

Mais en dehors des pures questions financières, bien des problèmes subsistent quant à l'élaboration de la Bibliothèque de France. La place accordée à l'audiovisuel dans le nouvel établissement et la responsabilité des nouveaux médias provoquent encore de nombreux débats. Au cours du récent colloque, conjointement organisé à Bordeaux par l'INA et la BDF sur le thème de « la communication du patrimoine audiovisuel », un échange assez vif a opposé M. Fillard et M. Jamet, respectivement responsable de l'Institut National de l'Audiovisuel et de la Grande Bibliothèque.

ALICE SEDAR

E. de R.

## Les aigus de l'enfant prodige

Anja Silja se souvient de Bayreuth

« Je n'ai chanté le rôle d'Elsa dans Lohengrin qu'une fois à Berlin et une fois à Bayreuth, avec Wieland Wagner, dit Anja Silja. Je n'avais que vingt ans, j'ai fait ce qu'il m'a demandé. Dans l'ensemble, d'ailleurs, les chanteurs ne se posent pas de questions. S'ils ne comprennent pas ce qu'il leur faut, ils demandent et s'ils sont intelligents, c'est ce que font les enfants. Sur ce plan, Wieland Wagner était un père parfait. C'était à la fois un patron de grande entreprise et une personnalité d'une puissance exceptionnelle. Il avait une vue d'ensemble exacte de ce qu'il voulait voir sur scène ; mais il savait aussi focaliser le drame sur des détails très simples, sur des gestes de base, qui expliquaient tout sans presque rien montrer. »

« Moi aussi, comme les chan-

teuses modernes, j'ai chanté beaucoup trop jeune, j'ai accepté des rôles que j'aurais dû refuser. Entre vingt et vingt-deux ans, j'ai été Elektra, Isolde, Brünnhilde... personne ne ferait plus cela aujourd'hui. J'ai eu l'habitude, ensuite, de rencontrer Wieland Wagner et de bénéficier de ses conseils. Mais ma plus grande chance a été la sollicitude de ma technique. »

« Je crois avoir été la plus jeune chanteuse professionnelle : à six ans, je montais sur scène. Entre dix et douze ans, j'ai chanté des arias. A quinze ans, j'ai débuté à l'opéra. Dès ce moment, j'ai tenté ma chance à Bayreuth. Mais il a fallu que j'attende encore quatre ans pour que Wieland m'engage dans le rôle de Senta du *Meiselsauftöte*. A dix-huit ans, j'avais été la Reine de la Nuit à Aix-en-Provence. »

« J'ai eu mon grand-père comme professeur de chant — il était peintre, officiellement. A six ans, j'avais le timbre très clair d'un enfant, mais, à part cela, je chantais comme une adulte, avec la même voix d'un adulte. On appelle cela un enfant prodige. Mais le vrai mystère, c'est que j'étais capable, si petite, de comprendre exactement ce que mon grand-père attendait de moi, ce qu'il voulait m'apprendre, et la façon dont je devais utiliser ma voix. Ma mère était actrice, et elle a fait la tournée des armées pendant la guerre. Quand elle est revenue, en 1948, j'avais huit ans. Mes grands-parents n'ont pas voulu qu'elle me reprenne. »

« Je n'ai jamais pensé à ma voix comme à un instrument à faire du beau son. Le plus important n'est pas la beauté de la voix, mais sa force, l'émotion qu'elle projette. S'il faut crier

pour l'exprimer, je crie. S'il faut faire des choses « laides », il faut oser. C'est pourquoi je baïs le disque. Les chanteurs qui enregistrent veulent vendre ce qu'ils chantent. Mais ce n'est pas l'essentiel ! »

« Adolescente, je pouvais monter dans l'aigu beaucoup plus haut encore que ne l'exige le rôle de la Reine de la Nuit. Ensuite, j'ai perdu... une octave et demie. Cela ne m'a pas empêché de chanter tous les grands rôles coloratur. »

« Tina Kiberg n'est pas une soprano coloratur. Mais si elle fait les bons choix, si elle ne chante pas n'importe quoi — comme le fait Jessye Norman en ce moment, par exemple, — elle est la voix « top » du futur. Il y a longtemps que je n'avais vu une telle présence en scène. »

Propos recueillis par ANNE REY

## ARTS

### Péché d'orgueil

La mévente de la collection Costakis remet les pendules à l'heure dans les salles de vente

Un drame comme on a peu l'habitude d'en voir sur le marché des ventes aux enchères s'est joué chez Sotheby's, mercredi 4 avril, à Londres. L'optimisme était pourtant rigoureux peu avant la dispersion des vingt-six toiles, dessins et gouaches de l'avant-garde russe de la collection de Georges Costakis. « Je suis sûr que vous rendrez hommage à M. Costakis qui vient de nous quitter en contribuant au succès de cette vente », déclarait Julian Barran, qui officiait ce soir-là. L'hommage posthume tant attendu ne vint pas. Seuls dix lots trouvèrent preneurs pour un prix total de plus de 8 millions de francs. On en attendait 30 millions de francs. Un désastre.

Dès la première toile, une gouache symboliste *Portrait of the Artist's Wife (Consumption)* d'Ivan Klim, le ton était donné. Estimée à plus d'un million de francs, elle était ravale à 300 000 F devant un parterre de chaises vides. *Study for Landscape* de Raskin, un très beau dessin kaléidoscopique toujours du même, connaissait peu après le même sort.

Découragés par des estimations exorbitantes, les marchands américains n'avaient pas jugé bon de se déplacer. Même les Japonais, qui avaient activement participé aux enchères au cours des dernières ventes de ce type, brillaient ce soir-là par leur absence. La délégation soviétique, venue principale-

ment assister à la vente des caves de vin du tsar, se contenta de regarder. Seuls quelques amateurs suisses se manifestèrent.

On respirait un peu avec *Untitled* d'Ivan Puni, un dessin qui partit à 200 000 F, tout de même bien en dessous de son estimation. *Suprematisme*, une huile sur papier de Klim, arriva péniblement à près de 1 500 000 F, tandis qu'une autre lithographie de Malevitch restait K.O. à 702 000 francs dans un silence de marbre.

#### Incident de parcours

La plus grande surprise de la soirée fut l'adjudication d'un dessin pour un costume de *Roméo et Juliette*, d'Alexandra Exter, à un marchand allemand, qui, à 130 000 F doubia son estimation. La plus grosse déception fut sans doute le rachat d'*Abstraction*, de Rodchenko, à près de 3 millions de francs. Cette œuvre, qui rassemblait à un Sam Francis, était estimée à près de 20 millions de francs !

On toucha réellement le fond de l'abîme avec les toiles signées Georges Costakis. En dépit des appels d'enthousiasme longs du commissaire-priseur, aucune ne trouva grâce aux yeux des collectionneurs dans la salle.

A l'issue de la vente, le « staff » de Sotheby's se retira en conseil de

guerre. La salle, encore sous le choc, avait du mal à se remettre. « Après tout, Costakis n'était peut-être pas si populaire », dira un spectateur. Un collectionneur qualifia les estimations d'irresponsables.

Pour Alexis de Tiesenhausen, expert chez Christie's, « le marché de l'avant-garde russe n'a rien à voir avec le marché impressionniste et moderne. Il est confidentiel et pas encore spéculatif ». Dans un domaine qui souffre déjà d'un nombre important de faux, difficilement identifiables en raison du manque d'informations et d'experts incontestés, Sotheby's a sincèrement cru que le seul nom de Costakis comme garant de cette collection suffirait. Sans tenir compte des réalités du marché.

Christie's, le lendemain, saura éviter le piège. Ses estimations réalistes pour les quinze toiles de la collection Kurt Benedikt, codirecteur de la galerie Van Diemen à Berlin dans les années 1920-1930, lui rapportèrent comme prévu plus de 1 million de livres (près de 10 millions de francs). Ces gouaches, collages, reliefs et toiles, n'avaient été exposés que très rarement, voire jamais, pour la plus grande majorité.

Après un départ difficile, (les trois premiers lots furent ravalés), l'inquiétude se dissipa rapidement avec *Counter Relief* (1913), de Vladimir Baranov-Rossine, un coq désarticulé en bois qui s'envola

pour 2 730 000 F, vraisemblablement vers la Suisse. *Collage. Théâtre-cinéma* (1919-1920), de Rodchenko, sans doute un des plus dynamiques parmi ceux proposés jeudi, partit à 273 000 F pour les Etats-Unis. La pièce maîtresse de cette vente, la flamboyante *Colour Dynamic Composition* (1916-1917), d'Alexandra Exter, clôtura la vente. Elle fut annoncée avec une attention toute particulière. Après tout, elle était responsable à elle seule, de la moitié de l'estimation totale de la vente. Son prix : près de 4,5 millions de francs.

Que l'on ne s'y trompe pas. La mévente de la collection Costakis n'aura été qu'un incident de parcours dû à un excès d'optimisme, sinon d'orgueil. Elle ne remet pas en cause l'importance de l'avant-garde russe, qui est appelée prochainement à prendre place aux côtés des grandes figures de l'abstraction du vingtième siècle (à condition que les problèmes de provenance soient réglés). Les récentes ventes modernes et contemporaines à Londres et à Paris ont prouvé que le goût du public est en train d'évoluer, de mûrir rapidement. Il délaissé plus volontiers le post-impressionnisme pour l'abstrait. Les marchands suivent.

ALICE SEDAR

## NOTES

### « La Ronde de nuit » agressive

La Ronde de nuit a été endommagée vendredi 6 avril par un déséquilibre, qui l'a aspergée d'un décapant. L'œuvre de Rembrandt est maintenant affectée d'une tache blanche de trois centimètres de large et de vingt centimètres de long, mais les dégâts ne semblent pas irréparables. Exposé au Rijksmuseum d'Amsterdam, la Ronde de nuit avait déjà été poignardée en 1975 par un universitaire qui avait perdu la raison. Six mois de restauration avaient été nécessaires pour lui rendre son lustre. — (AFP)

### Cinéma et art d'Est en Ouest à Quimper

Essentiellement consacrées au cinéma soviétique, les huitième Rencontres art et cinéma de Quimper, qui se tiennent jusqu'au 17 avril, proposent des chefs d'œuvres et incunables des années 60 (dont la Lettre inachevée, de Mikhaïl Kalatzov) ; des films « écologiques », et un panorama du cinéma d'aujourd'hui. Le festival rend hommage au cinéaste britannique Alexander Mackendrick, avec *Whisky à gogo*, ou *l'Homme au complet blanc*. On peut également découvrir de nombreux films d'art. Une attention spéciale est réservée cette année à Christiani Boltanski avec la projection de l'intégrale de sa création au cinéma, notamment et des films sur ce plasticien.

### Une troupe venue de Téhéran

Pour la première fois, depuis presque deux décennies, une troupe iranienne se produit à Paris : le Théâtre national, compagnie affiliée au Bureau du théâtre iranien, qui existe depuis vingt-cinq ans, mais l'on doit à une nouvelle équipe, en place depuis deux ans, la venue de la *Tragédie de Siavache*, d'après le *Livre des rois*, une épopée sœur de l'*Iliade* ou du *Mahabharata*. Le spectacle est écrit et mis en scène par Sadegh Hafezi. Il est joué, par douze comédiens, en langue française, et accompagné de musique.

► Jusqu'au 13 avril, 20 h 30. Au Théâtre de Paris. Tél. : 49-95-09-00.

## ASIE

### La démocratie

Plus d'un million de personnes ont voté au cours d'un référendum en Chine pour décider si le pays devait rester une monarchie ou devenir une démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Cette année est importante pour la Chine. Elle a organisé un référendum pour décider si le pays devait rester une monarchie ou devenir une démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.

Le référendum a été organisé par le gouvernement chinois. Les électeurs ont voté pour ou contre la démocratie. Le résultat a été une victoire écrasante pour la démocratie.



## AGENDA

## CINÉMA

## LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT  
(47-04-24-24)

## SAMEDI

Quarante années de cinéma de Hong Kong: Parents Love (1960, v.o. traduction simultanée), de Chu Yuen, 15 h; Quarante années de cinéma de Hong Kong: The Cold Blade (1970, v.o. traduction simultanée), de Chu Yuen, 17 h; Quarante années de cinéma de Hong Kong: Home Coming (1984, v.o. s.t.f.), de Yim Ho, 19 h; Rétrospective Claude Jutra: le Dément du lac Jean-Jacques (1968), de Claude Jutra et Michel Beaulieu; Mouvement perpétuel (1949), de Claude Jutra; Pierrot des Bois (1956), de Claude Jutra; Il était une chaise (1957), de Norman McLaren et Claude Jutra, 21 h.

## DIMANCHE

Quarante années de cinéma de Hong Kong: Dangerous Encounters 1st Kind (1980, v.o. s.t.f.), de Tsui Hark, 15 h; Quarante années de cinéma de Hong Kong: Med. Med. Med. Second (1989, v.o. s.t.f.), de Wang Tien-lin, 17 h; Rétrospective Claude Jutra: Anna la bonne (1959), de Claude Jutra; Les Mains nées (1973), de Claude Jutra; 19 h: Rétrospective Claude Jutra: Félix Lachère troubadour (1959), de Claude Jutra; le Niger jeune républicain (1961), de Claude Jutra et Jean Roch; la Lettre Wandering, le catin la lutte (1981), de Claude Jutra, Michel Beaulieu, Marcel Carrière, Claude Fournier, 21 h.

## CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE  
(47-77-37-29)

## SAMEDI

La Cinéma cubain: Océ del Tio (1955, v.o. s.t.f.), de Nicolas Guillén Landrini; Aventuras de Juan Quirós (1967, v.o. s.t.f.), de Julio García Espinosa, 14 h 30; Un Sueno en el Parque (1965, v.o. s.t.f.), de Luis Rogelio Nogueras; El Bolo (1984, v.o. s.t.f.), de Mario Rivas; Quirós (1985, v.o. s.t.f.), de Juan Padrón; Vampiro en la Habana (1985, v.o. s.t.f.), de Juan Padrón, 17 h 30; El megano (1955, v.o. s.t.f.), de Julio García Espinosa et Tomas Gutierrez Alas; Cuba bella (1960, v.o. s.t.f.), de Julio García Espinosa, 20 h 30.

## DIMANCHE

La Cinéma cubain: 79 Primavera (1969, v.o. s.t.f.), de Santiago Alvarez; De cierta manera (1974, v.o. s.t.f.), de Sara Gómez, 14 h 30; Papeles secundarios (1989, v.o. s.t.f.), d'Orlando Rojas, 17 h 30; Buzura (1988, v.o. s.t.f.), de Lorenzo Bagelato; Piel (1988, v.o. s.t.f.), de Juan Carlos Tabío, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

## DIMANCHE

La Parisienne: Filles des rues; Bande annonce: Simone Barthe ou la Vertu (1960) de Marie-Claude Trelioux; Exotisme Nul (1979), de Jacques Drel, 14 h 30; Filles des rues: Portraits; la Rémouée (1986) d'Alain Cavalier; Faubourg Montmartre (1931) de Raymond Bernard, 16 h 30; Femmes du monde: Actualité Gaumont; la Héroïne Femme de Barbe-Bleue (1938), d'Ernest Lubitsch, 18 h 30; Réva de femmes; Bande annonce: Clio de 8 à 7 (1962), d'Agnès Varda; Femmes, Femmes (1974) de Paul Vecchiali, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

ADIEU AU FAUX PARADIS (A.L., v.o.): Utopie Champollion, 5 (43-26-84-85). ALWAYS (A.L., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Ambassade, 5 (43-59-19-08); UGC Biarritz, 5 (42-22-57-37); Paramount Opéra, 5 (42-22-56-31). BASSOIL CARRÉ (A.L., v.o.): Cinépolis, 5 (48-33-10-82). LA BAULE - LES PINS (F.): UGC Opéra, 5 (45-74-95-40). BERLIN JERUSALEM (F.-I., v.o.): L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). BORIS GODOUNOV (F.-Esp.-Yug., v.o.): Vendôme Opéra, 2 (47-42-97-82); Lumière, 5 (45-44-57-54). BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.): Utopie Champollion, 5 (43-26-84-85).

## LA CAMPAGNE DE CÉRÉON (F.)

Forum Opéra, 1 (42-33-42-28); Racine Odéon, 5 (43-28-19-08); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

## LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS

(A.L., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 5 (43-25-59-83); George V, 5 (45-62-41-46); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02); UGC Males, 17 (40-68-00-18); v.f.: Pathe Marignan-Concorde, 5 (43-59-82-82); Saint-Lazare-Pasquier, 5 (43-87-35-43); Pathe Française, 5 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (45-43-04-67); Fawcett, 13 (43-31-05-74); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathe Wepler II (ex-Images), 15 (45-22-47-94).

## CHARLIE (A.L., v.o.): Publicis Saint-Germain, 5 (42-22-72-00); v.f.: Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Rex, 2 (42-38-93-93); Gaumont Ambassade, 5 (43-59-19-08); George V, 5 (45-62-41-46); Fawcett, 13 (43-31-05-74); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathe Wepler II (ex-Images), 15 (45-22-47-94).

## PAS POL. (v.o.): 14 Juillet Parnasse, 5 (43-20-32-20)

## LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 5 (43-20-32-20)

## LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 5 (43-20-32-20)

## DO THE RIGHT THING (A.L., v.o.): Cinépolis, 5 (48-33-10-82)

## ELEMENTAIRE, MON CHER... LOCK HOLMES (Brit., v.o.): UGC Odéon, 5 (42-25-10-30); George V, 5 (45-62-41-46); v.f.: Miramar, 14 (43-20-32-20)

## ENTRE CIEL ET TERRE (A.L., v.o.): La Gode, 19 (46-42-13-13)

## ERREUR DE JEUNESSE (F.): Forum Opéra, 1 (42-33-42-28); Les Trois Lumière, 5 (46-43-37-77)

## ET LA LUMIÈRE FUT (F.-All.-I.): Lumière, 14 (42-78-47-86)

## LA FÊTE DES PÈRES (F.): UGC Montparnasse, 5 (45-74-95-40); George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CRIMES ET DÉLITS (A.L., v.o.): Pathe Impérial, 2 (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Odéon, 5 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 5 (42-25-10-30)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## SAMEDI 7 - DIMANCHE 8 AVRIL

## LA CAMPAGNE DE CÉRÉON (F.)

Forum Opéra, 1 (42-33-42-28); Racine Odéon, 5 (43-28-19-08); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

## LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS

(A.L., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 5 (43-25-59-83); George V, 5 (45-62-41-46); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02); UGC Males, 17 (40-68-00-18); v.f.: Pathe Marignan-Concorde, 5 (43-59-82-82); Saint-Lazare-Pasquier, 5 (43-87-35-43); Pathe Française, 5 (47-70-33-88); Les Nations, 12 (45-43-04-67); Fawcett, 13 (43-31-05-74); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathe Wepler II (ex-Images), 15 (45-22-47-94).

## CHARLIE (A.L., v.o.): Publicis Saint-Germain, 5 (42-22-72-00); v.f.: Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Rex, 2 (42-38-93-93); Gaumont Ambassade, 5 (43-59-19-08); George V, 5 (45-62-41-46); Fawcett, 13 (43-31-05-74); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathe Wepler II (ex-Images), 15 (45-22-47-94).

## PAS POL. (v.o.): 14 Juillet Parnasse, 5 (43-20-32-20)

## LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 5 (43-20-32-20)

## LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 5 (43-20-32-20)

## DO THE RIGHT THING (A.L., v.o.): Cinépolis, 5 (48-33-10-82)

## ELEMENTAIRE, MON CHER... LOCK HOLMES (Brit., v.o.): UGC Odéon, 5 (42-25-10-30); George V, 5 (45-62-41-46); v.f.: Miramar, 14 (43-20-32-20)

## ENTRE CIEL ET TERRE (A.L., v.o.): La Gode, 19 (46-42-13-13)

## ERREUR DE JEUNESSE (F.): Forum Opéra, 1 (42-33-42-28); Les Trois Lumière, 5 (46-43-37-77)

## ET LA LUMIÈRE FUT (F.-All.-I.): Lumière, 14 (42-78-47-86)

## LA FÊTE DES PÈRES (F.): UGC Montparnasse, 5 (45-74-95-40); George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CRIMES ET DÉLITS (A.L., v.o.): Pathe Impérial, 2 (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Odéon, 5 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 5 (42-25-10-30)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v.o.): George V, 5 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20)

## CINÉMA PARADISO (F.-I., v







## CHRONOLOGIE

## ÉTRANGER

2. - **LIBAN** : Une nouvelle trêve intervient dans les combats interchrétiens après trente heures de violents affrontements dans la banlieue est de Beyrouth. Cette offensive n'a pas plus que les précédentes permis à l'armée du général Aoun de venir à bout de la milice des Forces libanaises (du 2 au 7, du 11 au 14, 18-19, 20 et 31/III, 1-2/IV).

3. - **ANTARCTIQUE** : Les six membres de l'expédition Transantarctique (un Français, un Américain, un Britannique, un Chinois, un Japonais, un Soviétique) achèvent leur traversée du continent antarctique après avoir parcouru à skis 6 130 kilomètres en deux cent dix-huit jours (6).

4. - **AFRIQUE DU SUD** : M. Lennox Sebe, « président à vie » du bantoustan du Ciskei, est renversé par un coup d'État militaire dirigé par le général Josh Gqozo. Le nouveau pouvoir réclame la réintégration du Ciskei au sein de l'Afrique du Sud (du 6 au 10).

4. - **URSS** : Au premier tour des élections locales en Russie, en Ukraine et en Biélorussie, comme au second tour, le 18, les réformateurs et les radicaux remportent d'importants succès, en particulier à Moscou et à Leningrad (6, 7, 20 et 21).

## L'indépendance pour les pays baltes ?

Le 4, le second tour des élections locales en Lituanie confirme la victoire du Sajudis, qui milite pour l'indépendance, dans cette République balte annexée en 1940 par l'URSS comme l'Estonie et la Lettonie.

Le 11, le Parlement lituanien vote, par 124 voix sur 135, la restauration de la « souveraineté perdue en 1940 par l'intervention d'une force étrangère ». M. Vytautas Landsbergis, qui dirige le Sajudis depuis octobre 1988, est élu président du Parlement - et donc de la République. M. Mikhaïl Gorbatchev affirme, le 12, devant le Congrès des députés du peuple, que cette décision « affecte les intérêts vitaux et l'avenir de l'État soviétique ». Les pays occidentaux approuvent la proclamation lituanienne mais restent prudents, dans le souci de ne pas gêner M. Gorbatchev.

Le 15, le Congrès des députés vote une résolution mesurée qui confirme le droit constitutionnel de chaque République à la sécession mais elle affirme l'illégalité de la décision lituanienne tant qu'une loi n'aura pas défini les modalités d'application de ce droit. M. Gorbatchev se déclare prêt à un « dialogue » avec les Litu-

niens, mais exclut de « mener des pourparlers ». Les jours suivants, Moscou multiplie les pressions sur Vilnius, mais M. Gorbatchev assure, le 20, que « la force ne sera pas la solution au problème lituanien ».

A partir du 23, interviennent des mesures militaires d'intimidation avec l'arrivée de troupes et de chars soviétiques. Tandis que les Lituaniens affichent calme et résolution, M. Bush estime, le 23, que « toute tentative d'utiliser la force » ne pourrait que « se retourner » contre son auteur. Cependant l'armée soviétique, à Vilnius, en faveur des communistes anti-indépendantistes en occupant, le 25, deux immeubles du PC, puis, le 27, le siège du comité central du PC, avant d'interdire, dans des hôpitaux, des jeunes Lituaniens considérés comme « déserteurs ».

Le 30, le Parlement d'Estonie, où, comme en Lettonie, les nationalistes sont majoritaires depuis le scrutin local du 18 mars, vote à son tour en faveur de l'indépendance, mais en précisant qu'il ne s'agit que du « début d'un processus » et en laissant la voie ouverte à des négociations avec le Kremlin. (3 et à partir du 7).

6. - **AFGHANISTAN** : Une tentative de coup d'État, dirigée par le général Shamsur Tanai, ministre de la défense, échoue après de violents combats qui font d'importants dégâts et de nombreuses victimes à Kaboul (du 7 au 10 et 13).

6. - **JAPON-RFA** : Daimler-Benz et Mitsubishi annoncent qu'ils ont engagé des négociations en vue d'établir une coopération « intensive » dans les secteurs de l'automobile, l'électromécanique, l'aéronautique et les prestations de services (7 et 8).

6. - **POLOGNE-RFA** : Le chancelier Kohl (chrétien-démocrate) et son ministre des Affaires étrangères, M. Genscher (libéral), mettent fin à leur désaccord sur la question de la frontière Oder-Neisse avec la Pologne, dont l'inviolabilité est reconnue, le 8, par le Bundestag, à l'unanimité moins cinq abstentions (du 1<sup>er</sup> au 12).

9. - **FRANCE-POLOGNE** : MM. Jaruzelski et Mazowiecki, chef de l'État et premier ministre polonais, reçoivent à Paris le soutien de la France sur la question de la frontière germano-polonaise. M. Mitterrand souhaite qu'une « acte juridique international » garantisse l'intangibilité de cette frontière avant l'unification allemande (3, 7 et du 9 au 12).

10. - **HAÏTI** : Le général Prosper Avril, qui avait pris le pouvoir le 17 septembre 1988, démissionne sous la pression de manifestations contre le gouvernement militaire. Le 13, M<sup>me</sup> Ertha Pascal Trouillot, juge à la Cour de cassation, est nommée présidente provisoire, sur la proposition de l'Assemblée de concertation qui regroupe les douze principaux partis politiques. M<sup>me</sup> Trouillot forme, le 19, un gouvernement civil chargé d'organiser des élections démocratiques dans les plus brefs délais (2, du 8 au 19, 21, 24, 28 et 31).

11. - **CHILI** : M. Patricio Aylwin, président élu le 14 décembre 1989, succède au général Pinochet, qui reste à la tête de l'armée de terre. Il lance un appel à la « réconciliation dans la liberté retrouvée » (1<sup>er</sup>, du 10 au 14, 21, 22 et 23).

11. - **COMORES** : M. Said

Mohamed Djohar, chef de l'État par intérim, remporte l'élection présidentielle avec 55,02 % des suffrages (6, 9, 14, 16 et 29).

13. - **GRENADE** : Aux élections législatives, le Congrès national démocratique (centre) de M. Nicholas Brathwaite obtient 7 des 15 sièges du Parlement. M. Brathwaite, nommé premier ministre le 16, forme un gouvernement de coalition avec le Parti national (2 sièges ; - 12) qui était au pouvoir depuis décembre 1984 (14, 16 et 18-19).

13. - **ISRAËL** : En raison du désaccord persistant sur les projets de dialogue avec les Palestiniens, M. Itzhak Shamir, premier ministre (Likoud), limoge M. Shimon Peres, ministre des finances (travailliste), ce qui provoque la démission collective des autres ministres travaillistes et la fin du gouvernement d'union nationale formé le 22 décembre 1988. Le 15, M. Shamir est mis en minorité par un vote de censure à la Knesset. Le 20, M. Peres est chargé de former un nouveau gouvernement en tentant de constituer une majorité avec les partis religieux (du 3 au 8, du 11 au 17, 20, 22, 24, 28 et 31).

13. - **NICARAGUA** : Tandis que Cuba annonce la fin de son aide

## Mars 1990 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

12. et de l'État, le 15, puis leur remplacement, le 14 et le 21, par une nouvelle génération de réformistes (6, 10, 11-12, 13, 16, 17, 22, 23, 25-26 et 28).

24. - **AUSTRALIE** : Le Parti travailliste de M. Bob Hawke, au pouvoir depuis mars 1983, remporte les élections législatives pour la quatrième fois consécutive en obtenant 77 (- 9) des 148 sièges de la Chambre des représentants (24, 27 et 30).

24. - **SRI-LANKA** : La force indienne de « maintien de la paix » achève son retrait du nord de l'île. La guérilla séparatiste tamoule, qui est en pourparlers avec le président Premadasa, a pris le contrôle des zones évacuées (27/III et 3/IV).

25. - **HONGRIE** : Au premier tour des premières élections législatives libres depuis 1945, la majorité se prononce pour la démocratie et le rejet de l'ancien régime : le Forum démocratique hongrois (centre droit) obtient 24,71 % des suffrages, l'Alliance des démocrates libres (centre gauche), 21,38 % et le Parti socialiste hongrois (ex-communiste), 10,89 % (3, 9, 11-12, 16 et du 22 au 29/III, 1-2/IV).

27. - **GABON** : Le couvre-feu est décrié alors que se poursuivent des manifestations contre les mesures d'austérité et tandis que le président Bongo ouvre à Libreville une conférence nationale de tous les partis chargée de constituer un Rassemblement social-démocrate qui doit servir de « cadre d'apprentissage en vue du multipartisme » (4-5, 6, 11-12, 17, 20, 23, 25-26 et 29).

28-30. - **ZIMBABWE** : M. Robert Mugabe, au pouvoir depuis 1980, remporte l'élection présidentielle avec plus de 78 % des suffrages. Malgré les 46 % d'abstention, il affirme avoir reçu un « ferme mandat » pour « instaurer un système de parti unique » (28 et 30/III, 3/IV).

31. - **COTE-D'IVOIRE** : Le gouvernement annonce une baisse des salaires dans le secteur public et une contribution de solidarité dans le privé malgré les grèves et les manifestations déclenchées en prévision de ces décisions (du 4 au 7, 10, 13, 15, 17, 28 et 29/III, 1-2 et 4/IV).

31. - **GRANDE-BRETAGNE** : Le centre de Londres est dévasté par une émeute à l'issue d'une manifestation qui avait rassemblé près de 200 000 personnes contre la loi de l'immigration, le 1<sup>er</sup> avril, de ce nouvel impôt local, qui fait payer les pauvres autant que les riches, a suscité une vague de protestations et de manifestations (11-12, 14, 16, 22, 23, 24 et 27/III, 3/IV).

## CULTURE

4. - *Trop belle pour toi* qui remporte cinq césars, dont ceux du meilleur film, du meilleur réalisateur pour Bertrand Blier et de la meilleure actrice pour Carole Bouquet (3 et 6).

12. - Mort de Rosamond Lehmann, écrivain britannique (15).

12. - Mort de Karl Münchinger, chef d'orchestre suisse-allemand (22).

12. - Mort de Philippe Soupault, poète et romancier, l'un des fondateurs du surréalisme (13 et 16).

13. - Mort de Bruno Bettelheim, psychanalyste américain spécialiste de l'autisme infantile (15 et 18-19).

16. - William Christie et Jean-Marie Villégier reçoivent au Châtelet la version originale du *Malade imaginaire* de Molière, avec la musique de Marc-Antoine Charpentier (24).

16. - Ouverture d'une exposition consacrée à l'Art précolombien du Mexique au Grand Palais à Paris (15).

17. - La version intégrale des *Trois Truands* de Bertolt Brecht, dirigée par Myung Whun Chung et mise en scène par Pier Luigi Pizzi, est la première production lyrique donnée à l'Opéra-Bastille (15 et 20/III, 3 et 4/IV).

19. - M. Mitterrand choisit le projet de l'architecte Francis Soler

## FRANCE

4. - M. Michel Rocard annule deux décrets réglementant le fichage informatisé des personnes par les renseignements généraux, après le tollé suscité par leur publication au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> mars (du 3 au 12 et 15).

4. - M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, annonce le lancement du mouvement France unie pour regrouper les centristes de la majorité présidentielle (du 3 au 7, 20 et 27).

5. - Cent mille agents recenseurs procèdent au 32<sup>e</sup> recensement de la population jusqu'au 5 avril (3).

5. - M. Michel Noir (RPR) et M. François Léotard (UDF), ainsi que sept autres personnalités (trois RPR et quatre UDF), lancent à tous les citoyens et élus partisans de l'union et de la rénovation de l'opposition un appel pour la constitution d'une Force unie (du 6 au 13, 15, 16, 21, 22, 24, 28 et 29/III, 1-2/IV).

6. - Le comité de coordination de l'opposition approuve le principe de « primaires à la française » pour la désignation d'un candidat unique à la présidentielle et souhaite la convocation en 1990 d'une « convention nationale des élus » (du 7 au 13, 22, 23 et 28).

6. - M. Lionel Jospin installe le Conseil national des programmes dont les vingt-deux membres, issus du système éducatif et du monde économique, ont pour mission la refonte des contenus et des programmes de la maternelle à l'université (1<sup>er</sup>, 2 et 7).

8. - Un décret publié au *Journal officiel* autorise le département breton des Côtes-du-Nord à s'appeler désormais Côtes-d'Armor (9 et 11-12).

9. - M. Rocard installe le Haut Conseil de l'intégration : composé de neuf membres et présidé par M. Marcoux Long, il est chargé de favoriser une meilleure intégration des immigrés (10 et 11-12).

9. - Les internes et les chefs de clinique, qui faisaient la grève des soins depuis deux mois, cessent leur mouvement, le jour même où les caisses d'assurance-maladie et le plus petit des trois syndicats de médecins signent la nouvelle convention médicale, qui prévoit un « gel » partiel et provisoire du secteur à honoraires libres (du 1<sup>er</sup> au 13, 20 et 31).

9. - Fouad Ali Salih et huit autres membres d'un réseau terroriste chiite responsable d'une quinzaine d'attentats meurtriers à Paris en 1985 et 1986 sont condamnés, le premier à vingt ans d'emprisonnement et les autres à des peines de cinq à dix ans, par le tribunal correctionnel de Paris, devant lequel ils avaient comparu du 29 janvier au 9 février avant d'être jugés par la cour d'assises (du 30/1 au 12/II, 10 et 11-12/III).

10. - Deux crimes racistes contre des jeunes Maghrébines sont commis à Saint-Florentin (Yonne) et à Rouanne (Loire). Ils suscitent une indignation quasi générale dans la classe politique et M. Charles Pasqua (RPR) propose, le 13, un dialogue gouvernement-opposition sur la lutte contre le racisme (du 13 au 17).

12. - Le Parlement européen lève à nouveau, par 140 voix contre 6, l'immunité parlementaire de M. Jean-Marie Le Pen pour ses propos d'août 1989 sur le rôle de l'« internationale juive » dans « la création de l'État antisioniste » (14, 17, 28 et 30).

15-18. - Le congrès du Parti socialiste se réunit à Rennes alors que les votes des militants ont placé presque à égalité les motions de M. Mauroy et Jospin (28,94 % des mandats) et de M. Fabius (28,84 %), devant celles de M. Rocard (24,26 %) et de M. Chevènement (8,52 %) et de M. Poperen (7,20 %). A l'issue de quatre jours de confusion et d'affrontements, ces différents courants n'arrivent ni à s'entendre sur une motion de synthèse, ni même à dégager une majorité. Ce n'est que le 21 au matin, à Paris, après une nouvelle nuit de discussions, que les principaux dirigeants du PS parviennent à la « synthèse générale » : l'accord porte sur la répartition des postes à la direction du parti et le maintien de M. Mauroy comme premier secrétaire, ainsi que sur un texte politique intitulé « Rassembler à gauche » (du 1<sup>er</sup> au 30).

16. - Tiquous Lamazou, à bord d'*Escouad'Aquiline*, remporte le Vendée Globe Challenge réservé aux voiliers monocoques de 60 pieds (18,28 mètres), la première véritable course autour du monde en solitaire et sans escale, en couvrant les 25 000 milles (40 000 kilomètres) du parcours dans le temps record de 109 jours

Il faut annuler 30% de la dette pour relancer l'investissement

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français

Le Conseil des Français



# ÉCONOMIE

Un entretien avec M. Jean Pierre Prouteau

## « Il faut annuler 30% de la dette privée pour relancer l'investissement en Afrique » nous déclare le président du Conseil des investisseurs français

Le chef d'Etat du Rwanda M. Juvénal Habyarimana a achevé le vendredi 6 avril une visite officielle en France au cours de laquelle il a rencontré M. Mitterrand. Le Rwanda, pays des moins avancés (PMA), est un Etat très pauvre, modérément endetté (à hauteur de 3,5 milliards de francs), dont la principale ressource est le café. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le président du CIAN (Conseil des investisseurs français en Afrique) M. Jean Pierre Prouteau, qui a rencontré le 3 avril le président Habyarimana, plaide pour une annulation de 30% de la dette privée africaine.

D'homme que cet homme là. Chaleureux et passionné, convaincu par sa cause, celle de l'Afrique, il n'attend pas qu'on l'interroge pour formuler ses réponses, allant et venant d'un pas décidé devant une vieille carte du Continent Noir dessinée par l'Institut National de Géographie. Il passe sans transition du vouvoiement au tutoiement, fait craquer le parquet en se précipitant sur un dossier qu'il ouvre et déchiffre pour mieux persuader.

Nous sommes boulevard Haussmann, dans les bureaux parisiens du CIAN, le Conseil des investisseurs français en Afrique. Son président, M. Jean Pierre Prouteau, la soixantaine en vue, a publié en février, pour la seconde année consécutive, un rapport « France-Afrique » dont les conclusions sont des plus alarmantes sur le désinvestissement massif des opérateurs privés. « Positifs de 300 millions de francs en 1983, ils étaient négatifs de -4,7 milliards de francs en 1988. On a assisté à un effondrement des flux bancaires privés et des crédits à l'exportation vers l'Afrique sub-sa-

harienne. » Pour cet ex-officier de marine et ancien Grand Maître du Grand Orient de France, qui fut le secrétaire d'Etat aux PMA du troisième gouvernement Barre, l'Afrique ne mérite pas ce traitement. « A ce rythme, plus aucun de nous n'y sera dans dix ans. Il est vrai que personne n'a envie d'acheter d'appartement dans une maison qui brûle ». Son enquête sur le comportement des investisseurs français de l'époque coloniale est éloquent. Après sept années de crise en Afrique Noire, les filiales de firmes tricolores établies dans cette zone sont passées de 1 500 à 1 300. En 1988, dernière année passée sous revue, les 470 filiales qui ont répondu au questionnaire de M. Prouteau ont constaté un léger redressement des chiffres d'affaires (+ 5 %) et une amélioration des rentabilités. Mais les situations défavorables ont persisté, les effectifs expatriés ont diminué de 11 %, les investissements d'expansion ont été stoppés net. « Pour les trois ans à venir, explique Jean Pierre Prouteau, 32 % envisagent des réductions d'activité, 48 % n'envisagent pas d'investir, 77 % souhaitent redéployer leurs investissements hors d'Afrique. »

### Nombres bloqués

Pour lui, la crise africaine s'enlise dans de nombreux blocages : l'absence de mesures d'allègement de la dette publique pour les pays les moins avancés dits « intermédiaires », l'imbroglio de la dette privée, la baisse des prix des produits de base, la stagnation des marchés bancaires locaux. « Il faut d'urgence situer les responsabilités en matière de dette privée. Nous soulevons le scénario de la CNUCED (1) qui prévoit une annulation de 30% de la dette contractée auprès des banques commerciales. C'est une condition indispensable pour relancer l'investissement privé en Afrique ». Dans son style direct, Jean-Pierre Prouteau se dit stupéfait de ne trouver dans le rapport

du CAD (Comité d'aide au développement de l'OCDE) « aucune analyse des aspects privés ». Son autre cheval de bataille est plus symbolique : « Il faut encourager l'intégration commerciale régionale à travers des livres accords entre deux ou trois pays. On pourrait imaginer des marchés uniques réunissant la Guinée et la Côte d'Ivoire, ou le Ghana, le Cameroun et le Gabon. L'Afrique compte deux pôles de développement : la zone australe, à condition que l'évolution se poursuive en Afrique du Sud et que la paix intervienne entre l'Angola et le Mozambique ; le grand Maghreb qui peut être un mythe unificateur et déclencher un engouement commercial, même si le processus doit prendre cinquante ans. » M. Prouteau admet que jusqu'ici, les remembrements commerciaux par delà les régions africaines existantes ont échoué, ne résistant pas aux particularismes. C'est pourquoi il plaide pour les rapprochements de voisinage.

En attendant, le patron du CIAN formule des vœux pressants : que la direction française du Trésor crée une cellule d'urgence pour étudier l'évolution des aspects privés français au Tiers Monde. Que le nombre des coopérateurs privés à l'appui au secteur privé (actuellement une trentaine sur les 7 500 en poste) soit augmenté. Que les ministères concernés (coopération, affaires étrangères) redéfinissent une stratégie d'intervention à la fois pour les « pays du champ » (ceux d'Afrique francophone auxquels s'ajoutent la Namibie et le Mozambique) et les pays « hors champ ».

« Bien sûr, le marché asiatique existe, termine M. Prouteau, mais je crois aux zones de proximité. L'Europe achète 60% de ce que vend l'Afrique, laquelle se procure 60% de ses importations en Europe. On ne peut pas dire que tout cela n'est rien ! »

ERIC FOTTORINO  
(1) Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.

ETRANGER

Une première au Venezuela

## Le PDG de Nestlé est nommé conseiller économique du président Perez

L'administrateur délégué du groupe suisse Nestlé, M. Helmut Maucher, vient d'être nommé conseiller économique spécial du gouvernement vénézuélien par le président Carlos Andres Perez. Annoncé la veille à Caracas, où M. Maucher se trouve en déplacement, la nouvelle nous a été confirmée vendredi 6 avril à Vevey, siège de la plus grande multinationale helvétique.

BERNE

de notre correspondant

Il est bien loin le temps où dans l'euphorie pétrolière de son premier mandat, il y a une quinzaine d'années, le président social-démocrate du Venezuela, M. Carlos Andres Perez, pourfendait « la dictature des multinationales ». Alors que depuis son retour au pouvoir, il y a un an, son

pays se débat dans l'une des plus graves crises de son histoire, le même Cap, comme l'appellent familièrement ses compatriotes, n'a pas hésité à appeler à la rescousse le PDG de l'une des multinationales nées des hommes pour l'aider à sortir le Venezuela de l'impasse. Pour ce qui constitue en quelque sorte une première, le choix du président vénézuélien s'est porté sur l'austère patron d'origine ouest-allemande de Nestlé SA, le géant suisse de l'industrie alimentaire.

A Vevey, siège de la société, un porte-parole nous a précisé que M. Maucher sera plus particulièrement chargé de la promotion des investissements étrangers au Venezuela. Sa nouvelle fonction répond au souci du gouvernement de M. Perez d'attirer des capitaux étrangers, notamment par des accords cadres de coopération économique et de rachat de la dette (plus de 30 milliards de dollars). A Caracas, le PDG de Nestlé a estimé que les investissements étrangers sont appelés à « jouer un

rôle extrêmement important » dans l'économie vénézuélienne qu'il a définie comme « libre avec une orientation sociale ». A Vevey, on ajoute que le gouvernement de Caracas est « convaincu que la libre entreprise est une bonne chose et que les sociétés étrangères ne sont pas nécessairement néfastes ». On rappelle qu'il n'y a pas de lien entre les activités futures et présentes de Nestlé sur place - où le groupe possède deux usines - et la nomination de son patron comme conseiller du gouvernement. « M. Maucher, ajoute-t-on, s'engage à titre individuel en apportant un soutien ponctuel à un gouvernement, ce qui l'amènera sans doute un peu plus souvent à Caracas mais il reste avant tout administrateur délégué du groupe ». En mai prochain, il cumulera cette fonction avec celle de président du conseil d'administration de Nestlé, vraisemblablement jusqu'à sa retraite, en 1992.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Avant même l'annonce de la privatisation

## Plusieurs groupes scandinaves ont déjà conclu des accords avec les chantiers navals polonais

L'annonce de la privatisation et de la mise en vente prochaine des chantiers navals polonais de Gdansk (le Monde du 7 avril) a suscité la réaction suivante de M. Alain Grill, PDG des Chantiers français de l'Atlantique à Saint-Nazaire : « Nous avons suffisamment d'efforts de productivité à accomplir encore chez nous en France pour penser à acrocholer notre capacité de production par croissance externe. » Il y a donc très peu de chances pour que des industriels français s'intéressent aux chantiers Laine de Gdansk, sauf pour des coopérations techniques ponctuelles.

En revanche, des groupes scandinaves ont depuis plusieurs mois déjà noué des contacts étroits avec les chantiers polonais. La société norvégienne Kvaerner (qui exploite notamment une flotte de navires gaziers) est associée avec

les chantiers de Gdynia pour le management, et la coopération, tout naturellement, pourrait se renforcer. C'est Kvaerner qui, l'an dernier, avait déjà racheté le chantier écossais Govan. Le chantier de Szczecin est, lui, en relation suivie avec le groupe danois Burmeister and Wain.

La construction navale polonaise est regroupée autour de trois chantiers principaux. Celui de Gdynia (6 500 salariés) peut réaliser des grands navires, jusqu'à 400 000 tonnes de port en lourd. Son carnet de commandes comprend notamment deux navires transporteurs de marchandises en vrac (minerais, céréales) pour le groupe français Louis Dreyfus, qui seront livrés à l'été 1991 et à l'été 1992. Cet armateur y aura fait construire, en tout, huit navires.

Les chantiers de Szczecin (6 000 ouvriers) sont équipés de six cales

inclinaison de lancement et construisent des navires de taille moyenne. Celui de Gdansk (au rachat duquel s'était intéressée l'an dernier la riche héritière américaine d'origine polonaise Barbara Piaskec Johnson) est le plus important puisqu'il emploie 7 500 personnes. Il est équipé de cinq cales inclinées et de deux aires de lancement. On y fabrique des navires de 50 000 tonnes au maximum et de 220 mètres de long (porte-conteneurs, navires frigorifiques, dragues...). L'an dernier, la Pologne a livré 33 navires pour 167 000 tonnes, alors qu'en 1988 les chantiers avaient produit 51 navires pour 275 000 tonnes. A la fin décembre 1989, le carnet de commandes des chantiers de Pologne comprenait 161 navires au total pour 1 million de tonnes de jauge brute.

F. GR.

## REPÈRES

### CHOMAGE

Baisse de 0,1 % en mars aux Etats-Unis

Le taux de chômage est passé de 5,3 % en février à 5,2 % en mars aux Etats-Unis, a annoncé, vendredi 6 avril, le département du travail. En revanche, les créations nettes d'emplois ont été peu nombreuses (28 000), à comparer au chiffre particulièrement élevé de février qui était de 350 000. Il s'agit de la plus faible performance depuis juin 1989, où l'économie américaine avait créé 110 000 emplois non agricoles. Le secteur industriel a perdu 96 000 emplois, tandis que dans le secteur des services 122 000 postes supplémentaires ont été créés.

### PESTE PORCINE

Mesures financières de la CEE

La CEE va verser 80 millions de dollars (350 millions de francs français) d'indemnités aux éleveurs belges pour abattre et détruire les porcs dans les régions touchées par la peste porcine, a annoncé le 6 avril un porte-parole de la Commission européenne. Ces mesures, qui s'appliqueront du 12 avril au 10 mai, concerneront au total 245 000 porcs en âge d'être abattus (plus de 110 000 et 175 000 porcelets). Ces animaux sont bloqués dans la zone de surveillance mise en place par les autorités belges dans les régions infectées de Flandre. L'opération coûtera au total 50 millions d'euros (111 millions de francs français), dont 10 millions à la charge du gouvernement belge. Depuis février, cinquante-trois foyers de peste porcine ont été découverts en Belgique.

## SOCIAL

Les tentatives de reconstitution syndicale

## CFDT, FEN et autonomes fêteront ensemble le 1<sup>er</sup> mai

A défaut de pouvoir célébrer la reconstitution syndicale qu'elles appellent de leurs vœux, c'est sous le signe de la « convergence » que la CFDT et la FEN commémoreront le centenaire du 1<sup>er</sup> mai. Ces deux organisations seront rejointes par la Fédération générale autonome des fonctionnaires, le Syndicat national unifié des instituteurs ainsi que par les étudiants de l'UNEF-ID. Finché de mettre sur pieds un défilé risquant fort de faire trop cruellement apparaître le peu de succès que rencontrent ce genre d'initiative, ces organisations ont soigneusement préféré opter pour une soirée commune au Cirque d'Hiver, à Paris, en présence de syndicalistes d'Europe de l'Est et du Chili. Lors d'une conférence de presse, vendredi 6 avril, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT a vivement regretté que FO, la CFTC et la CFE-CGC, aient décliné l'invitation. La CGT, pour

sa part, n'a pas eu à répondre. « Compte tenu de la ligne actuelle, on ne voit pas très bien sur quel terrain nous pourrions agir en commun », a expliqué M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN alors que M. Kaspar estime que les cégétistes n'ont « pas encore tiré les enseignements fondamentaux des événements à l'Est ». A vrai dire, la centrale de Montreuil ne s'en soucie guère. Comme chaque année elle invoque « la montée des mécontentements » et s'auto-persuade de la possibilité d'organiser « un 1<sup>er</sup> Mai de dimension exceptionnelle ». Or, si la CGT est effectivement parvenue à mobiliser le 31 mars sur le thème de la protection sociale, il lui faut aussi gérer l'échec patent de la grève générale qu'elle a lancée aux FTT avec le concours - éphémère - de FO.

J.-M.N.

## EN BREF

■ Feu vert du gouvernement britannique au rachat d'AMI Healthcare. Le gouvernement britannique a donné vendredi 6 avril son accord à la prise de contrôle par le groupe français Générale des eaux de la chaîne de cliniques AMI Healthcare UK. M. Nicholas Ridley, ministre du commerce et de l'industrie, a indiqué, en effet, qu'il ne soumettra pas l'opération (d'un montant total de 245 millions de livres, soit 2,278 milliards de francs) à la commission des monopoles et des fusions.

■ La Générale a racheté les 65 % de AMI Healthcare détenus par la chaîne mère américaine AMI, et lancé une OPA sur le reste du capital (le Monde du 10 mars).

■ Unifred Africaine rachetée par ses salariés. Le conseil d'administration de la compagnie américaine United Airlines a accepté, le 6 avril, de vendre l'entreprise à ses salariés pour 4,38 milliards de dollars (25 milliards de francs). Regroupés dans l'United Employee Acquisition Corp. (UEAC), les salariés verseront pour chaque action 155 dollars au comptant, 354 dollars en obligations et 11 dollars pour les actions de Covia, le système de réservation électronique de la compagnie. En octobre 1990, les syndicats de pilotes et de mécaniciens n'étaient pas parvenus à recueillir les 6,75 milliards de dollars nécessaires à leur OPA sur United et avaient provoqué ainsi un mini-crash à Wall Street.

■ Machinisme agricole : Fiat et Ford négocient un accord. - Fiat et Ford ont entamé des pourparlers qui pourraient déboucher sur « des accords au niveau mondial » dans le domaine des tracteurs et machines agricoles. L'information

a été rendue publique par un communiqué publié simultanément par les deux groupes vendredi 6 avril à Detroit et à Turin. Ce communiqué commun précise que les deux constructeurs automobiles ont également engagé des discussions pour rechercher des « voies possibles de coopération » dans le secteur des véhicules industriels lourds. Il s'agit de la troisième série de négociations amorcées depuis 1985 entre l'américain Ford Motor Company et le groupe turinois, les deux précédentes ayant échoué.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

## CHAMPS

### Le Monde ÉCONOMIQUES

## TRANSPORTS

### L'électrification de la ligne Paris - Clermont-Ferrand

L'électrification de la voie ferrée Paris - Clermont-Ferrand, qui est entrée en service le 25 mars, après son inauguration par le président de la République, permet d'augmenter la vitesse des trains qui circulent sur cette ligne. En effet, le remplacement des diesels par des motrices électriques offrant de meilleures accélérations ramène le temps de transport entre les deux villes de 4 h 3 à 3 h 39, dans le cas le plus défavorable, et de 3 h 45 à 3 h 27 pour les trains les plus rapides.

La SNCF lancera, à partir de l'automne 1990, un nouveau train direct encore plus performant, qui mettra Clermont à 3 h 10 de la capitale. Ces améliorations ont été rendues possibles par un investissement de 2 milliards de francs, supporté aux deux tiers par la SNCF et au tiers par l'Etat.



## REVUE DES VALEURS

## BOURSE DE PARIS

Où est passée la graille des semaines précédentes ? D'un coup, la hausse sans conviction des derniers jours de mars a été balayée par une vague d'achats dont l'ampleur et la vigueur sont allées en s'amplifiant au fil des semaines. Le bilan d'un vendredi sur l'autre est particulièrement exceptionnel avec une progression atteignant les 4,9 %. Une performance jamais vue depuis la première semaine de janvier 1989. Dans ce contexte, les indices boursiers ont retrouvé leurs plus hauts niveaux. Si le CAC 240, en s'inscrivant à 542,8 vendredi, se rapproche de 3,4 % de son record (561,6) établi le 11 octobre dernier, le CAC 40, quant à lui, nettement amélioré son score et atteint de nouveaux sommets dès mercredi. Il terminait la dernière séance à 206,89 points, améliorant de 3,1 % son précédent record (200,64) inscrit le 4 janvier.

Cette amplification brutale d'une reprise amorcée doucement depuis près d'un mois a été provoquée par le retour massif des intervenants étrangers venant investir, selon un banquier, sur un « marché rassurant, ce qui est rare dans l'environnement international ». Leur opinion favorable sur la conjoncture française a été confortée par la fermeté du franc et par le processus de désescalade des taux d'intérêt amorcé dès lundi par les autorités monétaires et suivi plus tard par les banques.

« Comme d'habitude, les opérateurs anglo-saxons ont été les plus rapides et nous ont devancés sur le marché », reconnaît un gestionnaire, tout de même surpris et sceptique, devant la force du mouvement avant d'ajouter : « Nous nous sommes laissés surprendre et nous n'avons pas cru à une hausse aussi vigoureuse des valeurs. » « Est-il encore temps de prendre le train en marche ? » se demandait vendredi une analyste financière au regard de la semaine écoulée.

Lundi, la journée démarrait mal avec la chute de 6,6 % de la Bourse de Tokyo. Après un recul de 1,07 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 descendait jusqu'à 1,7 % en début d'après-midi. Il se reprenait légèrement à l'annonce par la Banque de France d'une diminution d'un quart de point de ses taux directeurs. La séance se terminait sur un retrait de 1,25 %. Ce sera la seule journée de baisse de la semaine, toutes les autres s'illustrant par des scores positifs.

Le ton sera donné mardi (+1,97 %) dans un marché sortant subitement de sa torpeur et encouragé par les déclarations gouvernementales à l'occasion de la réunion de la commission des comptes de la nation. Les pouvoirs publics tablent sur une croissance de 3,2 % en 1990, et le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, estime

## Emporté par la hausse

que le commerce extérieur de la France devrait revenir à l'équilibre d'il y a un ou deux ans. Dès le lendemain, la hausse des valeurs permettait à l'indice CAC 40 de dépasser un moment son précédent record de janvier grâce à une hausse de plus de 1 %. Mais en fin de séance, la performance ne sera pas confirmée, la progression revenant à 0,8 %. Il faudra attendre jeudi pour voir le précédent record établi trois semaines auparavant, grâce au gain de 1,33 %. La crainte d'un resserrement des taux en Allemagne ne semblait pas affecter les intervenants.

Vendredi, le mouvement s'accélérait brutalement : les boursiers, à l'image de leurs collègues nippons quelques heures auparavant à Tokyo, saluaient l'accord commercial signé entre le Japon et les États-Unis à la veille de la réunion du groupe des Sept (G7) à Paris. Ce jour-là, l'ampleur des transactions dès le début de la séance donna plus d'un intervenant. En fin de matinée, le volume des échanges sur le marché à règlement mensuel dépassait les 2 milliards de francs, soit l'équivalent du montant enregistré lors d'une séance normale. Toutes les grandes valeurs de la cote profitaient de cet engouement jugé par certains « démesuré », et l'indice CAC 40 se maintenait en permanence au-dessus des 2 %. Il terminait la journée sur une hausse de 2,06 %.

## L'effet retard

Cette vague déferlante d'achats, étrangers mais aussi en partie français, s'est portée sur les valeurs phares, les blue chips du règlement mensuel, qui avaient particulièrement souffert depuis le mois d'octobre dernier. L'un des exemples les plus frappants restera Lafarge où plus de 2,6 millions de titres soit 5 % du capital, ont changé de mains durant les cinq séances. Ce revirement soudain n'a pas inquiété les responsables du deuxième clientier mondial, pour qui l'engouement est essentiellement dû à un effet de rattrapage. Signe de cette sérénité, le président du groupe, M. Bertrand Collobert, n'a pas jugé bon d'interrompre son voyage au Brésil. Redressement appréciable également pour Peugeot, L'Oréal et l'Air liquide.

Un autre poids lourd de la cote, la CGE s'est illustrée cette semaine lors de la présentation de ses résultats (5 milliards de francs de bénéfice par groupe) avec l'annonce de trois opérations. La firme privée a décidé de renforcer sa « vocation

## Semaine du 2 avril au 6 avril

industrielle » en changeant de nom. Dès l'an prochain, la CGE s'appellera Alcatel Alsthom Compagnie générale d'électricité. D'ici là, le groupe aura renforcé ses fonds propres pour aider ses filiales à saisir toutes les occasions d'achats, grâce à une émission d'obligations convertibles pour un montant de 5 milliards de francs. Enfin, dans le cadre de la rationalisation de ses structures, l'une de ses filiales, Electro Financière, absorbera une autre filiale la Générale occidentale. L'absorption devrait se faire sur la base de sept actions GO pour cinq Electro Financière. Le nouvel ensemble, dont la CGE détiendra la majorité des droits de vote, aura une capitalisation boursière de 10 milliards de francs.

D'autres groupes tels Pechiney, Lyonnaise des eaux et Yves Saint Laurent ont annoncé leurs résultats cette semaine. Tous ont enregistré des bénéfices en hausse, à l'exception de la SCOA, qui n'en finit pas de perdre de l'argent. Cette filiale de Paribas a enregistré un déficit record de 629 millions de francs pour 11,2 milliards de francs de chiffre d'affaires, contre une perte de 136 millions en 1988 et de 174 millions en 1987. Un professionnel de la distribution, M. Jacques Marcellet, vient de prendre les rênes de cette entreprise pour tenter de la remettre sur les rails.

Après le réajustement des structures de la Compagnie financière de Paribas, la semaine dernière, la situation semble se débloquer dans le conflit opposant à la Navigation mixte. Les négociations ont repris entre les deux groupes après une interruption de plus de trois mois. Les pourparlers pourraient aboutir avant le 30 mai, date de l'assemblée générale de Paribas, et une solution devrait être trouvée pour débloquer l'échec de la compagnie de la rue d'Antin à 40 % de la Navigation mixte, et le groupe de M. Fourrier 12,5 % de Paribas.

Enfin, après l'UAP, le marché à règlement mensuel devrait accueillir prochainement deux autres compagnies d'assurances, la AGF et le GAN, transférées du comptant en même temps que la SPEP, le holding du groupe Schneider. Le second marché s'est, quant à lui, enrichi cette semaine de deux nouvelles entreprises, portant à quatre le nombre des arrivées depuis le début de l'année. Dans les deux cas, le succès a été considérable. Le 5 avril, l'engouement a été tel sur les actions Biopact, entreprise spécialisée dans la boulangerie industrielle, que seule 0,8 % de la demande a été servie. Quant à la Comareg, filiale d'Havas spécialisée dans la presse gratuite, elle a été emportée par les ordres d'achat (108 millions de demandes pour 720 000 titres proposés). L'introduction a été reportée au 10 avril. Elle se fera sous la forme d'une offre publique de vente au prix maximum de 290 francs. L'actionnaire a donc toujours un faible pour la baguette de pain et le journal.

DOMINIQUE GALLOIS

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK Expectative

La Bourse new-yorkaise s'est mise à l'heure japonaise au cours de la semaine, n'enregistrant pas toutefois des pertes analogues à celles de la place financière nipponne. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a finalement fini la semaine à 2 717,11, en hausse de 9,9 points par rapport à la clôture de vendredi dernier. Malgré la résistance relative de Wall Street, les analystes s'inquiètent de plus en plus d'une contagion possible de la déprime de Tokyo. Les inquiétudes intenses des investisseurs sur l'évolution de l'économie américaine et sur celle des taux d'intérêt à long terme semblent inciter à la prudence, comme l'indique le ralentissement de l'activité boursière, avec une moyenne quotidienne de 144 millions d'actions échangées. Vendredi, le marché réagissait négativement aux dernières statistiques sur l'emploi et les valeurs se dépréciaient de 4,06 points.

Indice Dow Jones du 6 avril : 2 717,11 (contre 2 707,21).

|                        | Cours 30 mars | Cours 6 avril |
|------------------------|---------------|---------------|
| Alcoa                  | 64 3/4        | 62 1/8        |
| AT&T                   | 42            | 41 1/2        |
| Boeing                 | 71 3/4        | 72 7/8        |
| Chrysler               | 27 7/8        | 27 1/2        |
| Du Pont de Nemours     | 38 1/2        | 37 7/8        |
| Eastman Kodak          | 39 1/8        | 39 7/8        |
| Exxon                  | 47 1/4        | 46 1/4        |
| General Electric       | 47 1/4        | 46 7/8        |
| General Motors         | 64 1/4        | 64 3/8        |
| Goodyear               | 45 7/8        | 46 1/4        |
| IBM                    | 106 1/4       | 105 7/8       |
| ITT                    | 53 1/2        | 53 7/8        |
| McCall Oil             | 61 1/2        | 61            |
| Pfizer                 | 68 5/8        | 67 1/2        |
| Schlumberger           | 52 3/4        | 51 7/8        |
| Shell                  | 58 3/4        | 59 1/8        |
| UAI Corp. (en Allegr.) | 160 1/2       | 163 1/2       |
| Union Carbide          | 21 5/8        | 21 1/2        |
| USX                    | 35 5/8        | 35 7/8        |
| Westinghouse           | 75 1/2        | 75 1/4        |
| Xerox Corp.            | 55 5/8        | 54 5/8        |

## LONDRES

## Baisse

Les frénétiques du week-end dernier, lors de la manifestation londonienne contre la poll tax et les mauvais résultats du gouvernement dans les derniers sondages d'opinion ont réveillé les craintes de la City d'une victoire de l'opposition aux prochaines élections, déprimant le marché boursier en l'absence de toute nouvelle statistique économique. L'indice Footsie des cent principales valeurs s'est déprécié de plus de 1 % perdant 26,5 points par rapport au vendredi précédent, sur un marché qui est resté calme avant la réunion samedi à Paris du groupe des Sept. L'indice FT du 6 avril : 100 valeurs 2 211,4 (contre 2 247,9) ; trente valeurs 1 740,6 (contre 1 768,7) ; fonds d'Etat 77,43 (contre 76,65) ; mines d'or 256 (contre 274,7).

|              | Cours 30 mars | Cours 6 avril |
|--------------|---------------|---------------|
| Bowater      | 483           | 488           |
| BP           | 228           | 218           |
| Charter      | 438           | 425           |
| Courtauld    | 337           | 318           |
| De Beers (*) | 12,75         | -             |
| Glanco       | 13,83         | 7,83          |
| ICI          | 18,81         | 10,58         |
| Reuters      | 11,20         | 11,26         |
| Shell        | 455           | 446           |
| Unilever     | 665           | 666           |
| Vickers      | 214           | 228           |

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

Stabilisation à un haut niveau. Malgré une petite baisse, la Bourse de Francfort s'est stabilisée cette semaine à un haut niveau, l'indice DAX s'approchant de son sommet de 2 968,55 points de 30 mars, celui de la Commerzbank battant son record le 3 avril (2 414).

Indice du 6 avril : DAX 1 947,84 (contre 1 968,55) ; Commerzbank 2 402,9 (contre 2 410,30).

|              | Cours 30 mars | Cours 6 avril |
|--------------|---------------|---------------|
| ABG          | 336,50        | 331,20        |
| BASF         | 311,50        | 306,50        |
| Bayer        | 316,60        | 310           |
| Commerzbank  | 304,80        | 292           |
| Deutschebank | 324,50        | 309           |
| Hochtief     | 309,40        | 299,50        |
| Karstadt     | 699           | 696           |
| Manneberg    | 497,50        | 483           |
| Siemens      | 806           | 787           |
| Volkswagen   | 615,50        | 611           |

## TOKYO

Poursuite de la chute. La nouvelle année fiscale a très mal démarré avec une chute de 6,6 % de la Bourse lundi, ce qui est la deuxième plus forte baisse depuis le krach d'octobre 1987. Malgré une tentative de redressement, le bilan des cinq séances se solde par une perte de 2,3 %.

Indice du 6 avril : Nikkei 2 927,78 (contre 2 986,67) ; Topix 1 149,26 (contre 1 221,46).

|                     | Cours 30 mars | Cours 6 avril |
|---------------------|---------------|---------------|
| Alai                | 1 280         | 960           |
| Bridgestone         | 1 420         | 1 470         |
| Casio               | 1 680         | 1 790         |
| Fuji                | 2 540         | 2 460         |
| Honda Motor         | 1 760         | 1 830         |
| Mitsubishi Electric | 2 150         | 2 300         |
| Mitsubishi Heavy    | 870           | 925           |
| Sony Corp.          | 8 400         | 8 400         |
| Toyota Motor        | 2 220         | 2 390         |

## Bernard Tapie renonce à la Sedri

Le groupe Bernard Tapie Finance a annoncé vendredi 7 avril qu'il renoncera à racheter la majorité du capital de la société de microélectronique Sedri. C'est le britannique Elititech qui s'en charge : le holding qui combine des intérêts néozélandais (groupe Todd), canadiens (Euromangement) et du groupe de presse international Strickland va acquérir les 59,2 % de la Sedri détenus par la Financière Beaulieu. Il s'engage en guise de paiement de la transaction à rembourser en 1993 une créance de 240 millions de francs contractée par la Financière Beaulieu. Ce schéma reprend l'identique la proposition de reprise formulée le mois dernier par Bernard Tapie dont le désistement a été organisé. Un communiqué publié vendredi dans la soirée par la Sedri précise que le groupe BTF compte créer avec Elititech une société qui aura pour objet « le développement des produits de communication nécessaires à la rentabilité de Sedri ».

## Les banques françaises vont généraliser la carte à puce

Les banques françaises, qui se sont réunies le vendredi 6 avril au sein du Groupement d'intérêt économique Cartes bancaires, ont décidé de généraliser la carte à puce, c'est-à-dire de remplacer progressivement, d'ici la fin de 1992, les cartes à piste magnétique actuellement en circulation par des cartes dotées d'un microprocesseur inséré dans leur épaisseur.

Ce microprocesseur permettra d'effectuer toutes les opérations classiques dévolues aux cartes : les retraits d'espèces aux distributeurs automatiques et les paiements chez les commerçants, plus le stockage d'informations sur les porteurs ou le télépaiement de conversations téléphoniques, de billets de train, etc.).

Inventé par le Français Roland Moreno en 1974, industrialisé à partir de 1980 par la Compagnie des machines Bull et la filiale de Philips TRI-TI, il est inviolable et pratiquement impossible à copier. Sa généralisation répond au souci de sécurité des banques, à savoir lutter contre la fraude, qui lui coûte 600 millions de francs par an, essentiellement au moyen des cartes volées et copiées.

A l'heure actuelle, sur 19 millions de cartes bancaires, un quart est équipé de puces, dont l'expérimentation a commencé il y a deux ans dans trois

## Matériel électrique

|                    | 6-4-90 | Diff.  |
|--------------------|--------|--------|
| CGE                | 628    | + 39   |
| CSE (ex-Signaux)   | 308    | + 3    |
| Général des eaux   | 21 877 | + 25   |
| IBM                | 685    | + 2    |
| Internelec         | 1 510  | + 12   |
| ITT (I)            | 305    | + 2,95 |
| Legrand            | 4 080  | + 410  |
| Lyonnaise des eaux | 1 201  | + 70   |
| Mans               | 399,60 | + 8,10 |
| Medis-Geris        | 5 450  | + 230  |
| Moulinex           | 139    | + 16   |
| PM Labinal         | 1 201  | + 70   |
| Sanomat            | 665    | + 27   |
| Schlumberger (2)   | 297,40 | + 2,70 |
| SEB                | 1 209  | + 39   |
| Sesmau-Avionique   | 599    | + 24   |
| Siemens            | 2 657  | + 35   |
| Thomson-CSF        | 139,80 | + 1,30 |

(1) Coupon de 7,95 F.  
(2) Coupon de 1,70 F.

## Mines, caoutchouc

|             | 6-4-90 | Diff.  |
|-------------|--------|--------|
| Géophysique | 1 220  | + 69   |
| Inélex      | 334    | + 12   |
| Michelin    | 134,50 | + 0,50 |
| Métaleurop  | 217,10 | + 5,10 |
| RTZ         | 52     | + 0,80 |
| ZC1         | 2,42   | + 0,02 |

## Pétroles

|                   | 6-4-90 | Diff.  |
|-------------------|--------|--------|
| BP-France         | 170    | + 1    |
| ELF-Aquitaine     | 685    | + 46   |
| Elf               | 2 077  | + 25   |
| Exxon             | 763,50 | + 0,50 |
| Petrofina         | 1 833  | + 3    |
| Primagaz          | 831    | + 41   |
| Raffinage (Frida) | 225    | + 7    |
| Royal Dutch       | 33,50  | + 0,50 |
| Supergas          | 590    | + 2    |
| Total             | 700    | + 35   |

## Bâtiment, travaux publics

|                    | 6-4-90 | Diff.   |
|--------------------|--------|---------|
| Axialis d'entr.    | 1 015  | + 1     |
| Bouygues           | 2 060  | + 195   |
| Ciments français   | 1 565  | + 97    |
| Dumez              | 990    | + 95    |
| GTM                | 930    | + 157   |
| Immo. Phénix       | 1 910  | + 5,20  |
| J. Lafarge         | 1 130  | + 99    |
| Lafarge            | 413    | + 47,20 |
| Poliet et Chausson | 582    | + 61    |
| SGE-SB             | 254,80 | + 21,30 |

## Alimentation

|                   | 6-4-90 | Diff. |
|-------------------|--------|-------|
| Béghin-Soy        | 849    | + 57  |
| BSN               | 527    | + 57  |
| Carrefour         | 3 375  | + 115 |
| Casino            | 1 570  | + 380 |
| Eurocassidy       | 1 130  | + 180 |
| Guyonnet et Gasc. | 1 160  | + 92  |
| Mols-Hennessy     | 4 802  | + 172 |
| Nestlé            | 33 050 | + 200 |
| Océide (Gie)      | 791    | + 39  |
| Olipac-Caly       | 601    | + 5   |
| Perrin-Ricard     | 1 275  | + 61  |
| Promodis          | 4 890  | + 10  |
| St-Louis-Bouchon  | 1 604  | + 16  |
| Source Perrier    | 1 574  | + 15  |

## Banques, assurances sociétés d'investissement

|                 | 6-4-90 | Diff.   |
|-----------------|--------|---------|
| Bail Equipement | 323,50 | + 3,50  |
| Banque (Co) (*) | 654    | + 72    |
| CCF             | 34     | + 1,30  |
| CFP             | 1 350  | + 57    |
| CFI             | 496,10 | + 4,40  |
| Changue SA      | 1 184  | + 2     |
| CPR             | 463    | + 1     |
| Eurofinance     | 2 256  | + 121   |
| Héris (La)      | 629    | + 42    |
| Localfrance     | 515    | + 19,50 |
| Locidun         | 842    | + 8     |
| Midi            | 1 300  | + 54    |
| Midland Bank    | 160    | + 5     |
| OPF             | 1 760  | + 10    |
| Paribas         | 670    | + 6     |
| Préfinel        | 1 150  | + 10    |

## Mines d'or, diamants

|                | 6-4-90 | Diff.   |
|----------------|--------|---------|
| Anglo-American | 179,20 | + 10,80 |
| Ampol          | 578    | + 1     |
| Bul. Gol M.    | 89,90  | + 2,10  |
| De Beers       | 122,70 | + 2,30  |
| De Beers Cons. | 76,70  | + 1,30  |
| Genex          | 16,70  | + 1,5   |
| Harnony        | 52,10  | + 1,60  |
| Randfontein    | 35,10  | + 1,80  |
| Saint-Helena   | 59,60  | + 0,40  |
| Western Deep   | 225,80 | + 2,20  |

## Produits chimiques

|               | 6-4-90 | Diff.  |
|---------------|--------|--------|
| Inst. Mérieux | 5 250  | + 50   |
| Labo. Bell    | 2 930  | + 205  |
| Roussel-Uclaf | 2 170  | + 205  |
| BASF          | 1 031  | + 15   |
| Bayer         | 1 042  | + 23   |
| Hoechst       | 1 013  | + 18   |
| Imp. Chemie   | 184    | + 3,10 |
| Nord-Hydro    | 173    | + 1,50 |

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 avril 1990

Nombre de contrats : 79 994

| COURS        | ÉCHÉANCES |          |         |        |
|--------------|-----------|----------|---------|--------|
|              | Jun 90    | Sept. 90 | Déc. 90 |        |
| Premier      | -         | -        | -       | -      |
| + haut       | -         | 102,88   | 102,68  | 102,72 |
| + bas        | -         | 102,56   | 102,54  | 102,68 |
| Dernier      | -         | 102,64   | 102,56  | 102,68 |
| Compensation | -         | 102,62   | 102,56  | 102,64 |

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

|            | 2 avril    | 3 avril    | 4 avril    | 5 avril    | 6 avril |
|------------|------------|------------|------------|------------|---------|
| RM         | 2 103 408  | 3 870 957  | 3 871 889  | 4 224 510  | -       |
| Comptant   | -          | -          | -          | -          | -       |
| R. et obl. | 15 018 681 | 6 978 593  | 6 900 314  | 8 488 061  | -       |
| Actions    | 306 503    | 533 656    | 734 430    | 498 339    | -       |
| Total      | 17 428 592 | 11 383 206 | 11 506 633 | 13 210 910 | -       |

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)

|           | 6-4-90 | 5-4-90 | 4-4-90 | 3-4-90 | 2-4-90 |
|-----------|--------|--------|--------|--------|--------|
| France    | 97,1   | 98     | 100    | -      | -      |
| Etrangers | 94,4   | 94,2   | 94,3   | -      | -      |

## SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

|                               | (base 100, 31 décembre 1981)                        |
|-------------------------------|---|
| Indice gén.                   | 522,4   521,70   530,98   532,59   542,8            |
| (base 1000, 31 décembre 1987) |   |
| Indice CAC 40                 | 1 917,8   1 985,55   2 001,49   2 028,06   2 069,89 |

## Le Monde

## CHAMPS ÉCONOMIQUES

## CRÉDITS

## INTERNATIONAL DES CAPITALS

## L'investisseur français tente de rep...

## L'investisseur français tente de rep...

## L'investisseur français tente de rep...

## L'investisseur français tente de rep...

## L'investisseur français tente de rep...

## L'investisseur français tente de rep...

## L'investisseur français tente de rep...







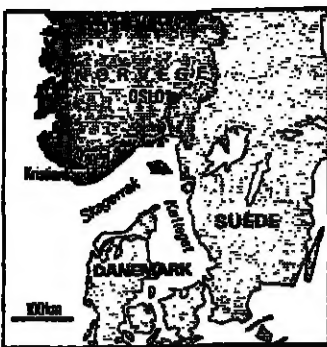
Incendie à bord d'un ferry danois  
au large d'Oslo

Premier bilan : 4 morts et 150 disparus

Un incendie a éclaté sur un ferry danois, le *Scandinavian Star*, dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 avril, alors que le bateau venait de quitter le fjord d'Oslo. Le feu a pris vers une heure du matin, à environ 30 milles nautiques (55 kilomètres) au sud du phare norvégien de Faerder. Il y avait 395 passagers et 100 membres d'équipage à bord. Les sauveteurs signalaient samedi en fin de matinée 4 morts et 150 disparus.

Le bateau, qui se rendait dans le port danois de Frederikshavn, à 270 kilomètres au sud d'Oslo, a été rejoint par le ferry suédois *Stena Saga* de la compagnie Stena Line, qui a aidé à évacuer des passagers, avant que les services de secours norvégiens, danois et suédois n'interviennent pour lutter contre l'incendie. La mer était calme et la nuit très claire, ce qui a facilité les secours. Au matin l'incendie faisait toujours rage, et le bateau était entouré d'un grand nombre d'embarcations, venues à la rescousse.

La plupart des passagers (essentiellement norvégiens) et des membres de l'équipage ont été évacués pendant la nuit, mais au matin les pompiers ont découvert quatre corps à bord du bateau, dont celui d'un enfant. « Ce que nous savons, c'est que 355 personnes ont été sauvées », a déclaré M. Eldberg, porte-parole des garde-côtes, qui a précisé que vingt-quatre pompiers se sont rendus à bord à la recherche d'éventuels survivants. Cependant, l'ensemble du navire n'a pu être encore exploré, et on ne peut savoir combien de



passagers s'y trouvent encore, ni dans quel état. Deux blessés brûlés et une dizaine d'autres victimes de la fumée et en état de choc ont été évacués par hélicoptère vers un hôpital d'Oslo.

Les raisons du sinistre étaient encore inconnues samedi, mais, selon le commandant du bateau, l'hypothèse d'un incendie criminel n'est pas exclue, le feu s'étant déclaré en deux endroits différents, à un quart d'heure d'intervalle.

Selon M. Sven Woxtorp, du service de secours naval danois, la police de Frederikshavn a été alertée et s'apprêtait à interroger les passagers et l'équipage. Celui-ci est composé de marins pour la plupart portugais, sous les ordres d'officiers norvégiens. Le *Scandinavian Star*, un bateau de 10 000 tonnes, appartenait à la compagnie danoise DA-NO Ferry, et navigue sous pavillon des Bahamas. (Corr. AFP, Reuters.)

M. Tom Bauer condamné pour sa biographie de M. Robert Maxwell. — Le tribunal de grande instance de Paris a condamné solidairement, mercredi 4 avril, M. Tom Bauer, auteur d'un livre sur M. Robert Maxwell, ainsi que son éditeur, les Presses de la Cité, à verser 100 000 francs de dommages et intérêts au patron de presse britannique, pour avoir témoigné d'une « volonté systématique de dénigrement ». Dans un second jugement, le tribunal a

condamné le journaliste anglais à payer à nouveau 100 000 francs à M. Maxwell pour avoir tenu des propos diffamatoires et injurieux dans le *Quotidien de Paris*. Le tribunal, en revanche, a estimé que l'utilisation du nom de M. Maxwell comme titre de l'ouvrage, ainsi que les informations sur l'origine et l'ampleur du patrimoine de ce personnage du monde économique, ainsi que l'enquête sur son passé, n'étaient pas répréhensibles.

## L'ESSENTIEL

## DATES

Il y a quinze ans, la guerre s'installait au Liban... 2

## ETRANGER

## Guerre au Nicaragua

Les affrontements continuent entre la Contra et l'armée sandiniste, malgré les accords prévoyant la démobilisation des rebelles... 4

## M. Arafat à Rome

Le chef de l'OLP affirme avoir eu des contacts avec des dirigeants israéliens... 6

## POLITIQUE

## Les cadres du Front national

Une enquête de la SDFRS sur le congrès du parti d'extrême droite... 7

## Livres politiques

« Le monde est ouvert pour cause de réflexion », par André Laurens... 8

## M. Mitterrand dans le Gers et l'Aude

La défense des ruraux... 8

## SOCIÉTÉ

## L'affaire Gallimard

En vendant ses parts à la BNF, M. Isabelle Gallimard conforte la position de son frère Antoine, l'actuel PDG... 10

## COMMUNICATION

## FR3 à l'assaut de Paris

La troisième chaîne annonce la création, dès 1991, d'une télévision « métropolitaine » sur la capitale... 10

## CULTURE

## Erreur de tir chez Sotheby's

La mévente de la collection Costakis ne remet pas en valeur en cause, mais rappelle les ventes de vente à plus de clairvoyance... 11

## CHRONOLOGIE

Mars 1980 en France et dans le monde... 14

## ECONOMIE

## Les prévisions des entreprises

Une croissance plus équilibrée... 15

## Dette africaine

Un entretien avec Jean-Pierre Proust, président du conseil des investisseurs français en Afrique... 15

## Revue des valeurs... 16

## Crédits, changes, grands marchés... 17

## Services

Abonnements... 2  
Carnet... 10  
Météorologie... 13  
Mots croisés... 13  
Radio-Télévision... 13  
Spectacles... 12

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 7 avril  
a été tiré à 546 615 exemplaires

## COTE-D'IVOIRE :

un lycée tué au cours  
d'une manifestation

Nouvelle fermeture  
des établissements  
scolaires

L'agitation scolaire et estudiantine a pris un tournant tragique avec la mort, vendredi 6 avril, d'un jeune lycéen, tué par balle, à Adzopé, à une centaine de kilomètres au nord d'Abidjan. Les autorités ont décidé samedi de fermer les établissements scolaires.

Selon des sources concordantes, le drame s'est déroulé peu de temps après la libération d'un lycée, interpellé, mardi, par les forces de l'ordre. Cette libération a provoqué une liesse parmi les jeunes d'Adzopé, qui ont entrepris une tournée dans les quatre établissements de cette ville de vingt mille habitants.

« Les gendarmes, sur leurs gardes, ont cru à un nouveau regain de tension, affirme un témoin. Ils ont d'abord tiré des coups de feu en l'air. » La colère s'est soudainement emparée des lycéens réunis devant un établissement privé d'enseignement secondaire. « C'est alors que, près de minuit, l'un des gendarmes a tiré en direction des enfants », rapporte un habitant. Un jeune lycéen, non identifié, a été mortellement blessé.

Ce drame a provoqué une hystérie collective chez les camarades de la victime qui ont semé la terreur dans la ville. Les manifestants ont alors incendié des voitures, saqué la poste, la mairie et le domicile des rares représentants de l'ordre à Adzopé.

Le calme est revenu avec l'arrivée de troupes militaires hélicoptères. Toute la matinée de vendredi, des foyers de violence ont éclaté un peu partout à Abidjan et dans une dizaine de villes de province selon un scénario désormais classique depuis le début de la semaine : échauffourées entre jeunes et forces de l'ordre, cailloux et projectiles divers contre des troupes lacrymogènes.

La manifestation organisée, mercredi, en faveur du président, au pouvoir depuis trente ans, a été interprétée comme une « provocation », estiment les observateurs. Un avis partagé par plusieurs députés, qui ont jugé « inopportune une telle initiative dans le contexte actuel difficile ».

La mort de ce lycéen crée un regain de tension dont se serait bien passé le gouvernement. Ce dernier a, de nouveau, été amené à fermer les écoles et les facultés, pourtant ouvertes, lundi. Cette décision pourrait être lourde de conséquences car elle risque de signifier la perte d'une année scolaire.

ROBERT MINANGOUY

## EN BREF

□ L'ordre des avocats et la réforme des professions judiciaires. — Le bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour de Paris, M. Henri Ader, s'est réuni de l'examen, au conseil des ministres du 4 avril, des deux projets de loi réformant les professions judiciaires et juridiques (le *Monde* du 5 avril). Toutefois, M. Ader estime que les textes doivent être modifiés, notamment en ce qui concerne la formation, la présence de capitaux extérieurs, l'inscription des avocats étrangers à un barreau français, et souhaite que la protection des usagers du droit soit plus stricte.

□ ÉCHECS : le Tournoi zonal de Lyon. — Après cinq rondes, Joël Lautier est seul en tête du Tournoi zonal de Lyon. Le jeune grand maître, toujours invaincu, a annulé face à Renet (62 coups) et à Miralles (61 coups). Derrière Lautier, 4 points, sont regroupés, à un point de retard, ses quatre principaux rivaux : Renet, Miralles, Van der Wiel et Winants.

□ MOTO : chute grave pour Eddie Lawson au Grand Prix des États-Unis. — Le motocycliste américain Eddie Lawson (Yamaha), champion du monde en titre des 500 cc, a été victime d'une grave chute, vendredi 6 avril, lors de la deuxième séance d'essais du Grand Prix des États-Unis, sur le circuit de Laguna Seca (Californie). Le pilote, âgé de trente-deux ans, a été transporté à l'hôpital de Salinas alors qu'il souffrait, selon un premier diagnostic, de fractures des deux jambes.

Un ennui dans le circuit de freinage est probablement à l'origine de cet accident.

## Le voyage de M. Rocard en Guyane

« Qui peut imaginer construire  
des remparts en guise de frontières ? »

## CAYENNE

de notre envoyé spécial

Enfants de toutes les couleurs agitant des fleurs et des petits drapeaux, ministres en bras de chemise ruisselant de sueur dans la chaleur humide, habitants regardant passer la cortège depuis la fenêtre de leur baraque en tôle ondulée : la première journée de M. Michel Rocard en Guyane, vendredi 6 avril, a respecté les immuables lois du genre, celui des visites ministérielles outre-mer.

Le cortège a d'abord visité l'ancien quartier chinois de Cayenne (baptisé ainsi car construit par des Annamites à leur arrivée en Guyane en 1911). Lacs de ruelles étroites et défoncées, ce quartier est aujourd'hui largement « bidonvillisé ».

Le premier ministre, qui s'est fait présenter les projets de rénovation par le maire, M. Gérard Holder, a rappelé qu'« en France métropolitaine comme outre-mer, la lutte contre les inégalités passe par une politique volontaire et audacieuse dans le domaine du logement ».

L'étape suivante a encore été consacrée à la politique de la ville mais pour mettre en valeur, cette fois, l'envers du logement insalu-

bre, un développement urbain raisonné, celui de Matoury. L'un des caractéristiques de Matoury, c'est que son maire, M. Jean-Pierre Théodore Roumillac, s'emploie à gérer une population qui double tous les deux ou trois ans, et s'accroît notamment d'une partie des immigrés qui n'ont fait que rêver d'atteindre : « l'aldorado technologique de Kourou ».

Après avoir dénoncé ceux qui trouvent leur compte dans l'afflux d'immigrés clandestins en Guyane, « dans l'emploi de main-d'œuvre entièrement dépendante (...) payée avec des salaires de misère, dépourvue de droits sociaux », M. Rocard a élargi son propos à l'ensemble du pays en évoquant indirectement les revendications de l'opposition sur ce sujet.

L'année où tombe  
le mur de Berlin

« La France, a réaffirmé M. Rocard, est le pays des droits de l'homme (...). La France est un Etat de droit et si des étrangers sont conduits à y travailler et à y vivre dans les conditions prévues par nos lois, ils doivent y être traités dignement et y être respectés ; et puisque les étrangers

en situation régulière acquittent comme tous les salariés des cotisations sociales et des impôts locaux, ils ont droit aux prestations sociales et aux services publics qui en découlent ».

« La France, a continué le premier ministre, n'est pas plus une île que la Guyane : si les contrôles aux frontières doivent être assurés et sans doute encore améliorés, ils ne peuvent pas être la seule réponse au problème de l'immigration clandestine. Qui donc peut imaginer, l'année même où tombe le mur de Berlin, construire des remparts en guise de frontières ? »

M. Rocard a encore ajouté : « La France est un pays de progrès et de justice, et nous ne confondons pas les effets et les causes : il y aurait moins d'immigrés clandestins s'ils n'avaient pas l'espoir, voire la certitude, de croiser sur leur chemin des employeurs d'immigrés clandestins ». « Attaquons le mal à sa source », a conclu le premier ministre : la sous-développement dans leur pays d'origine, l'emploi illégal chez nous et nous remportons des succès plus durables que par l'exploitation de la peur et des pulsions les moins nobles de la personne humaine. »

J.-L. A.

Lire aussi page 8

## Une décision du Conseil d'Etat

Les subventions des collectivités locales  
à l'enseignement secondaire privé sont limitées

Les subventions accordées par les collectivités locales aux collèges et aux lycées de l'enseignement général privé pour leurs investissements ne pourront pas excéder 10 % du montant total des dépenses. Ce jugement du Conseil d'Etat, rendu vendredi 6 avril, limite de façon très restrictive l'aide que de nombreux départements et communes accordent aux établissements privés.

Cette décision contribue en tout cas à combler un vide juridique. Pour les écoles primaires du privé en effet, la cause est entendue depuis longtemps : la loi du 30 octobre 1886 avait interdit toute subvention des collectivités. La jurisprudence, en revanche, avait admis en 1930 la possibilité de contribuer au financement de l'enseignement technique privé, de même pour l'enseignement supérieur privé à partir de 1956.

Pour statuer sur l'aide à l'enseignement secondaire général, le Conseil d'Etat s'est appuyé sur l'article 69 de la loi Falloux, du 18 mars 1850. Sous la poussière de ce texte ancien, on peut lire que « les établissements libres peuvent obtenir [des collectivités] un local et une subvention, sans que cette subvention puisse excéder le dixième des dépenses annuelles de l'établissement ». Dans un souci d'actualisation, le Conseil d'Etat précise que, pour les établissements placés sous le régime du contrat d'association de la loi Debré du 31 décembre 1959, « la notion de dépenses annuelles de l'établissement doit s'entendre des dépenses non couvertes par des fonds publics versés au titre de ce contrat ». Ce qui réduit encore le champ d'intervention des collectivités.

## Compensation

Cette lecture des textes a conduit le Conseil d'Etat à annuler une délibération du conseil général d'Ille-et-Vilaine du 6 janvier 1986, confirmant ainsi un premier jugement du tribunal administratif de Rennes en date du 3 juillet 1986.

## La mère du petit Jason pourrait être en danger

Une information judiciaire pour  
« arrestation illégale  
et séquestration » est ouverte

La prostituée parisienne placée en garde à vue, mercredi 4 avril, dans le cadre de l'enquête sur le petit Jason Cadoret, retrouvé, seul, le 13 mars à Paris, et qu'elle avait eu momentanément en garde, a été inculpée et écrouée, vendredi 6 avril. Odile Baggio, âgée de trente ans, a été inculpée de « détournement d'enfant, dans un lieu non solitaire, par une personne à qui l'enfant était confié ».

Une seconde information judi-

ciaire contre X pour « arrestation illégale et séquestration » a été ouverte et confiée au juge d'instruction chargé de l'affaire au tribunal de Paris, M. Marguerite Laurent. L'enquête, confiée à la brigade criminelle, concernerait le sort de la mère de Jason, Annie Cadoret, âgée de vingt-huit ans, qui, selon les enquêteurs, pourrait être en danger et n'aurait pas abandonné son enfant.

## Poursuivi pour diffamation

## Le principal du collège de Creil est relaxé

M. Ernest Chemières, principal du collège Gabriel-Havet de Creil, a été relaxé, vendredi 6 avril, par le tribunal correctionnel de Senlis (Oise) du délit de diffamation qui lui était reproché par M. Mohamed Seltani, père d'une des trois élèves qui refusent d'enlever le foulard islamique pendant les cours (le *Monde* du 4 avril).

La poursuite se fonde sur plusieurs phrases contenues dans un article publié le 3 octobre 1989 par le *Courrier picard* qui imputait à M. Chemières des propos accusant notamment les familles des jeunes

filles de « cultiver l'intégrisme religieux ».

La décision du tribunal, dont les motifs n'ont pas été lus à l'audience, est conforme aux réquisitions du procureur de la République de Senlis, qui avait estimé, lors des débats, du 2 avril, que les termes employés n'étaient pas diffamatoires et que M. Chemières devait tout au moins bénéficier de la bonne foi. A la même audience, M. Vargès, conseiller de M. Seltani, avait d'ores et déjà indiqué que l'affaire serait examinée « par la cour d'appel, la Cour de cassation et la Cour européenne ».

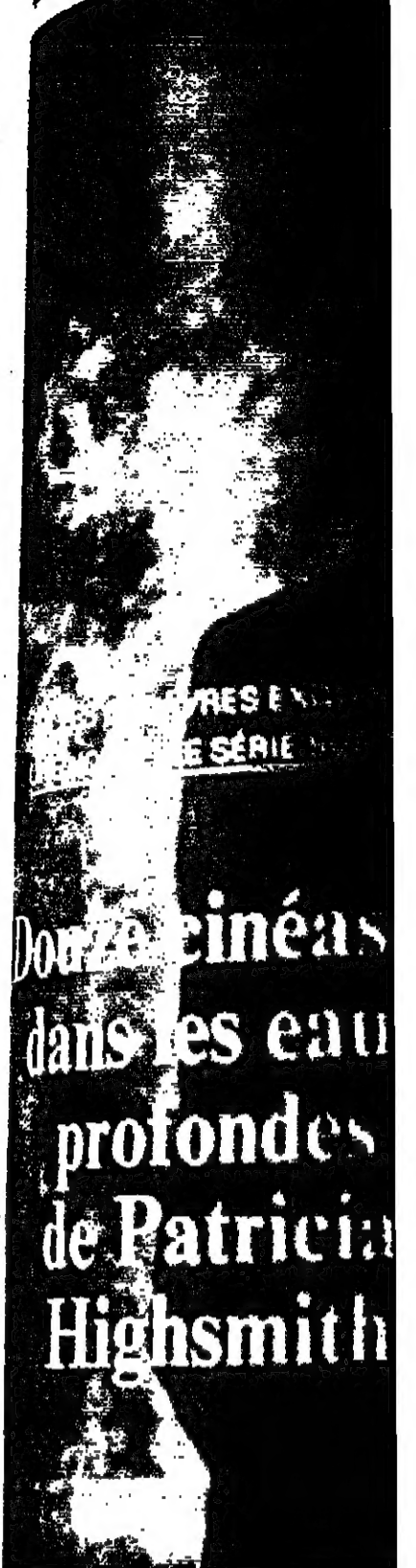
## J.-J. BOZONNET

Le gouvernement  
décide d'aider  
les métiers d'art

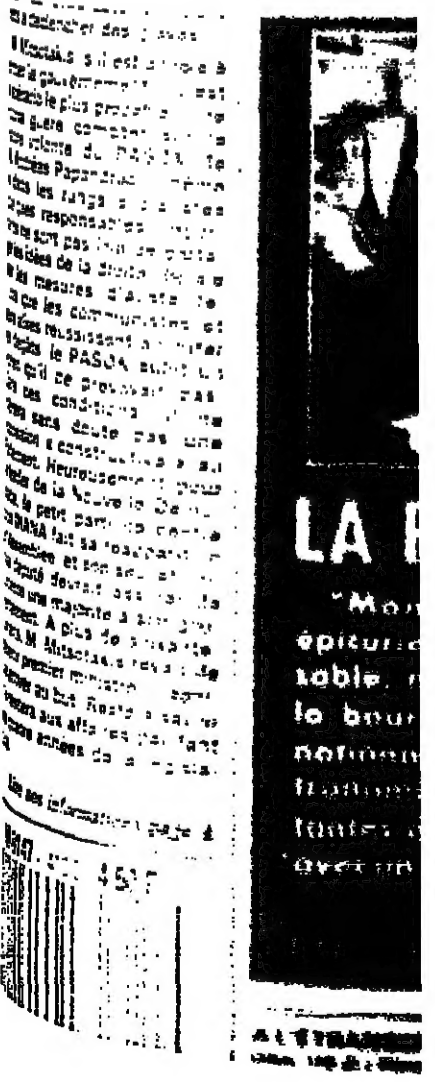
Trente mille entreprises, deux cent mille personnes employées, 80 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont le tiers à l'exportation : les métiers d'art représentent non seulement un symbole de la tradition de qualité, de savoir-faire, de création, mais aussi un atout économique important. C'est ce que M. François Doublin, ministre du commerce et de l'artisanat, a souligné dans une communication au conseil des ministres du 4 avril.

Grâce à la Société d'encouragement aux métiers d'art (SEMA) et à la Fondation nationale des métiers d'art, une politique de formation et de sensibilisation des jeunes, visant une « meilleure insertion des métiers d'art et des créateurs dans les projets urbains et un renforcement de l'exportation et du rayonnement international de ces métiers » va être mise en place. Une exposition européenne (verre, bois, céramique, ferronnerie, tapisserie, métaux précieux) se tiendra à Avignon en octobre 1990.

RADIO



Un cycle  
Catherine Denon  
sur Canal +



صكا من الال